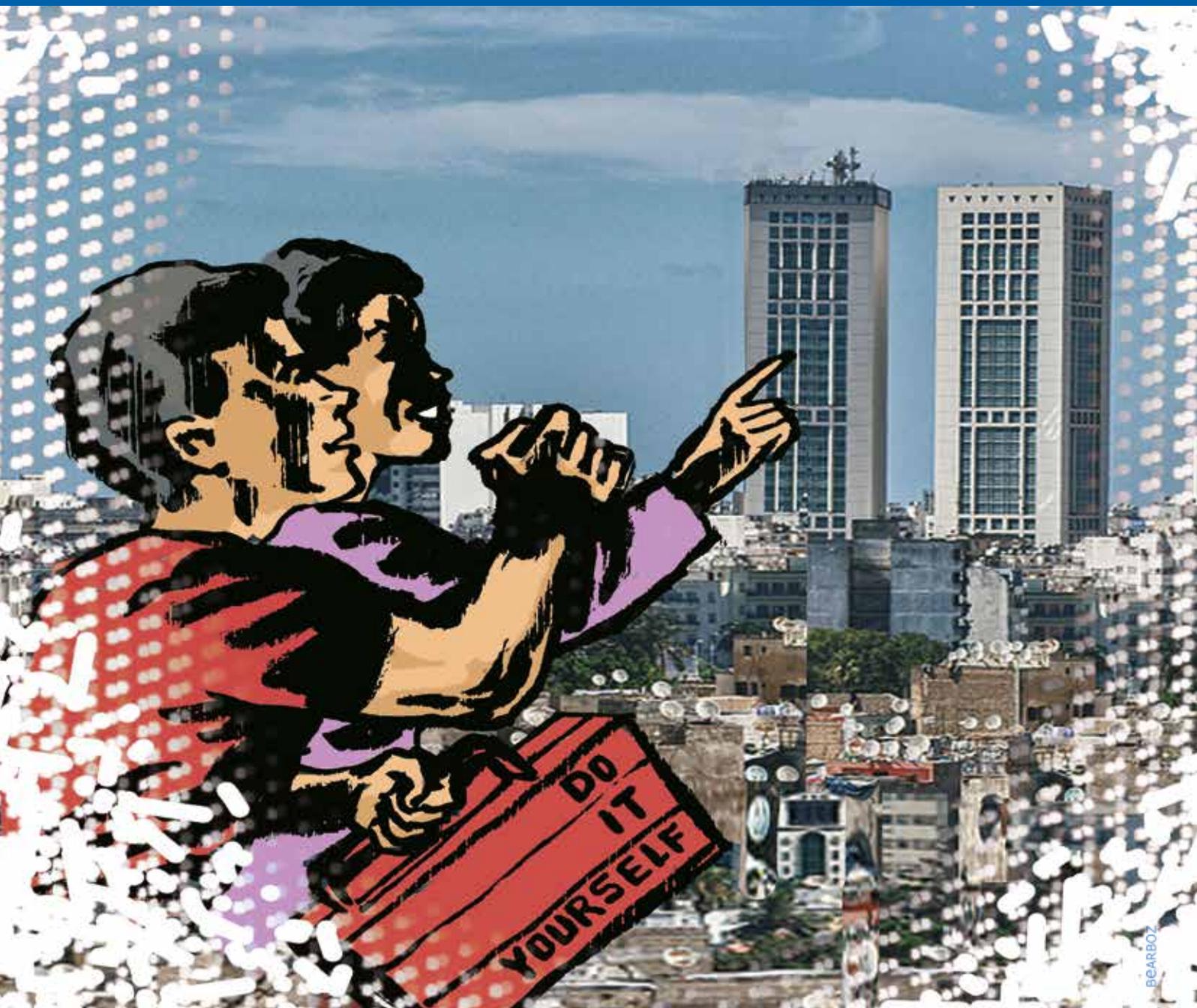


# Economia

www.economia.ma

Mieux comprendre pour mieux décider

Juin 2016



BEARBOZ

## LES JEUNES : À LA MARGE DE L'ÉCONOMIE ?

ÉDITÉE PAR LE CESEM,  
CENTRE DE RECHERCHE DE

**HEM**  
BUSINESS SCHOOL

En partenariat avec

**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**



UNE FONDATION POLITIQUE  
ALLEMANDE AU SERVICE DE LA  
DÉMOCRATIE SOCIALE

**La Fondation Friedrich Ebert (FES)** présente au Maroc depuis 1984, s'engage en tant que « Think and Do Tank » pour la promotion des valeurs fondamentales de la social-démocratie : paix, liberté, égalité, justice sociale et démocratie. Acteur engagé, elle organise de nombreuses activités donnant lieu à des discussions et des rencontres entre acteurs de la sphère politique, académique et la société civile. Elle représente ainsi un forum d'échange d'expériences, de savoir et de consultation. Parmi ses nombreux partenaires traditionnels, la FES compte des partis politiques, des syndicats, des ONG, des institutions de consultation politique, économique et scientifique ainsi que des institutions gouvernementales.

**La Fondation Friedrich Ebert (FES)** développe actuellement un programme au niveau de la région MENA afin de tracer une vision à ce que « les économies de demain » pourraient être et comment ces économies vont contribuer éventuellement à une croissance durable économiquement et inclusive socialement.



FRIEDRICH EBERT STIFTUNG **AU MAROC**

## Les jeunes actifs, émancipés et marginalisés

Par Driss Ksikes

# C ÉDITO

C'est quoi cette manie qu'ont des pays gérés par des vieux à gloser sur les jeunes ? Là où les moins de trente-cinq ans gouvernent, entreprennent, repoussent les limites et mènent les projets individuels et collaboratifs, les jeunes ne sont pas objets de discours mais des sujets de l'histoire. Chez nous, malgré quelques cas balbutiants – pas forcément représentatifs –, les chemins sinueux qu'empruntent les jeunes pour s'en sortir nous demeurent largement méconnus. Même s'ils s'inscrivent dans les plis de la société, nos récits comme nos institutions n'en portent pas les traces et ne témoignent pas de leurs trajectoires.

C'est d'abord pour éclairer cette marginalité-là qu'a été conçu le projet de recherche SAHWA (jeunes arabes méditerranéens, vers un nouveau contrat social). À travers les différents terrains

explorés (enquête auprès de 2000 jeunes, focus groups, entretiens, observations ethnographiques...), le Cesem, centre de recherche de HEM, a largement focalisé son apport sur la dimension économique (formation, emploi, entrepreneuriat, informalité...), et ce dossier tente d'en rendre compte, tout en sollicitant des regards extérieurs pour compléter le tableau.

Il ressort des différents apports, analyses et lectures, un paradoxe saisissant. Nos jeunes (de 15 à 29 ans) sont en même temps émancipés et marginalisés. Ils sont conscients qu'ils doivent s'accrocher, se débrouiller, s'activer, naviguer, même recourir à des subterfuges pour s'en sortir. Mais, ils ne se font aucune illusion sur leur irréversible place à la lisière de l'activité économique préétablie, où une faune de privilégiés et de clients trustent les premières loges. L'accès aux moyens technologiques et à des perceptions nouvelles de la vie sociale les affranchissent de plus en plus, au point que même dans le rural, l'appétence pour l'entrepreneuriat se fait jour, mais ni les politiques publiques, ni les conditions d'accès aux crédits bancaires, ni même les chances qu'offre le système de formation et d'enseignement ne les y prédisposent.

Passons sur les chiffres toujours accablants en termes de décrochage scolaire ou encore de précarité contractuelle à l'emploi. Cela fait partie dorénavant du paysage. Ce dossier prend délibérément le parti de zoomer sur les jeunes actifs (non les chômeurs), pour comprendre au mieux leurs trajectoires, pratiques, perceptions et modes opératoires. Il en ressort une grande capacité à transformer la marginalité en opportunités, en potentiels d'innovation permanents qui contribuent à de nouveaux répertoires culturels. L'informalité, ventre mou qui regroupe l'essentiel des rebuts du système économique très élitaire, est parfois transformée en terrain de réinvention de soi et d'adaptation incessante. Mais, faute de politiques de formation professionnelle, d'accompagnement et de valorisation, ces jeunes s'épuisent, ne voient pas le bout du tunnel. Ils barbotent dans un joyeux souk mais ont une angoisse persistante qui leur noue les entrailles ■

EN BREF

# LES JEUNES : À LA MARGE DE L'ÉCONOMIE ?



## LES JEUNES DE LA RÉGION MENA ENTRE SOUS-EMPLOI, INACTIVITÉ ET ENTREPRENARIAT

*Chapus Quentin, Cottin Raphaël et Guénard Charlotte*

7



## LES JEUNES ET LA NOTION DE MARGINALITÉ

*José Garcia Sanchez*

12



## LES JEUNES ALGÉRIENS : LEUR SITUATION ET LEUR AVENIR

*Mustapha Omrane*

16



## JEUNES TUNISIENS : UN DIALOGUE EN DEVENIR

*Lilia Othman Challogui*

19



*Etude*

## LA JEUNESSE AU MAROC : MARGINALITÉS, INFORMALITÉS ET ADAPTATIONS

*Zakaria Kadiri*

23



## MARCHÉ DU TRAVAIL ET JEUNESSE FÉMININE. PETIT À PETIT, LA NICHE SE FORME

*Brahim Labari*

32



## DÉFIS DES JEUNES OUVRIERS AGRICOLES

*Lisa Bossenbroek et Fadma Aït Mous*

35



## JEUNES RURAUX AU CHEVET DU TERRITOIRE

*Par Hind Ftouhi, Mohamed Mahdi, Zakaria Kadiri*

39

43 **JEUNES TEXTILIENNES :  
EXPLOITATION OU ÉMANCIPATION?**

*Kamal Mellakh*



46 **QUÊTE IDENTITAIRE DES JEUNES  
ET AVENIR DU MONDE RURAL**

*Lisa Bossenbroek et Zakaria Kadiri*



50 **FOCUS SUR L'ENTREPRENEURIAT  
DES JEUNES AU MAROC**

*Hammad Sqalli et Caroline Minialai*



54 **JEUNES ACTIFS AU SOUK  
CULTUREL DE BAB EL HAD**

*Driss Ksikes*



57 **ENACTUS, INSUFFLER LE GOÛT  
DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL  
AUX ÉTUDIANTS**

*Manal El Abboubi*



60 **L'UBER-ÉCONOMIE : LEVIER DE  
L'ENTREPRENARIAT MAROCAIN ?**

*Amira Benyaddine*



64 **PARTAGER ET COLLABORER  
POUR ENTREPRENDRE  
L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU PARADIGME**

*Arnaud Pinier*



68 **JEUNES FRANÇAIS ET ENTREPRENEURIAT,  
MARIAGE D'AMOUR OU DE RAISON ?**

*Alain Fayolle*



72 *Kiosque*

**LE MAROC AU PRÉSENT  
FORCÉMENT UN MAROC DE JEUNES**

*Bachir Znagui*



# LES JEUNES : À LA MARGE DE L'ÉCONOMIE ?

## EN BREF

Coordination  
scientifique

Caroline Minialai  
Lisa Bossenbroek

Coordination  
éditoriale

Bachir Znagui

**Q** u'est-ce qu'être jeune aujourd'hui dans la région MENA ? Comment cette population, en devenant, s'insère-t-elle dans la vie économique de la région ? Les jeunes restent-ils à l'écart de l'économie, marginalisés de part leur statut, leur éducation ou les formes d'emploi qu'ils occupent ? Urbains et ruraux vivent-ils les mêmes expériences ? Ce sont autant de questions que l'équipe du Cesem, centre de recherche de HEM, s'est posées en travaillant sur le projet SAHWA, un projet de recherche initié par la Commission européenne et coordonné par le CIDOB (2014-2016)<sup>1</sup>. Ce dossier tente de rendre compte d'une partie de ce travail.

Partant de la place des jeunes dans la région MENA et de la relation que ceux-ci entretiennent avec l'entrepreneuriat, nous tâcherons de comprendre la notion de marginalité qui caractérise cette jeunesse dans la région. Au-delà des frontières, la situation des jeunes algériens et tunisiens est évoquée dans un premier temps.

Au Maroc, une première lecture de l'étude quantitative réalisée auprès de 2000 foyers dans le cadre de SAHWA nous propose un certain nombre de clés de lecture, affinées par une analyse spécifique de la relation qu'entretiennent les jeunes marocains avec le marché du travail.

À l'issue de ce premier niveau d'analyse, les auteurs de ce dossier se sont attachés à comprendre les spécificités des trajectoires vécues dans le monde ouvrier et agricole et dans celui de l'entrepreneuriat, formel ou informel. Dans le monde agricole et ouvrier, les jeunes – hommes ou femmes – sont en effet confrontés à de nouveaux défis, qui les amènent à agir sur leurs territoires en nourrissant d'autres rêves. L'entrepreneuriat social, culturel, collaboratif ou numérique, offre, lui aussi, de nouvelles opportunités aux jeunes qui entrent en activité.

Nous avons cherché, à travers ce dossier, à comprendre les stratégies et les vécus d'autonomisation, ainsi que les pratiques économiques, entrepreneuriales et associatives qui permettent aux jeunes de gérer cette difficile transition de l'enfant à l'adulte ■

1. Ce programme inclut quinze partenaires académiques internationaux dont le Cesem, centre de recherche de HEM, et a pour vocation d'analyser des pratiques, valeurs et perceptions des jeunes au Sud de la Méditerranée.

# LES JEUNES DE LA RÉGION MENA ENTRE SOUS-EMPLOI, INACTIVITÉ ET ENTREPRENARIAT



Les jeunes du Sud développent de nouveaux répertoires économiques, des modalités originales d'insertion dans le monde du travail et contribuent activement aux changements et développement économiques. Mais, ils font face à de nombreuses contraintes et dynamiques d'exclusion. L'enjeu se situe en partie autour de la constitution de modèles entrepreneuriaux s'inscrivant dans une véritable politique d'inclusion de la jeunesse.

Chapus Quentin, Conservatoire National des Arts et Métiers, UMR LISE

Cottin Raphaël, Université Paris Dauphine, UMR DIAL

Guénard Charlotte, Université Paris 1-IEDES, UMR Développement et Sociétés

## Les jeunes du Sud face à l'emploi

En décembre 2014, la revue *Autrepart* publiait un numéro thématique sur *Les jeunes du Sud face à l'emploi*. Ce numéro avait pour objectif d'appréhender quelques situations contrastées auxquelles la jeunesse fait face dans les contextes de crises qui ont touché les pays du Sud durant ces trente dernières années, mais aussi de tenter de synthétiser les enjeux démographiques des différentes aires géographiques – Afrique, Asie, Amérique latine – sur les questions d'emploi des jeunes. Les principaux traits saillants qui en ressortent sont que la jeunesse, « *tantôt abordée en fonction de l'âge, comme un moment de transition d'un état à un autre, tantôt abordée comme une période de construction de l'autonomie* » (Boyer et Guénard, 2014), est composée d'individus souvent issus de groupes sociaux défavorisés, particulièrement exposés au chômage et cantonnés dans des activités précaires ou temporaires. C'est à la marge des politiques de l'emploi – ou du fait de leur échec – et dans le flou économique entre « le formel » et « l'informel » que les jeunes développent des stratégies pour (sur)vivre et pour se construire un avenir plus sûr. Différentes trajectoires et pratiques économiques, entrepreneuriales et « de débrouillardise », révèlent leurs créativité et innovations. Ils développent des compétences propres, bousculent les rapports hiérarchiques intergénérationnels, mobilisent des réseaux – de solidarité, familiaux, de connaissances « utiles » – et s'approprient les systèmes d'information à travers lesquels ils essaient de maîtriser leur situation d'incertitude pour se construire un avenir. Ainsi, ils développent de nouveaux répertoires économiques, des modalités originales d'insertion dans le monde du travail, et contribuent activement aux changements et développement économiques.

Dans le contexte actuel, les situations des pays du Maghreb, et plus largement de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, sont singulières, tant en termes

d'évolutions démographiques que d'enjeux socio-économiques autour de l'emploi d'une jeunesse nombreuse et de mieux en mieux formée, mais néanmoins fortement touchée par le chômage et le sous-emploi<sup>1</sup>.

## Spécificités de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) sur l'emploi des jeunes

La situation des jeunes face à l'emploi dans la région MENA se distingue de par ses origines. La transition démographique a connu son apogée au plus fort des « décennies perdues » des années 1980 et 1990 qui ont vu la proportion de jeunes en âge de travailler fortement augmenter – la plus forte augmentation parmi les régions en développement. Cette transition s'est conjuguée à un contexte de dépression économique dû à des épisodes d'assainissement budgétaire et de baisse de l'emploi public, souvent dans le cadre de plans d'ajustements structurels (Cammett *et al.*, 2015). Les jeunes entre 15 et 24 ans comptent aujourd'hui pour un tiers de la population de la région MENA – encore la plus forte proportion après l'Afrique subsaharienne – et environ 47% de la population active (Banque mondiale, 2012a).

Face à une telle progression démographique depuis trente ans, force est de constater que les États de la région n'ont pas su tirer pleinement profit de la fenêtre d'opportunité que représente le dynamisme de générations nombreuses en âge d'être actives, mieux formées et porteuses d'innovations. Le taux de chômage des jeunes reste particulièrement élevé dans la région, se situant à des niveaux records au Moyen-Orient (28,3%) et en Afrique du Nord (23,7%), comparés au niveau mondial de 12,6% en 2013 (OIT, 2013). Les jeunes femmes sont particulièrement touchées, puisqu'en moyenne, au Moyen-Orient, 42,6% d'entre elles étaient au chômage en 2012, contre 24,5% pour les jeunes hommes (OIT, 2013).

L'élévation, bien réelle, du niveau d'éducation<sup>2</sup> a par ailleurs renforcé la

dynamique d'exclusion des jeunes du marché de l'emploi puisque dans les pays de la région MENA, comme en Inde et en Asie du Sud en général, les taux d'emploi baissent à mesure que les jeunes sont mieux éduqués. Au Maroc, les jeunes avec un niveau universitaire faisaient face à un taux de chômage de 17% en 2009 ; 3,7 fois plus élevé que le taux de ceux ayant un niveau d'éducation primaire ou inférieur. En Tunisie, 23% des diplômés de l'université étaient au chômage en 2010, contre 11% pour les non-diplômés (Banque mondiale, 2012a). *« Ce paradoxe tient au fait que les jeunes continuent d'aspirer à trouver un emploi dans le secteur public (qui continue d'offrir un tiers des emplois en Égypte, en Irak, en Jordanie ou au Yémen) et se forment majoritairement de manière "académique" à l'université, délaissant ainsi l'acquisition de compétences qui augmenterait leur employabilité (un quart des effectifs d'étudiants suit des cursus en sciences, technologie et ingénierat)<sup>3</sup>, alors que 60% des emplois restent dans le secteur agricole et celui des services qui emploient majoritairement des travailleurs non ou peu qualifiés. »* (Boyer et Guénard, 2014).

Enfin, les jeunes en âge de travailler sont également massivement dans des situations d'oisiveté et donc de dépendance, dans la catégorie NEET (personne étant sans emploi, ne suivant pas d'études ni de formation<sup>4</sup>) dans des proportions inquiétantes dans les pays du MENA : 41% des jeunes en moyenne, le taux record parmi les 15-29 ans de 33% étant le fait de la Tunisie (Banque mondiale, 2014).

**Au Maroc, les jeunes avec un niveau universitaire faisaient face à un taux de chômage de 17% en 2009 ; soit 3,7 fois plus que ceux ayant un niveau primaire ou moins**

## Les effets de l'exclusion de la jeunesse

La combinaison, dans les décennies 1980 et 1990, d'un choc économique et de la transition démographique aurait créé une situation de chômage persistant de la jeunesse, situation qui se serait par la suite perpétuée même après le retour à la croissance dans la région dans les années 2000 (Bouharbat et Ajbilou, 2007). Dans la mesure où la « jeunesse » est une catégorie sociale dynamique, il n'y aurait toutefois pas lieu de s'en inquiéter outre mesure si le passage par des années de « galère » n'était vécu que comme une situation transitoire et sans conséquence majeure. Or, les mouvements dits des « Printemps arabes » laissent penser tout le contraire et soulignent les effets néfastes de l'exclusion dont les jeunes sont victimes.

Comme le notent Boyer et Guénard (2014), *« cette situation de bonus ou dividende démographique porte en elle-même [...] des risques d'instabilité sociale et politique si les jeunes sont mal formés, les emplois qui leur sont offerts peu porteurs et/ou en trop faible nombre et les réalités professionnelles en deçà de leurs aspirations. [...] Dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, les exemples des révolutions du "Printemps arabe", commencées en décembre 2010 en Égypte et en Tunisie, ont [de fait] mis en exergue les aspirations des jeunes de plus en plus qualifiés sans emploi ou occupant des emplois qui ne correspondent pas à leurs compétences. Dans ces pays à revenu intermédiaire, plus qu'un problème de qualité des emplois, les dénominateurs communs aux mouvements sociaux impulsés par les jeunes sont le nombre insuffisant d'emplois que pourraient occuper les jeunes qualifiés, le nombre élevé de chômeurs en général (bien que beaucoup se découragent à chercher un emploi), de personnes sous-employées et de jeunes dans l'incapacité de fonder une famille car au chômage. »*

Au-delà de ces effets politiques, le sous-emploi se conjugue avec un faible accès aux autres facteurs de l'émancipation que

sont la décohabitation d'avec les parents, la formation d'un foyer et l'arrivée du premier enfant. Cette tendance est visible dans le recul spectaculaire de l'âge moyen du premier mariage dans la région. Au Maroc par exemple, celui-ci est passé de 27,1 à 31,4 ans pour les hommes et de 22,2 à 26,5 ans pour les femmes entre 1982 et 2010, marqueur positif sans doute également d'un niveau d'éducation en hausse.

Il convient également de ne pas réduire la problématique du lien entre jeunesse et marché de l'emploi au phénomène des « diplômés chômeurs » qui, par certains aspects, correspond à un construit politique (Emperador Badimon, 2011). Il est bien connu que les indicateurs « classiques » du marché du travail – taux de chômage et d'activité notamment – reflètent mal la réalité du marché du travail dans les pays en développement, marquée par une forte prévalence du sous-emploi. Sur ce point, il est important de noter que le sentiment d'être sous-employé ou la probabilité d'avoir un emploi dans le secteur informel sont décroissants avec le niveau d'éducation (Banque mondiale, 2012b), ce qui laisse penser que le diplôme, bien que peu rémunérateur, peut tout de même être un rempart contre l'exclusion.

Au vu de ces faits stylisés, les pouvoirs publics des pays de la région se retrouvent donc dans une impasse. Faut-il augmenter encore l'effort d'éducation pour donner de meilleures chances à la jeunesse exclue, au risque d'augmenter encore les files d'attente se pressant au portillon de l'emploi public ? Ou bien faut-il freiner les efforts en direction de l'enseignement supérieur, dans l'objectif de diminuer la surqualification, au risque d'augmenter le sentiment de déclassement ?

Si des réflexions sont actuellement menées dans la région sur l'appui aux systèmes d'apprentissage et de formation professionnelle, d'autres voies d'intégration sont également prônées face aux multiples contraintes que représentent les réformes des systèmes éducatifs.

## Une voie d'intégration : entreprendre et mobiliser un réseau

Promouvoir l'entrepreneuriat constitue une alternative de choix pour des pays dont le tissu productif n'arrive pas à intégrer le contingent de jeunes qui rentrent chaque année dans la vie active. La région MENA, en présentant des taux d'activité entrepreneuriale en-dessous de ceux d'autres régions au niveau de développement comparable, dispose sans doute d'une marge de manœuvre à ce niveau, même si la région est marquée par de fortes hétérogénéités nationales, notamment dans la priorité accordée à la promotion de l'entrepreneuriat (Stevenson, 2012).

Au Maroc, des programmes étatiques ont vu le jour, comme « Moukawalati », lancé en 2006, qui visait à encourager la création d'entreprises chez les jeunes à travers la mise en place de facilités d'accès au crédit et d'un accompagnement individualisé pré- et post-création d'entreprise. Les résultats très décevants confirment la nécessité d'une approche globale visant à structurer un environnement favorable et incitatif duquel naîtraient des entrepreneurs performants, plutôt que d'essayer de les générer *ex nihilo*. La mise en œuvre d'une telle approche globale s'avère toutefois difficile : si les Centres Régionaux d'Investissement, par le biais de la mise en place d'un guichet unique regroupant les aspects administratifs de la création, ont tenté d'alléger les démarches, et que le statut d'auto-entrepreneur, récemment créé, pourrait, au travers de la formalisation massive espérée, susciter un élan entrepreneurial, des contraintes structurelles de taille persistent (manque de financements en phase d'amorçage, difficulté d'accès aux marchés publics pour les PME, etc.)

Dans cette phase de structuration de l'écosystème entrepreneurial, une partie de l'effort revient désormais à la société civile, l'Agence Nationale de la PME (MarocPME) allouant à ce titre un montant conséquent (50 millions de dhs de son dernier budget) aux acteurs

de terrain. En partie financée par des entreprises nationales et internationales, ou des acteurs publics comme l'USAID, plusieurs associations jouent depuis quelques années un rôle grandissant dans ce contexte en mutation, en lançant divers programmes à destination des jeunes. Certaines sont d'ailleurs très présentes dans la région MENA (Injaz, Enactus, CEED, etc.) et tentent de créer des dynamiques convergentes entre les différents pays. Incubateurs, espaces de *coworking*, réseaux de *mentoring*, entre autres, voient ainsi le jour, avec une influence anglo-saxonne résolument affirmée. L'accent est particulièrement mis sur la formation, en tentant de pallier les insuffisances supposées du système éducatif jugé inadapté au développement d'une culture entrepreneuriale. Mais, le risque est aussi de voir se réaliser un développement à deux vitesses, avec des startups innovantes, prenant rapidement les voies de l'internationalisation, aux côtés de petites structures, notamment en zones rurales, ne bénéficiant pas de cet environnement, sans couverture sociale et aux perspectives de développement limitées. Au milieu, beaucoup de perdants, et notamment des femmes dont l'insertion sur le marché du travail est plus difficile et pour lesquelles « l'entrepreneuriat de nécessité » est une réalité, qui auront cru à la réussite entrepreneuriale sans avoir les ressources pour la formaliser à long terme ou qui n'auront pas su utiliser leur réseau social.

Déjà mise en évidence dans la littérature sur les pays développés, l'importance du réseau social dans la réussite entrepreneuriale apparaît d'autant plus grande dans des contextes où l'obtention de ressources par la voie institutionnelle reste limitée. Il peut alors constituer un support financier, informationnel ou moral, ou encore participer à la création d'un cadre de confiance, et être ainsi bénéfique à l'activité entrepreneuriale. Toutefois, il peut aussi revêtir un « côté sombre », en ce qu'il impose une pression à la redistribution, ce que Grimm *et al.* (2013) constatent dans des pays ouest-africains.

Outre la variabilité de ses effets, le recours à un réseau ne saurait ainsi être

une alternative viable au développement d'un environnement institutionnel favorable et protecteur, en particulier parce que les ressources sociales ne sont pas équitablement réparties entre les individus, et que ces inégalités peuvent se conjuguer et renforcer les inégalités en termes de capital économique, souvent au détriment des jeunes. L'enjeu se situe donc en partie autour de la constitution de modèles entrepreneuriaux s'inscrivant dans une véritable politique d'inclusion de la jeunesse ■

## Notes

1. Le sous-emploi est le fait de travailler en-dessous de ses qualifications ou dans des conditions peu satisfaisantes, par manque d'opportunités et/ou par nécessité.
2. Yousef (2004) note que le niveau d'éducation de la population adulte a augmenté de 150% entre 1980 et 2000, ce qui représente l'augmentation la plus rapide du monde.
3. Au contraire des jeunes asiatiques par exemple (40% des effectifs étudiants dans ces filières techniques).
4. NEET: Not in Employment, Education, or Training.

## Bibliographies

- Banque mondiale (2012a). *World Development Report 2013: Jobs*. Washington DC: Banque mondiale.
- Banque mondiale (2012b). *Kingdom of Morocco: Promoting youth opportunities and participation*. MENA Region: World Bank.
- Banque mondiale (2014). *Tunisie - Surmonter les barrières à l'inclusion des Jeunes. Rapport n° 89233*. Washington DC: Banque mondiale.
- Boudarbat, B. et Ajbilou, A. (2007). Youth exclusion in Morocco: Context, consequences, and policies. *Middle East Youth Initiative Working Paper*, 5.
- Boyer, F. et Guénard, C. (2014). Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi. In Boyer, F. et Guénard, C. (dir.). *Les jeunes du Sud face à l'emploi. Autrepart, décembre*, pp.3-31.
- Cammett, M., Diwan, I., Richards, A. and Waterbury, J. (2015). *A political economy of the Middle East*. Boulder, CO: Westview Press.
- Emperador Badimon, M. (2011). Où sont les diplômés chômeurs ? Un exemple de pragmatisme protestataire à l'époque du « 20 février ». *Confluences Méditerranée*, n°78 (3), pp. 77-91.
- Grimm, M., Gubert, F., O. Koriko, J. Lay and Nordman, C. J. (2013). Kinship Ties and Entrepreneurship in Western Africa. *Journal of Small Business et Entrepreneurship*, 26(2), pp. 125-150.
- OIT (2013). *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013 : une génération menacée*, Genève : BIT.
- Stevenson, L. (2012). *Développement du secteur privé et des entreprises : favoriser la croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*. Ottawa : IDRC.
- Yousef, T. M. (2004). Development, growth and policy reform in the Middle East and North Africa since 1950. *The Journal of Economic Perspectives*, 18(3), pp. 91-115.

# LES JEUNES ET LA NOTION DE MARGINALITÉ

La marginalité ne se limite pas à des considérations matérielles, elle résulte aussi des politiques institutionnelles. Le statut de marginalisé attribué à un individu en tant que membre d'un groupe social nous permet de trouver les moyens novateurs et créatifs par lesquels les jeunes gèrent leur situation en tirant pleinement profit de leur marginalisation.

José Garcia Sanchez  
Anthropologue, Université de Leida

**E** *nabiqi* est le mot que les groupes des *hittistes*<sup>1</sup> utilisent en Algérie pour désigner leurs activités qui ont pour but de gagner un peu d'argent : « Lorsque vous "enabiquez" pour vendre quelque chose, comme un oiseau ou un téléphone portable, vous pouvez vous permettre de rentrer chez vous et affirmer votre présence », explique un jeune Algérien, issu d'un milieu urbain défavorisé. On peut trouver des activités similaires à la *jouteya* de Rabat ou au marché de Derb Ghallef à Casablanca. Au-delà des vendeurs ambulants des rues, un nombre important de jeunes entrepreneurs reconnaissent que des compétences comme la communication, le leadership et les relations interpersonnelles sont fondamentales pour leurs activités.



la marginalité ne se limite pas à des considérations matérielles, elle résulte aussi des politiques institutionnelles.

D'autre part, ils ne peuvent acquérir ces compétences par le biais de programmes scolaires, mais ils peuvent apprendre ces « compétences non techniques » ou ce « savoir-être » grâce aux pratiques quotidiennes des jeunes dans les rues. Malheureusement, ces activités de la jeunesse sont marginalisées par les perspectives axées sur les adultes.

### Que signifie la marginalisation ?

On peut considérer la marginalisation comme étant un processus dans lequel certaines attitudes, idéologies, valeurs, pratiques et croyances déviantes sont « exclues » de la société, en raison de leur contraste avec des procédures hégémoniques. Ainsi, la notion de « marginalité » renvoie à un état de pauvreté, de privation et de subordination, mais cette notion peut s'étendre et englober aussi des personnes économiquement aisées, dans la sphère politique, dans le domaine des modes de vie ou dans leur position sociale en tant que membres d'un groupe particulier en termes d'âge, de sexe, d'origine ethnique, de religion, de perspective politique, de classe sociale ou d'orientation sexuelle. Par conséquent, la marginalité ne se limite pas à des considérations matérielles, mais elle résulte aussi des politiques institutionnelles avec, d'une part, des mesures de protection qui sont insuffisantes par rapport à l'ampleur de la demande sociale locale et, d'autre part, des pratiques violentes et des mesures de pénalisation.

Quoi qu'il en soit, le statut de marginalisé qui est attribué à un individu en tant que membre d'un groupe social nous permet d'identifier des moyens novateurs et créatifs mobilisés par les jeunes en vue de tirer pleinement profit de leur marginalisation. Ce faisant, les jeunes gèrent des situations diverses, « naviguent » entre le courant marginal et le courant dominant. En plus, les sphères marginales peuvent offrir des occasions pour le développement d'alternatives aux arrangements sociaux, à l'organisation économique, aux modes de vie et à la gouvernabilité.

Au Maroc, un bon exemple réside dans « *l'Uzine* » qui est un centre culturel soutenu par la Fondation Touria et Abdelaziz Tazi, à Casablanca. Il s'agit d'un centre qui offre aux jeunes la possibilité de mettre au point des produits culturels tels que des bandes dessinées, des graffitis, des ateliers de théâtre, ou des représentations musicales. Cependant, ce centre culturel est une métaphore de la situation des clubs et des associations de jeunes en Afrique du Nord, marginalisés tant socialement que géographiquement : ce centre est situé dans une zone périphérique de Casablanca, isolé de la vie sociale et culturelle de la cité, et entouré par des sites industriels.

### Agence des jeunes : bornée ou performative ?

L'intérêt de la notion d'agence des jeunes peut refléter deux approches différentes : la première considère la jeunesse comme danger potentiel pour l'ordre social, tandis que la seconde envisage les jeunes comme étant des agents sociaux qui sont potentiellement impliqués dans les processus de l'innovation sociale et culturelle, et en tant que producteurs et distributeurs qui génèrent des retombées économiques importantes. La construction juvénile de la culture – c'est-à-dire le mode par lequel les jeunes participent aux processus de la création et de la diffusion culturelles – met en exergue l'influence du monde de la jeunesse sur la société dans son ensemble, et mène à la reconnaissance des pratiques culturelles des jeunes comme une expression de la capacité créative, et non seulement imitative, de ces jeunes.

Bien qu'ils subissent l'influence de la dynamique de la grande distribution et qu'ils soient incapables de déterminer constamment les objets de leur désir, les jeunes abordent la consommation d'une manière active, puisqu'ils retraduisent de manière créative les objets qu'ils consomment. De cette façon, les jeunes utilisent les objets de consommation selon leurs préférences et à des fins de construction identitaire, définissant de

la sorte les biens culturels, et marquant une distance par rapport aux valeurs et au monde des adultes. Il s'ensuit que les jeunes ne se contentent pas de la consommation des produits culturels, mais créent et diffusent aussi la culture ; ils sont capables d'enseigner leurs connaissances à d'autres jeunes et à d'autres groupes sociaux et, tout aussi important, créer des possibilités économiques pour les jeunes « marginalisés ».

Il est donc nécessaire de comprendre la jeunesse marocaine comme une ressource dans la société. Par conséquent, une politique de la jeunesse doit être axée sur la nécessité d'assurer la participation active de tous les jeunes dans la sphère culturelle et étudier les modalités susceptibles de leur offrir les moyens de réaliser leur plein potentiel en tant que citoyens, sans omettre leurs capacités économiques. Malheureusement, la gouvernance dans les politiques culturelles de la jeunesse est soumise à une perspective dominée par une « agence bornée » des jeunes selon laquelle les pratiques culturelles des jeunes doivent s'adapter aux exigences sociales. Le modèle des politiques culturelles de la jeunesse est généralement géré par des organismes publics et, sauf dans des cas bien précis, ce modèle s'est avéré insuffisant, très peu dynamique et mal géré, ce qui nuit à sa pérennité.

**Les sphères marginales peuvent offrir des occasions pour le développement d'alternatives aux arrangements sociaux, à l'organisation économique, aux modes de vie et à la gouvernabilité**

Dans cette perspective, le rôle du gouvernement consiste à fournir aux jeunes des « paquets d'opportunités », de nature à propulser une agence performative et placer les jeunes au cœur de la planification, de la prise de décision et de la gestion des associations des jeunes. La solution consisterait à stimuler la création de centres culturels et d'associations de proximité pour les jeunes au niveau local, pris au sens d'espaces éducatifs et de loisirs. En même temps, ces espaces peuvent être considérés comme une niche d'opportunités économiques grâce à la commercialisation de la production des jeunes. De cette manière, la société peut bénéficier de l'accès aux pratiques culturelles innovantes des jeunes qui apprennent et instruisent à travers leurs propres expériences, en appliquant une perspective d'agence performative. Deuxièmement, cela peut aider à créer des niches d'emplois et des espaces de formation pratique pour les étudiants, qu'ils soient diplômés ou non.

### **Au-delà de la vision hégémonique de l'entrepreneuriat**

Comme l'ont noté de nombreux auteurs sur un ton critique, pour aider les jeunes Arabes dans leur acception universelle – selon ce qui se profile dans les rapports les plus récents sur les jeunes de la région – et lutter contre le terrorisme, il est urgent de développer et d'intégrer les économies arabes dans celles de l'Occident, notamment à travers la promotion du modèle néolibéral de l'économie de marché. Ainsi, nous avons une classe de jeunes « entrepreneurs » marocains sponsorisés par des sphères économiques et politiques mondiales qui disposent d'une présence active au niveau local. Au-delà de ce constat, le résultat est une « colonialité de l'être »<sup>2</sup>, générée par la modernité de la majorité des sociétés arabes.

Néanmoins, l'agence des jeunes – comprise comme étant la capacité de sujets à transformer la réalité sociale à travers leurs pratiques quotidiennes, en articulant des formes de dissidence

et de pouvoir politique dans ces mêmes activités – est enracinée dans les structures socioculturelles qu'ils interprètent temporairement d'une manière complexe, dans laquelle la dichotomie du séculaire/religieux ne constitue qu'une orientation possible parmi tant d'autres, y compris les pratiques, les représentations, les perceptions et les significations hybrides. Dans ce sens, les pratiques culturelles des jeunes sont directement liées à des pratiques culturelles ayant une longue histoire dans les villes arabes.

## **Le modèle des politiques culturelles de la jeunesse est généralement géré par des organismes publics et, sauf dans des cas bien précis, ce modèle s'est avéré insuffisant, très peu dynamique, mal géré, ce qui nuit à sa pérennité**

Il s'agit en fait d'un patrimoine culturel (*turat*) qui ne doit pas être interprété comme une culture primordiale non réflexive mais, de façon plus dynamique, comme l'ensemble des pratiques et des arguments qui assurent le lien social et la cohésion pour les communautés humaines de différents niveaux. En ce sens, la tradition n'est pas l'opposé de la modernité, appréhendée comme le reflet de l'autonomie et la créativité humaines. Ainsi, il est important de concevoir ces « savoirs » des jeunes non pas comme des « savoirs assujettis », selon Michel Foucault – il s'agit en fait de toute une série de savoirs qui ont été disqualifiés en tant que savoirs non conceptuels, ou savoirs insuffisamment élaborés – mais

plutôt comme des savoirs qui permettent aux jeunes de vivre en fonction du contexte et d'apprendre à gérer l'économie, la politique ou les relations sociales. Ces savoirs sont tout aussi importants pour les entrepreneurs des secteurs, tant formel qu'informel ■

### Notes

1. Traduit de l'arabe : les muristes. Le terme désigne ces jeunes chômeurs, qui restent des journées entières, oisifs, adossés aux murs dans les villages et les villes.
2. Le terme « colonialité », proposé par le sociologue portoricain Ramon Grosfoguel, fait référence à l'idée que les rapports sociaux contemporains sont en partie des reconfigurations des rapports de pouvoir du type colonial, entre détenteurs de pouvoir et dominés. C'est au sein de ces rapports que grand nombre de stigmatisations sociales se sont produites et reproduites au fil du temps. (Voir : <http://www.reseau-terra.eu/article1279.html>).

### Références

- Bayat, A. (2012). Marginality: curse or cure? [*Marginalité : malédiction ou remède?*]. In Bush, R. et Ayeb, H., Marginality and Exclusion in Egypt [*Marginalité et exclusion en Égypte*]. London: Zed Books.
- De Certeau, M. (1984). *La pratique de la vie quotidienne*. Berkeley : Presses de l'Université de Californie.
- Foucault, M. (2004). *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*. Paris : Gallimard.
- Swedenburg, T. (2012). Imagined Youths [*Jeunesses imaginées*]. In Sowers, J. et Toensing, C. *The journey to Tahrir. Revolution, Protest, and Social Change in Egypt [Voyage à Tahrir. Révolution, protestation, et changement social en Égypte]*, 1999-2011. Londres : Verso and New Left Books.
- Wacquant, L., (2014). Marginality, ethnicity and penalty in the neo-liberal city: an analytic cartography [*Marginalité, ethnicité et pénalité dans la cité néolibérale: une cartographie analytique*]. *Revue Ethnic and Racial Studies* n° 37 (10), pp. 1687-1711.

# LES JEUNES ALGÉRIENS : LEUR SITUATION ET LEUR AVENIR

La place de l'emploi dans la vie des jeunes algériens<sup>1</sup> revêt une importance capitale et conditionne l'intégration sociale des jeunes dans la société, voire leur équilibre psychologique. Cet emploi reste une perspective surtout liée au recrutement dans le secteur public. Il existe en outre une forte demande de communication et de dialogue qui demeure insatisfaite.

Mustapha Omrane

Centre de recherche en économie appliquée pour le développement - CREAD  
Algérie

## L'emploi : principale préoccupation des jeunes

Les jeunes algériens, à l'instar de leurs pairs dans la région MENA, sont fortement touchés par le chômage. En Algérie, le taux de chômage a atteint 11,2% en 2015 ; il est beaucoup plus élevé chez les jeunes de la tranche d'âge 16-24 ans (29,9%) et parmi les diplômés de l'enseignement supérieur : 21,4% en 2010 et 14,1% en 2015 (Office national des statistiques, 2014 et 2015). Sur le terrain, l'amorce d'un entretien avec les jeunes d'Alger, comme ceux de Djelfa, amène systématiquement les jeunes à soulever la question de l'emploi. De manière unanime, les jeunes dénoncent le manque de transparence



*Le jeunes ne s'est pas marginalisé tout seul, on l'a «aidé» à se marginaliser.*

et le piston qui, selon eux, caractérisent les processus de recrutement, comme le montre cette déclaration : « *En tant que jeunes, nous sommes convaincus que, pour travailler, il faut corrompre. La vie est difficile, il y a la marginalisation, le diplôme ne sert à rien car l'administration fonctionne avec la corruption et le piston. C'est cela qui fait que les jeunes ne font pas des études et, lorsqu'ils voient leur frère, leur voisin ou un pair diplômé au chômage, ils sont convaincus de l'idée qu'il vaut mieux quitter l'école et aller travailler, plutôt que de rester vingt ans à l'école, souffrir et ne rien gagner* ». Les jeunes apparaissent déçus du fait que le diplôme, vu comme un moyen d'accès au monde du travail, ne leur garantit pas pour autant un poste d'emploi stable. Les jeunes évoquent de nombreux cas d'autres jeunes ayant fait des études, parfois universitaires, mais restés au chômage. Cela provoque chez eux le sentiment d'être marginalisés, et pousse certains à regretter d'avoir suivi des études supérieures qui ne leur ont pas facilité l'accès à un emploi stable.

### La revendication d'une école de qualité

En Algérie, la scolarisation reste une valeur très ancrée socialement. Aux yeux des jeunes, l'école est une institution sacrée, considérée comme une voie vers la réussite sociale. Mais, les jeunes critiquent le système scolaire. Ils considèrent toutefois que les enseignants sont mal formés et que la méthode d'enseignement actuelle n'aide pas les élèves à assimiler. La qualité de l'enseignement est spontanément – mais fermement – soulevée par les jeunes. Face à cette situation, le rôle de l'État est très attendu, plus particulièrement dans les zones enclavées. Dans ces milieux, les besoins exprimés concernent aussi la disponibilité des enseignants des langues étrangères et le transport scolaire, dont l'absence affecte les enfants des familles défavorisées. À cela s'ajoute la capacité économique des familles à assumer les besoins matériels des élèves pour la poursuite de leurs études. Le facteur économique est clairement apparu dans

le processus de socialisation parmi ces jeunes issus de milieux modestes. Certains jeunes, lorsqu'ils sont scolarisés, s'estiment être une charge pour leurs parents, et prennent eux-mêmes la décision d'interrompre leur scolarisation.

Face aux défaillances, telles que perçues par les jeunes, au niveau de l'école mais également à l'échelle de la famille, la mosquée semble jouir d'une forte acceptation sociale et son rôle éducatif est très demandé et valorisé, notamment en milieu rural.

Les critiques à l'égard de l'école reflètent les aspirations, les attentes et les convictions des jeunes quant à la place de cette institution du savoir et de l'éducation dans la société. En même temps, ces opinions récoltées auprès des jeunes sur l'école nécessitent une réflexion plus globale sur la perception de la société sur le système éducatif, en dépit de nombreuses réformes engagées par le gouvernement depuis deux décennies.

### Le besoin d'être écouté

Dans une perspective de développement local, le rapport entre les autorités et les citoyens est un aspect fondamental. Nous avons abordé cette question avec les jeunes pour savoir s'ils sont écoutés par les responsables locaux. Les réactions traduisent l'absence de communication entre l'administration et les citoyens : « *Notre voix n'est pas écoutée, on n'a pas de responsables qui viennent nous voir. Ici, si notre voix était écoutée, ils auraient tout changé, les jeunes seraient au travail* ». Lors d'un focus-group qui a regroupé de nombreux intervenants dans le domaine de la jeunesse, les participants se sont accordés à affirmer qu'il y a un très grand problème de communication à tous les niveaux, que ce soit dans la société algérienne dans son ensemble, ou bien entre les autorités et la société, en particulier les jeunes. Les intervenants ont assuré que « *le jeune ne s'est pas marginalisé tout seul, on l'a aidé à se marginaliser dans la mesure où on ne l'a pas pris en considération* ».

*C'est-à-dire on fait des programmes pour les jeunes, mais on ne les associe jamais dans l'élaboration de ces programmes pour savoir ce qu'ils veulent réellement. Est-ce que le jeune adhère à ce qu'on lui propose ? Cette exclusion est provoquée par le manque de considération, ce qui le pousse à se marginaliser lui-même ».* Le travail de terrain a montré qu'il existe une forte demande de communication et de dialogue au sein de la jeunesse algérienne, mais cette demande n'est pas satisfaite.

## « On fait des programmes pour les jeunes mais on ne les associe jamais dans l'élaboration. »

Sur la base des affirmations recueillies, on peut affirmer que les canaux traditionnels de la communication ne favorisent pas le dialogue avec les jeunes. En vérité, les jeunes communiquent entre eux, de manière horizontale. Alors que le non-dialogue est réel verticalement, entre les adultes et les jeunes, entre les autorités et les jeunes, etc.

### Les perspectives telles que perçues par les jeunes

En réponse à notre question sur les projets à venir, les déclarations étaient marquées par le pessimisme et l'absence de perspectives. Les jeunes semblent être découragés par leurs pairs qui subissent le chômage. De toute évidence, il s'agit de la plus grande crainte à laquelle les jeunes font face dans leurs parcours. Une crainte nourrie par les multiples cas de chômage dans leur entourage, en particulier ceux de longue durée. Les jeunes chômeurs, avec le temps, voient leurs chances de trouver un travail s'amenuiser et cela les pousse au pessimisme. Cet état d'esprit est tout à fait compréhensible lorsqu'on sait que les objectifs, maintes fois annoncés par les jeunes eux-mêmes, sont tributaires de l'emploi recherché. En effet, après le travail, d'autres projets peuvent être entrepris : il s'agit principalement du

mariage, de l'accès au logement et l'achat d'une voiture. Avec le travail, c'est la quête de l'autonomie qui est recherchée, tant sur le plan économique (disposer de son propre revenu) que sur le plan social (devenir responsable et libre dans ses décisions). La place de l'emploi dans la vie des jeunes revêt une importance capitale, et conditionne l'intégration sociale des jeunes dans la société et même leur équilibre psychologique.

Il faut souligner ici que la majorité des jeunes évoquent leur intention de trouver un travail, de préférence dans le secteur public. Très peu parmi eux déclarent vouloir créer leur propre projet professionnel, en dépit de nombreux mécanismes mis en place par le gouvernement algérien, essentiellement en direction des jeunes, pour encourager la création d'entreprise.

Lorsque « *les portes sont fermées* », pour reprendre l'expression des jeunes, le projet migratoire peut être envisagé sérieusement. Les habitants des grands centres urbains comme ceux d'Alger sont attirés par l'émigration internationale, alors que ceux des wilayas de l'intérieur, tel qu'observé à Djelfa, sont davantage portés sur la migration interne. Pour les uns comme pour les autres, c'est une question de tradition sociale et surtout de réseau sur le lieu de destination. En tout cas, la migration est considérée en derniers recours, ce qui explique, pour certains, la tentative d'entreprendre cette aventure dans l'illégalité ■

### Notes

1. Ce document de travail est fondé sur des données qualitatives recueillies auprès des jeunes algériens durant l'année 2015. La collecte des informations a été menée dans deux wilayas du pays dans le cadre du projet SAHWA. L'une se situant à l'intérieur du pays (Djelfa) et est caractérisée par des indicateurs socio-économiques en deçà du niveau national. Tandis que la seconde (wilaya d'Alger) présente de meilleurs indicateurs de développement en raison de l'existence de plus d'infrastructures et d'opportunités. Il ne s'agit pas d'une analyse comparative entre les deux localités, mais de tenter de dresser un panorama sur la logique des jeunes dans des contextes différents.

### Références

- Office national des statistiques (2014, avril). *Activité, emploi & chômage*, n°671. [www.ons.dz](http://www.ons.dz)
- Office national des statistiques (2015, septembre). *Activité, emploi & chômage*, n°726. [www.ons.dz](http://www.ons.dz)

# JEUNES TUNISIENS : UN DIALOGUE EN DEVENIR\*

La jeunesse tunisienne a joué un rôle essentiel dans le mouvement contestataire ayant marqué la Tunisie ces dernières années. Aujourd'hui, elle semble oubliée et négativement médiatisée. Qu'est-elle devenue ? Comment peut-on la caractériser ? À quels défis les jeunes tunisiens font-ils face ?

Lilia Othman Challogui

Psychologue, clinicienne à l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis -  
Université Tunis El-Manar

## Quelles sont les principales caractéristiques des jeunes en Tunisie ?

En 2011, la population tunisienne a été estimée à 10 673,8 millions d'habitants. Les jeunes y représentent 18,9% si l'on retient la tranche d'âge 15-24 ans, et 28,4% si l'on adjoint la classe immédiatement supérieure (25-29 ans). Une tranche d'âge qui se prépare à la vie adulte, à l'acquisition de l'autonomie et l'indépendance. Ces jeunes tunisiens étaient les principaux acteurs des soulèvements populaires menés en Tunisie en 2011. Leurs principales revendications étaient : dignité, liberté, justice sociale et accès à l'emploi.



DR

*Moteur de la Révolution certes, les jeunes sont pourtant peu représentés sur la scène politique.*

Aujourd'hui, la jeunesse tunisienne fréquente de plus en plus et surtout plus longtemps l'école, gratuite et mixte. Des différences d'engagements entre les garçons et filles y sont notables. Les filles redoublent moins, réussissent mieux et sont plus nombreuses que les garçons à tous les cycles d'enseignement. D'une manière générale, les jeunes passent plus de temps que leurs aînés à se former, et s'insèrent à un âge plus tardif dans le marché du travail. Au niveau de l'enseignement supérieur, les effectifs ne cessent de croître. L'effectif étudiant est passé de 226 000 en 2002 à 340 000 en 2012, soit une augmentation d'environ 50%. Au niveau de la Formation professionnelle (FP), la capacité d'accueil atteint 100 000 apprentis, ce qui représente environ 6% des effectifs du système d'éducation et de formation tunisien. Cependant, en dépit des efforts déployés pour garantir l'éducation pour tous, nombre d'enfants continuent à ne pas fréquenter l'école ou à l'abandonner après quelques années seulement de scolarité.

## **L'accès au marché du travail est corollaire d'une longue période d'attente ; 38% des jeunes au chômage sont à la recherche d'un emploi depuis 2 à 4 ans**

Pour la question de l'emploi, le plein-emploi est de plus en plus une mission révolue. Malgré les acquis en matière d'éducation, les jeunes tunisiens sont confrontés à plusieurs problèmes concernant l'emploi (Bureau international du travail, 2014) : 18% des jeunes tunisiens âgés entre 19 et 25 ans n'ont aucune activité éducative ou professionnelle ; un jeune sur sept, âgé entre 19 et 25 ans, est au chômage. Les régions de l'intérieur sont plus

touchées que les régions côtières et les difficultés socio-économiques rendent le processus de l'autonomisation de ces jeunes plus difficile. Le chômage chez les jeunes est beaucoup plus important que chez les adultes. Il touche toutes les catégories de la jeunesse, mais en particulier les diplômés et les femmes. En 2013, le taux des chômeurs diplômés de l'enseignement supérieur était de 32,7%. L'État a du mal à garantir l'emploi pour tous ceux qui ont suivi une formation universitaire, notamment de sexe féminin. Les chiffres en témoignent : en 2012, 49,4% des femmes ne trouvent pas d'emploi contre 21% chez les hommes. Le Recensement de la population et des ménages (Institut national de la statistique, 2014) a démontré que plus de 50% des jeunes diplômés ne travaillent pas dans leur secteur d'activité. Ils sont répartis en agents et personnels non qualifiés (26,8%), artisans (14,8%) ouvriers et vendeurs (16,3%). Ces derniers commencent à considérer les emplois temporaires et peu qualifiés comme une solution transitoire. Les chômeurs non diplômés sont deux fois plus nombreux que les diplômés, et ceux qui réussissent à trouver un emploi se trouvent en majorité dans le secteur informel (Bureau international du travail, 2014). Ils rencontrent diverses difficultés : compétences, connaissances, capital social et non-affiliation à un syndicat. L'accès au marché du travail est corollaire d'une longue période d'attente : 38% des jeunes au chômage sont à la recherche d'un emploi depuis 2 à 4 ans. Bien qu'ils soient affectés par le chômage, certains jeunes refusent certains emplois. Les résultats de l'*Enquête sur la Transition Vers la vie Active* (ETVA) réalisée par l'Organisation internationale du travail (OIT) montrent qu'un jeune chômeur sur neuf a refusé un emploi. Le bas salaire est la principale raison de leur refus (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 2014).

Le défi de l'emploi des jeunes, l'expérience de marginalisation et d'exclusion sociale conduisent beaucoup de jeunes à se tourner vers l'émigration.

Le désir d'émigrer apparaît chez 44% des jeunes âgés entre 15 et 24 ans (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 2014). La migration des diplômés touche 12,6 % des jeunes (Ben Cheikh, 2013). L'émigration clandestine a pris beaucoup d'ampleur, et les migrants se dirigent principalement vers l'Europe afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Quant aux loisirs et communication, les jeunes Tunisiens utilisent l'internet plus que tout autre moyen pour accéder à l'information. L'accès restreint à l'information affecte principalement les chercheurs d'emploi. Les jeunes dotés de diplômes récents et moins récents considèrent le Net comme le principal outil de recherche d'emploi et comme première source d'information, de communication, de mise en relation avec des jeunes du monde, voire de loisirs. Le niveau élevé de connectivité en Tunisie a encouragé l'émergence d'une « culture jeunesse », indépendante de la « culture officielle de la jeunesse ».

### Quelles sont les principales formes d'engagement ?

Le soulèvement des jeunes a généré un changement sans précédent tant sur le plan politique, économique que social. Les jeunes en Tunisie ont occupé une place d'avant-garde sur la scène publique au cours du « Printemps arabe ». Moteur de la Révolution certes, ils sont pourtant peu représentés sur la scène politique. L'échange avec la classe politique est faible. L'accès aux études n'est pas une garantie de la politisation des jeunes tunisiens, notamment celle des filles : 3% des jeunes sont réellement engagés dans la société civile, et 2,7% seulement dans les partis politiques. Ce désengagement pourrait être expliqué par l'absence de stratégie de communication, de mobilisation et d'encadrement de la part de ces structures institutionnelles qui permettent aux jeunes d'exercer les droits sociaux. L'engagement associatif et syndical demeure faible bien qu'une participation à l'exercice de la citoyenneté se développe lentement. Après le 14 janvier 2011, un cadre législatif et

constitutionnel a été créé et un nouveau tissu associatif a vu le jour. La présence des jeunes dans ces organismes est devenue plus remarquable. De plus en plus de jeunes prennent des responsabilités associatives : plus du quart des jeunes adhérents sont âgés de 15 à 24 ans.

### À quel type de contraintes font-ils face et comment arrivent-ils à les surmonter ?

De nombreux problèmes sociaux, économiques et politiques entravent les tentatives d'implication des jeunes. Certains problèmes tels que la toxicomanie, l'abandon scolaire et la précarité sociale participent à l'exclusion et au « déficit d'opportunités ». La voie redoutable du jihad et de l'installation dans le terrorisme se dresse ainsi comme une issue qui ravage les jeunes. On cite aussi le manque de sensibilisation à leurs droits pour être prêts à les revendiquer et l'absence d'une culture d'auto-organisation. À noter aussi l'existence de facteurs socioculturels qui empêchent certains jeunes (surtout les filles diplômées des régions rurales) à s'exprimer et à participer à la vie publique et active.

### Les chômeurs non diplômés sont deux fois plus nombreux que les diplômés, et ceux qui réussissent à trouver un emploi se trouvent en majorité dans le secteur informel

Les programmes actuels de lutte contre le chômage des jeunes concernent les diplômés de l'enseignement supérieur et ne touchent que 5% des jeunes chômeurs. Ceux-ci restent par ce fait

## En 2012, 49,4% des femmes et 21% des hommes ne trouvaient pas d'emploi

boiteux. Le manque de confiance des jeunes dans les institutions politiques est aussi un élément en défaveur d'une participation active à la vie politique : 91,2% des jeunes ruraux et 68,7% des jeunes en milieux urbains déclarent ne pas avoir confiance dans les institutions politiques (Banque internationale pour la reconstruction et le développement, 2014). En région urbaine, les écoles et universités sont des espaces publics de dialogue jugés dignes de confiance pour quelque 80% des jeunes. Le mécontentement en général et le manque de confiance dans les institutions publiques sont exprimés par les jeunes tunisiens à travers les canaux culturels, comme par exemple la musique rap. Un point positif à noter est celui de la création de l'association des jeunes chômeurs et d'un syndicat de lycéens.

### Quelles leçons peut-on tirer de vos travaux pour que les politiques publiques et la société civile facilitent l'engagement des jeunes dans la vie économique ?

L'emploi informel concerne un travailleur sur trois dans le secteur privé non agricole, et un sur deux dans le secteur privé agricole (Ben Cheikh, 2013). Beaucoup de Tunisiens travaillent dans des conditions précaires avec des contrats temporaires. L'incidence de l'emploi informel est symptomatique du stade de développement économique de la Tunisie. Lors des interviews, les jeunes ont parlé de déceptions et de rêves brisés, du fait qu'ils doivent toujours faire face à l'injustice sociale, au manque de possibilités d'engagement civique et politique et aussi du fait que le chômage leur semble exacerbé par le favoritisme et le régionalisme. Le profond écart entre l'ancienne génération qui domine la

prise de décision et les jeunes génère un sentiment d'exclusion. La famille est une réelle source de confiance.

Il est impératif d'identifier les besoins du marché du travail et de mettre en place des stratégies pour adapter les besoins du marché au processus éducatif. Il est recommandé d'accroître l'efficacité des programmes publics qui encouragent l'emploi, qui instaurent des règles équitables pour la promotion du travail décent pour les jeunes. Pour le secteur informel, il y a urgence à envisager des réformes, à sensibiliser le secteur privé aux besoins des jeunes des régions du Centre et du Sud du pays, en d'autres termes à faciliter l'intégration des jeunes dans le marché de l'emploi et à les aider à saisir les opportunités entrepreneuriales. Ceci étant, les jeunes eux-mêmes doivent faire partie de la solution en tant que participants actifs dans la conception et l'évaluation des programmes destinés à répondre à leurs besoins. L'innovation et la productivité de cette importante catégorie de la population de jeunes pourraient se transformer en un véritable moteur de croissance ainsi qu'un levier économique permanent renforçant la demande globale.

L'organisation d'un dialogue national sur les jeunes pourrait constituer un bon moyen pour mener une réflexion sur les jeunes, par les jeunes et pour les jeunes. Un besoin de coopération à travers un dialogue politique, économique mais surtout social, amplement occulté jusque-là, est essentiel ■

### Références :

- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (2014). *Tunisie : Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes*. Washington : Groupe Banque mondiale.
- Ben Cheikh, N. (2013). *L'extension de la protection sociale à l'économie informelle à l'épreuve de la transition en Tunisie*. Tunisie : Centre de Recherches et d'Études Sociales.
- Bureau international du travail, Observatoire national de l'emploi et des qualifications (2014). *Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie*. Série de publication numéro 15. Genève : Work4Youth.

## Étude

# LA JEUNESSE AU MAROC : MARGINALITÉS, INFORMALITÉS ET ADAPTATIONS

Très peu d'enquêtes ont été consacrées à la jeunesse marocaine, et ce, malgré son poids démographique, économique et social. Cette enquête par questionnaire a été réalisée entre décembre 2015 et mars 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 2000 jeunes. Elle suggère qu'il est désormais impératif d'inclure la jeunesse d'aujourd'hui, d'intégrer ses voix et visions dans le Maroc de demain.

Zakaria Kadiri\*

Sociologue, Université Hassan II Casablanca, CRESC - EGE Rabat

« On veut travailler mais où ? walakine hahna mkatline maâ lwakte - mais on se bat avec le temps », dit un jeune de 29 ans de Casablanca sur un ton combattif.

**L**e débat autour de la jeunesse a souvent été porté par les médias ou exprimé par les pouvoirs publics, cela est fortement perceptible depuis les événements dits du « Printemps arabe » dont les jeunes ont été les principaux acteurs. Toutefois, cette attention ne s'est pas matérialisée en stratégies d'inclusion des jeunes, malgré quelques effets d'annonces ou des efforts encore insuffisants. Du côté de la recherche, de l'Indépendance du pays à nos jours, très peu d'enquêtes ont été consacrées à la jeunesse marocaine, et ce, malgré son poids démographique, économique et social. La jeunesse est très peu investie par les chercheurs, et les résultats de ces travaux demeurent inconnus du grand public. Les rares recherches quantitatives menées auprès des jeunes ont concerné des catégories ou des thématiques



L'enquête menée dans le cadre de Sahwa intervient quinze années après la dernière en date au Maroc.

\* Coordinateur scientifique de cette étude menée conjointement en Algérie, Tunisie, Égypte et Liban dans le cadre du projet Sahwa.

particulières telles que les jeunes ruraux en 1969 (Pascon et Bentahar)<sup>1</sup>, le rapport à la religion et la politique des étudiants à Casablanca<sup>2</sup> (Tozy, 1984), la scolarisation des jeunes urbains de 16 à 30 ans (Bennani-Chraïbi, 1994)<sup>3</sup>, les rapports des étudiants à l'université, à la famille et aux valeurs<sup>4</sup> (Bourqia, El Harras et Bensaïd, 1993) ou encore les pratiques et les valeurs religieuses des jeunes (Bourquia & al. 2000)<sup>5</sup>. Pour avoir des analyses plus larges, il faut se tourner vers des études menées par des institutions en dehors du monde de la recherche, notamment vers le ministère chargé de la jeunesse qui a lancé, en 2001, une consultation nationale sur les jeunes<sup>6</sup>. Cette dernière a concerné 18 109 jeunes marocains de 15 à 29 ans et a porté sur plusieurs thématiques, telles que l'environnement culturel, familial, professionnel, la migration, l'usage des médias, la participation politique... Le Haut-Commissariat au Plan a lui aussi enquêté en 2012 auprès des jeunes de 15 à 24 ans, de même que la Banque mondiale en 2012 auprès de 2000 jeunes de 15 à 29 ans.

L'enquête que nous avons menée au CESEM, centre de recherche de HEM, auprès de 2000 jeunes marocains, dans le cadre du projet de recherche SAHWA, se veut une contribution à la recherche scientifique autour de la jeunesse au Maroc sans que cette enquête se limite pour autant à une catégorie particulière parmi les jeunes, ni qu'elle fasse des données quantitatives une finalité en soi. Dans ce sens, l'équipe a mené des études de cas approfondies auprès des jeunes ruraux, des jeunes actifs de l'informel et des jeunes entrepreneurs. Plusieurs questions, parmi celles qui ont alimenté nos analyses, s'articulent autour des pratiques et des aspirations des jeunes aujourd'hui. Cet article reprend donc une partie des résultats de cette enquête par questionnaire, en particulier ceux liés à l'éducation, l'emploi, l'insertion sur le marché du travail et les mobilités des jeunes. D'autres résultats relatifs à la culture, à l'engagement politique, au genre et aux occupations des jeunes seront développés dans des articles ultérieurs.

## Méthodologie

Les jeunes interrogés dans l'enquête par questionnaire ont entre 15 et 29 ans. Même si la notion de jeunesse relève plus d'un statut ou d'une construction sociale que d'une tranche d'âge, notre ambition dans le cadre du projet SAHWA est de réaliser une enquête comparative entre les jeunes marocains et ceux de l'Algérie, de l'Égypte, du Liban et de la Tunisie où la même enquête a été menée. Nous nous sommes limités donc à cette tranche d'âge pour avoir des « bases comparables ».

L'enquête par questionnaire a été réalisée entre décembre 2015 et mars 2016 auprès d'un échantillon national représentatif de 2000 jeunes âgés de 15 à 29 ans (dont 1200 étaient en milieu urbain et 800 en milieu rural). Une première partie de l'enquête destinée aux ménages a recueilli des informations détaillées sur les caractéristiques démographiques et éducatives des parents, leurs activités économiques, etc. Une autre partie distincte du questionnaire concerne exclusivement les jeunes âgés de 15 à 29 à raison d'un jeune par ménage.

L'enquête répond à un échantillonnage représentatif à l'échelle nationale et prend en compte les données publiées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) au titre du recensement général de la population et de l'habitat de 2004 et 2014 (pour les résultats connus à ce jour), notamment par rapport aux répartitions homme/femme et urbain/rural. Globalement, au niveau des 15 Régions administratives (à l'exception de Dakhla Oued Eddahab), 250 secteurs d'échantillonnage ont été choisis proportionnellement à la population globale de chaque Région et à sa distribution urbain/rural. Puis, les ménages ont été choisis à l'intérieur de chaque secteur, et les jeunes éligibles à l'enquête ont été choisis à l'intérieur de chaque ménage (un seul jeune par ménage interrogé).

## Une nouvelle génération en devenir

À cause de la grande différence des échantillons, nous nous abstenons de faire une comparaison avec les enquêtes citées plus haut. Toutefois, en considérant les jeunes comme une classe démographique, les statistiques renseignent sur le fait qu'une grande partie des jeunes sont exclus de la vie économique et politique du pays.

En termes de caractéristiques générales des jeunes enquêtés, nous remarquons une dépendance par rapport aux structures familiales. En effet, 82%

vivent encore avec au moins un des deux parents, et 45,1% ne possèdent pas leurs propres chambres. Toutefois, les jeunes disposent de plus en plus de nouveaux « gadgets » technologiques : lecteurs DVD (45,2%), smartphones (65,4%), ordinateurs portables (37,1%), MP3/iPod (18,4%), jeux vidéo (12%). Enfin, 22,2% ont accès à leur domicile à une connexion Internet. Ils sont d'ailleurs 40,2% à consulter quotidiennement leurs mails ; 53,6% à chatter ; 32,4% à naviguer sur les sites d'actualité ; 28,7% à jouer aux jeux vidéo, et 51,3% à aller sur des réseaux sociaux. Ces fréquences sont légèrement plus élevées chez les jeunes urbains que chez les ruraux (Tableau 1).

**Tableau 1 : Fréquence et nature d'utilisation d'Internet**

	Tous les jours		4 fois par semaine		Jamais	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Lire et écrire des emails	42,5%	33,3%	11,2%	21,2%	19,9%	13,5%
Chatter avec un ami	57,6%	42,3%	10,2%	20,8%	7,6%	6,7%
Naviguer sur des sites de culture générale	39,2%	29,5%	14,9%	23,7%	11,6%	9,6%
Naviguer sur des sites d'actualité	34,6%	26,0%	17,0%	25,6%	12,1%	9,6%
Télécharger des chansons, des films ou des programmes télé	34,2%	28,2%	20,4%	27,9%	10,4%	8,7%
Jouer à des jeux vidéo	30,3%	24,0%	18,3%	26,0%	15,4%	9,0%
Aller sur des réseaux sociaux	55,2%	40,1%	11,6%	21,2%	9,0%	7,4%
Fréquenter des sites Internet religieux	30,0%	26,3%	18,7%	27,6%	15,6%	9,3%
Fréquenter des sites de rencontres	33,7%	26,3%	22,6%	29,5%	11,2%	7,7%
Fréquenter des sites et des blogs militants	25,5%	22,1%	17,5%	17,3%	24,3%	22,1%
Chercher du travail ou envoyer des CV	25,6%	21,2%	15,6%	25,6%	34,1%	19,9%

Tableau 3 : Fréquentation de l'école

	Urbain	Rural
Actuellement	55%	42,9%
Dans le passé	37,4%	38,6%
Est/a été scolarisé(e) à domicile	1,4%	3%
Jamais	6,2%	15,5%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Concernant l'éducation et le niveau d'instruction, les jeunes d'aujourd'hui se distinguent fortement de leurs aînés. En effet, les parents sont majoritairement sans instruction (46,7% pour les pères et 61,6% pour les mères). Par ailleurs, seuls 8,3% des pères et 3% des mères ont atteint un niveau supérieur. Aux deux extrêmes, les jeunes enquêtés sont environ 6,2% à n'avoir jamais été scolarisés en milieu urbain, un pourcentage qui augmente à 15,5% en milieu rural (Tableau 2), alors qu'ils sont 22% à atteindre un niveau d'enseignement supérieur. Toutefois, seulement 9,8% ont obtenu une licence et 2,1% un master ou équivalent, alors même qu'ils sont 23,6% à aspirer atteindre ce niveau (Tableau 3).

Tableau 3 : Dernière classe réussie

Primaire général	18,4%
Primaire religieux	3,6%
Premier cycle de l'enseignement secondaire général	32,1%
Premier cycle de l'enseignement secondaire religieux	5,5%
Deuxième cycle de l'enseignement secondaire général	23,9%
Deuxième cycle de l'enseignement secondaire religieux	1,0%
Deuxième cycle de l'enseignement secondaire professionnel	3,5%
Université - Niveau licence ou équivalent	9,8%
Université - Niveau master ou équivalent	2,1%

Ces résultats confirment une tendance générale d'élévation du niveau d'éducation bien que l'obtention des diplômes demeure encore problématique et que beaucoup de jeunes quittent la formation sans obtenir un diplôme. D'ailleurs, parmi les jeunes ayant quitté leurs études avant la fin, 9,5% invoquent le fait que l'école est éloignée, 5,3% le manque de transport, et 11,5% la nécessité de travailler pour aider leurs familles. Ces mêmes raisons structurelles sont avancées par ceux qui n'ont jamais été scolarisés. Ces proportions sont encore plus importantes pour les jeunes filles et les jeunes ruraux.

Il est important de noter que les jeunes sont plutôt portés vers des études en

sciences naturelles et mathématiques (26,7%), en commerce, administration et sciences juridiques (15,4%) et sont moins portés vers les sciences agronomiques (1,4%), alors que 20,8% des parents sont agriculteurs. Cela montre aussi que les jeunes ruraux, même en se maintenant dans l'activité agricole, ne poursuivent pas systématiquement des formations agricoles (Tableau 4). Par ailleurs, seuls 10% des enquêtés ont effectué un stage au cours de leur formation, ce qui confirme le décalage existant entre formation scolaire/académique et préparation au marché de l'emploi et au réseautage. Par conséquent, les jeunes ont des difficultés à se former et à accéder au marché du travail grâce à leurs diplômes.

Tableau 4 : Spécialité dans le dernier/actuel niveau d'instruction

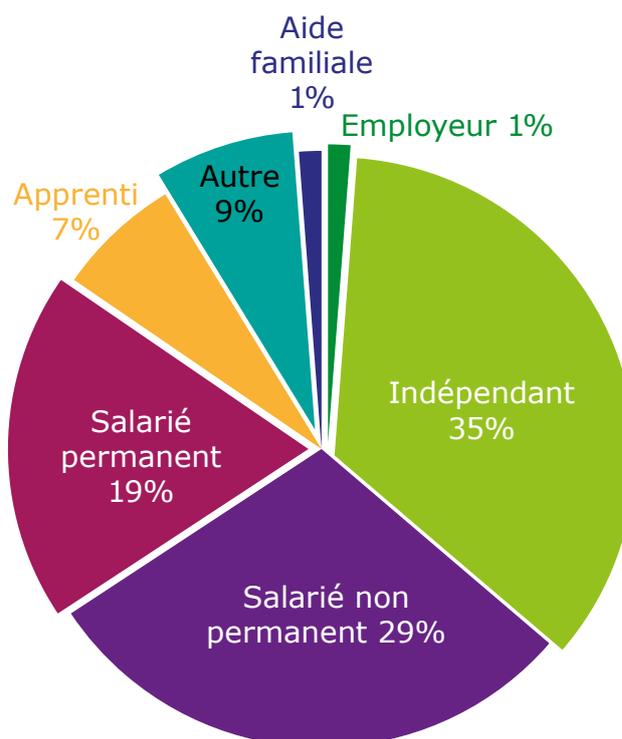
	Urbain	Rural	Total
Éducation (par ex. formation pour devenir professeur)	4,6%	3,2%	4,2%
Lettres et arts	14,9%	22%	17,2%
Sciences sociales, journalisme et information	3,9%	3,5%	3,7%
Sciences naturelles, mathématiques et statistique	27,9%	24,20%	26,7%
Commerce, administration et droit	16,4%	13,2%	15,4%
Technologie de l'information et la communication	5,1%	1,3%	3,9%
Agriculture, sylviculture, halieutique et sciences vétérinaires	1%	2,4%	1,4%
Santé et protection sociale	1%	0,8%	0,9%
Services (tourisme, hôtellerie, etc.)	1,4%	1%	1,4%
Autres	9,3%	5%	8%
Aucune spécialité	14,4%	22%	17%

## Les jeunes et l'emploi, entre précarité et adaptation

Les jeunes marocains intègrent très tôt le monde du travail, avec ou sans diplôme, même si ce premier travail n'exclut pas la poursuite des études. Ainsi, 30,6% travaillent pour la première fois alors qu'ils ne sont âgés que de 11 à 15 ans et 44% débutent entre 16 et 20 ans. Ceux qui n'accèdent au premier emploi qu'après 25 ans ne représentent que 3,7%. Ceci témoigne, tenant compte des caractéristiques des jeunes que nous avons décrits, du fait que ces derniers sont souvent issus de groupes sociaux défavorisés, et sont particulièrement exposés à des situations précaires en termes d'emploi.

Seuls 17,8% des jeunes enquêtés sont actifs occupant principalement un travail informel et précaire. Globalement, les jeunes actifs, ou qui l'étaient, sont 29,4% à travailler comme salariés non permanents et 35,1% à avoir déclaré travailler comme indépendants (Figure 1).

Figure 1 : Situation dans la profession



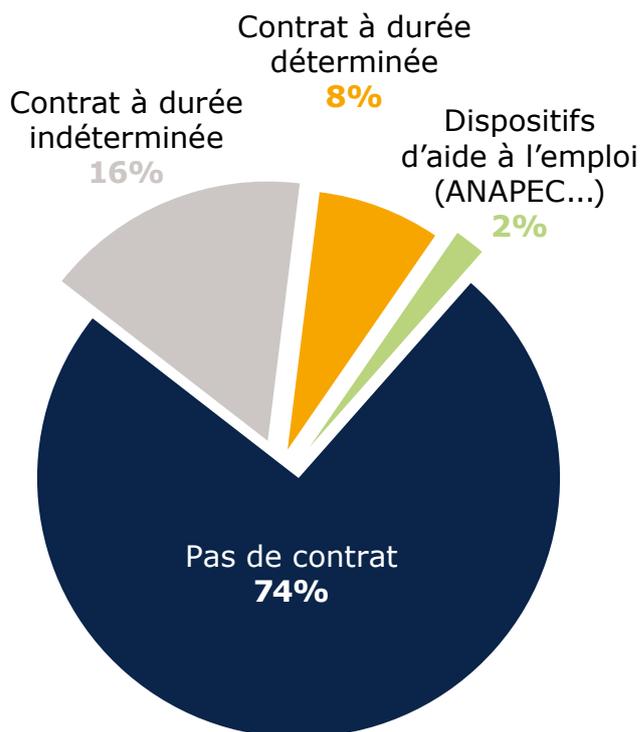
La catégorie des employeurs et des indépendants est particulièrement intéressante à analyser car elle représente 184 jeunes. Elle renseigne sur le caractère « débrouillard » de la jeunesse qui recourt à l'aide familiale (60,9%) pour mettre en place ses « entreprises » ou se tourner vers d'autres formes d'aide (7,1%), sans toutefois être déconnectée des dispositifs gouvernementaux d'aide à l'emploi (21,2%) ou des crédits bancaires (18,5%). Ces jeunes avancent toutefois plusieurs problèmes dont le manque d'information ou les problèmes administratifs, mais aussi la commercialisation (Tableau 5).

**Tableau 5 : Problèmes rencontrés pour la création ou le développement d'une entreprise**

	Effectifs	%
Manque d'informations	85	46,2%
Bureaucratie	49	26,6%
Accès au crédit	20	10,9%
Accès aux services (électricité, eau, etc.)	18	9,8%
Foncier	15	8,2%
Commercialisation de la marchandise	47	25,5%
Autre, à préciser	13	7,1%
<b>Total</b>	<b>184</b>	<b>100,0%</b>

Par ailleurs, le fait d'être actif n'est pas synonyme de travail sécurisé. En effet, seuls 16% disposent d'un contrat à durée indéterminée alors que la majorité, environ 74%, travaille sans contrat (Figure 2). Cette insécurité de l'emploi, voire cette fragilité sociale, est encore plus marquante si l'on considère l'affiliation des jeunes actifs à la sécurité sociale, puisque plus de 79% ne sont pas affiliés. Les jeunes actifs sont 12,4% à travailler dans l'administration et 17% dans l'agriculture, alors que 28,6% travaillent dans le commerce et 21,9% dans les services. Ils travaillent majoritairement dans le secteur privé (79,1%).

**Figure 2 : Type de contrats des jeunes actifs**



Par ailleurs, une majorité de 82% des jeunes enquêtés sont inactifs. Les chiffres élevés du chômage renseignent sur la situation défavorisée des jeunes sur le marché du travail, notamment dans les zones urbaines. En général, les femmes sont confrontées à des taux de chômage plus élevés que les hommes, aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines. En posant la question, à savoir si les jeunes seraient prêts à travailler dans un délai de deux semaines, ils sont 20% à répondre positivement même si ce travail est mal rémunéré (34%), pénible (22,1%), éloigné du lieu de résidence (61%) ou encore éloigné du domaine de spécialisation (32,4%). D'ailleurs, 44,8% des jeunes à la recherche de l'emploi sont indifférents et ne mentionnent aucune préférence dans le futur emploi. Cela témoigne en même temps de l'urgence des besoins et d'une capacité d'adaptation afin d'avoir accès au travail, notamment lorsqu'il s'agit d'un premier travail et/ou après une longue période de chômage.

Si le travail informel est visible auprès des jeunes actifs, il l'est autant auprès des jeunes inactifs. L'informel est

aujourd'hui une caractéristique très marquante des pratiques des jeunes dans le domaine de l'emploi. Les jeunes inactifs ont répondu à 169 reprises qu'ils ont travaillé au moins une heure rémunérée la semaine avant l'enquête. Cela concerne : vente de biens sur le marché/dans la rue/à domicile (43 réponses), dans l'agriculture (25), dans les préparations des produits alimentaires (24), etc. (Tableau 6).

**Tableau 6 : Le travail informel des jeunes inactifs**

*Avez-vous exercé une des activités suivantes, durant les 7 derniers jours, au moins pendant une heure en contrepartie d'une rémunération en argent ou en nature ?*

Travaux agricoles et élevage (ovins, bovins et volailles)	<b>25</b>
Production de produits laitiers : fromage, beurre, etc.	<b>9</b>
Préparation de produits alimentaires : couscous, pains, etc.	<b>24</b>
Couture/broderie/crochet	<b>9</b>
Produits de l'artisanat	<b>11</b>
Vente de biens sur le marché/dans la rue/à domicile	<b>43</b>
Travaux de construction (maçonnerie, électricité, bâtiment...)	<b>11</b>
Réparation et maintenance de véhicules (auto, moto, vélomoteur)	<b>8</b>
Cours de soutien à domicile	<b>12</b>
Garderie d'enfants	<b>3</b>
Transport	<b>9</b>
Autres, à préciser	<b>5</b>

Enfin, parmi les 305 enquêtés ayant répondu à la question autour du revenu, notons qu'environ 70% gagnent un revenu mensuel égal ou inférieur à 2 500 dhs et que seulement cinq jeunes ont gagné plus de 5 000 dhs dans la période précédant l'enquête, révélant aussi la précarité de leur situation. Notons toutefois que 202 enquêtés ont refusé d'indiquer leurs revenus alors que 1493 n'ont pas répondu à cette question (Tableau 7).

**Tableau 7 : Revenus mensuels des jeunes**

Tranche de revenu	Nombre de jeunes	Pourcentage de jeunes
100 à 2 500	224	11,20%
2 501 à 5 000	76	3,80%
5 001 à 8 000	5	0,25%
Refus	202	10,1%
Sans réponse	1493	74,65%

Dans leur recherche d'emploi, les jeunes mobilisent différentes stratégies. Ils mobilisent aussi bien les nouvelles institutions comme l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi que des agences privées. Ils ont majoritairement recours aux candidatures spontanées (49,3%) et au déplacement sur les lieux de travail (64,2%) (Tableau 8).

**Tableau 8 : Types de démarches entreprises pour rechercher du travail**

Inscription dans un bureau de main-d'œuvre public	23,9%
Inscription dans un bureau de main-d'œuvre privé	23,9%
Envoi de CV aux administrations et entreprises	22,4%
Envoi de demandes d'emploi	49,3%
Déplacement sur les lieux de travail	64,2%
Réponse à des annonces de journaux	16,4%
Par le biais d'Internet (réseaux sociaux...)	19,4%
Solliciter l'aide des parents	23,9%
Attente d'être contacté(e) par l'employeur	19,4%
Démarches auprès des entreprises, concours examens	3%
Par des relations personnelles	11,9%
Recherche de moyens financiers, autorisations, etc., pour s'installer	3%
Démarches pour travailler à l'étranger	3%

Toutefois, les relations personnelles (33,3%) et familiales (29,8%) demeurent importantes pour ceux qui sont actuellement en activité. D'ailleurs, 28% de ceux qui sont au chômage pensent qu'ils le sont à cause du favoritisme dans le recrutement, alors même que la principale raison que les jeunes avancent est le manque d'offres d'emploi.

Parallèlement, ils ne sont que 9% à penser être en manque de compétences appropriées pour accéder au marché de l'emploi ; c'est dire que les autres jeunes estiment avoir les compétences pour travailler (Tableau 9). Tous ces éléments contribuent à l'émergence d'un sentiment de frustration qui constitue une cause directe de leur « contestation ». Cette contestation, au moins envers les conditions, voire les chances d'accès à l'emploi, se manifeste dans un sentiment d'exclusion sociale.

**Tableau 9 : Raisons de chômages perçues par les jeunes**

Manque dans l'offre d'emploi	49,3%
Piston/favoritisme dans le recrutement	28,4%
Je n'ai pas les compétences appropriées	9,0%
Je n'ai pas trouvé un emploi correspondant à mon profil	13,4%

### La mobilité, une stratégie d'adaptation des jeunes

La mobilité est une caractéristique majeure des jeunes, aussi bien urbains que ruraux. Les jeunes enquêtés sont plus de 40% à affirmer ne plus vivre dans le même endroit que celui de leur naissance. Le changement de lieu de résidence ou de travail s'explique par des raisons d'ordre éducatif comme suivre des études ailleurs, notamment universitaires, d'opportunités professionnelles ou familiales. Le tableau (10) confirme la disposition des jeunes à être mobiles lorsqu'il s'agit d'une opportunité de travail (48,3%). Le mariage reste aussi un déterminant important (42,5%), en particulier pour les jeunes femmes, surtout qu'il peut imposer un changement d'activité professionnelle.

**Tableau 10 : Raisons de mobilité des jeunes**

*Êtes-vous disposé(e) à changer de lieu de résidence si des opportunités se présentent à vous ?*

Oui, s'il s'agit d'opportunités professionnelles	<b>48,3%</b>
Oui, s'il s'agit de mariage	<b>42,5%</b>
Oui, s'il s'agit d'études	<b>27,3%</b>
Oui, s'il s'agit de logement	<b>23,9%</b>
Non, je ne suis pas disposé à changer de lieu de résidence	<b>16,0%</b>

Mais la mobilité n'est pas que nationale, elle peut aussi dépasser les frontières. Bien que cette enquête n'ait porté que sur les jeunes marocains résidant au pays, nous avons pu les interroger sur un éventuel départ à l'étranger. Les réponses sont assez tranchantes et « l'étranger » n'est plus une source d'identification ou d'unique opportunité de travail. Cela coupe avec des idées reçues, mais aussi avec des réalités sociales que la jeunesse a connues dans les dernières décennies. Ainsi, 84,5% des enquêtés ne souhaitent pas émigrer ou ré-émigrer, et 7,3% restent indécis. Ils ne sont donc que 8,3% à envisager l'émigration. De plus, dans notre échantillon, 15 jeunes enquêtés avaient effectivement eu une expérience internationale. Ils sont partis pour études (3), pour travail (7), pour tourisme (2), regroupement familial, raison de santé et déplacement familial. Tous sont revenus, un seul n'était pas en situation régulière, mais tous sont revenus par choix (7), suite à l'expiration du visa d'étudiant ou de tourisme, ou pour rejoindre leur conjoint. Bien que sur un échantillon aléatoire restreint, ceci nous renseigne sur un mouvement inverse des jeunes qui, même ayant un « pied » en Europe, préfèrent revenir. Ne voient-ils plus en l'étranger un modèle meilleur, ou voient-il plutôt le « pays » comme meilleur ? Probablement, c'est un croisement de plusieurs raisons et les jeunes nous amènent à réfléchir sur les nouvelles dynamiques qu'ils portent désormais.

## Les jeunes nous poussent à réorganiser le monde

Partant de notre parti pris de considérer la jeunesse comme une ressource et non comme un problème, nous constatons que les dynamiques portées par les jeunes et celles qu'ils subissent par exclusion sociale sont très visibles. Les caractéristiques des jeunes que nous avons décrites rendent compte que c'est dans la marginalité et la précarité que les jeunes s'activent, sans pour autant que cette marginalité soit uniquement matérielle. Les jeunes sont mobiles, s'adaptent, se débrouillent et s'orientent vers le secteur « informel » qui leur permet d'être en « activité » économique mais aussi de prétendre à une autonomisation par rapport à leurs structures familiales et leurs aînés. Ils sont en train de confirmer que c'est « dans le besoin qu'on est créatif ». Avec un taux de scolarisation élevé et une prise de conscience du monde autour d'eux, à travers les nouvelles technologies, ils aspirent même à rester au pays et à y construire leur avenir. Toutefois, la fragilité de leur quotidien fait que leurs potentiels et aspirations peuvent se transformer progressivement en frustration et amertumes. Ces chiffres et les situations controversées des jeunes nous poussent, comme le disaient déjà Pascon et Bentahar en 1969 « à réorganiser le monde ». C'est devenu impératif d'inclure la jeunesse d'aujourd'hui, d'intégrer ses voix et visions dans le devenir du Maroc de demain ■

1. Pascon, P., Bentahar, M. (1969). Ce que disent 298 jeunes ruraux. *Bulletin Économique et Social au Maroc* 31, 1-143.
2. Tozy, M. (1984). *Champ et contrechamp politico-religieux au Maroc*. Aix-en-Provence : Thèse de doctorat d'État en science politique. Voir les pages 241-261.
3. Bennani-Chraïbi, M. (1994). *Soumis et rebelles : les jeunes au Maroc*. Paris : CNRS éditions.
4. Bourqia, R., El Harras, M. et Bensaïd, D. (1995). *Jeunesse estudiantine marocaine : valeurs et stratégies*. Avec la collaboration de Jamila Bennaghmouch. Rabat : Éditions de la Faculté des lettres et des sciences humaines.
5. Bourqia, R., El Ayadi, M., El Harras, M. & Hassan, R. (2000). *Jeunes et valeurs religieuses*. Casablanca : Éditions Eddif.
6. Direction de la jeunesse et de l'Enfance (2001). *Consultation nationale des jeunes : Enquête auprès de 18109 jeunes*. Rabat.

# MARCHÉ DU TRAVAIL ET JEUNESSE FÉMININE

## PETIT À PETIT, LA NICHE SE FORME

Des jeunes filles sans qualification sont astreintes à des emplois non qualifiés, le plus souvent précarisés. Elles sont nombreuses dans le secteur de l'habillement, la grande distribution et les fermes agricoles. Mais, la scolarisation en cours et l'urbanisation accélérée permettent de plus en plus aux jeunes filles d'accéder à l'enseignement supérieur, les prédisposant à exercer des activités plus valorisantes.

Brahim Labari

Enseignant-chercheur « Sociologie des organisations et mutations socio-économiques »

Université Ibn Zohr

Directeur d'études associé à l'EHESS (2014-2015)

### **A**ctivité et orientation *lato sensu* : une corrélation heuristique

Tout observateur sérieux de la réalité sociale marocaine ne peut que relever l'importance des inégalités subsistant dans le système éducatif dans son ensemble. L'élève (fille ou garçon) du milieu rural, dont l'école se situe à des kilomètres du lieu où il habite, a tout à envier à celui qui a « son » école à quelques pas de « sa » résidence. De même, à l'échelle d'une même ville, l'école du quartier « sensible » fréquenté par l'élève dont le père passe son temps



L'accès avantageux au marché du travail dépend en partie du type de capitaux dont la candidate ou sa famille sont détenteurs.

dans des cafés est aux antipodes de celle encastrée dans une résidence aisée du centre-ville. C'est dire que l'offre de l'éducation, qui devrait être la voie vers l'activité et l'emploi, est certes théoriquement de la même teneur mais inégale dans les faits.

## Ce qui ressort du contexte marocain, c'est la féminisation progressive du salariat de l'exécution

Des études fondatrices en sociologie de l'éducation établissent une corrélation entre le milieu d'appartenance de l'élève, son parcours scolaire et son insertion dans le marché du travail. Une fille de pilote a assurément plus de chance d'avoir la bonne information sur les formations porteuses et autant de moyens (capital économique et culturel) d'y accéder. Une fille d'ouvrier, et *a fortiori* du chômeur, même faisant preuve d'une excellence scolaire, serait acculée au mieux à intégrer l'université massifiée. Il reste que des mécanismes de débrouillardise et de ruse avec le déterminisme pourraient parfaitement déjouer cette inamovible loi sociologique. Sans parler de trajectoire qui laisserait entendre que la route est déjà tracée, j'emploierai pour ma part le terme de déambulation pour justement souligner qu'on ne choisit pas son parcours au menu ou sur une carte, mais au gré des contraintes et des contextes, une sorte d'orientation *lato sensu*. L'accès avantageux au marché du travail dépend en partie du type de capitaux dont l'élève ou sa famille sont détenteurs. Les classes les plus riches en capital culturel inclinent à investir plutôt dans l'éducation de leurs enfants alors que les fractions les plus dotées en capital économique se désengagent des investissements culturels et éducatifs au profit des investissements économiques. Celles-ci miseraient plus sur l'option « travailler à son compte » pour leur progéniture en les initiant au monde de l'entrepreneuriat

alors que celles-là enverraient bien leurs rejetons dans les meilleures écoles de commerce et de gestion pour accéder à des postes de direction dans les holdings prestigieux.

Compte-tenu de ce qui précède, il ne serait pas exagéré d'affirmer que les jeunes filles sont plus désavantagées pour avoir une bonne option d'intégration dans le marché du travail. Il ne serait pas faux non plus d'avancer l'hypothèse que dans une société, à maints égards, patriarcale, les jeunes filles vivant dans des contrées lointaines sont encore confinées dans le monde domestique (comme c'est le cas des domestiques de maison) et sont privées de la méritocratie, régime que doit privilégier l'école de l'égalité des chances. Ceci conduit à penser l'activité au féminin comme essentiellement exercée dans le salariat d'exécution, nonobstant l'aspiration des jeunes filles, essentiellement citadines, à se positionner dans un marché de travail de plus en plus précaire et flexible.

### Des jeunes filles à l'assaut du salariat de l'exécution : une activité en bas de l'échelle

Ce qui ressort des différentes enquêtes réalisées dans le contexte marocain, c'est la féminisation progressive du salariat de l'exécution : les jeunes filles sans qualification sont astreintes à occuper des emplois non qualifiés, le plus souvent précarisés. Il en est des ouvrières dans le secteur de l'habillement, des hôtesse de caisse dans la grande distribution, des travailleuses dans les fermes agricoles... Tout se passe comme si la féminisation du salariat de l'exécution générerait celle de la précarité.

## Le rapport à l'argent des catégories sociales défavorisées se fait au détriment de leur bien-être physique et mental

Si la jeune femme rurale a toujours effectué des activités domestiques marquées par l'invisibilité, nous assistons depuis au moins une vingtaine d'années à l'exode des femmes vers des villes-mondes. Consécutivement à ce premier acquis, l'échec de l'homme à assurer le train de vie du foyer conjugal engendre une diminution de son capital de domination et implique de sa part une tolérance et une permissivité croissante quant au travail des femmes. La jeune femme cesse d'être un « objet parlé » pour devenir un « sujet parlant » car consciente de sa condition précaire au sein des structures patriarcales du travail. La disponibilité à travailler plus n'est pas un fait exclusivement féminin, mais concerne toutes les classes défavorisées. Il s'agit de travailler plus pour gagner plus et non de travailler autrement pour être épanouie au travail. Nous sommes ici confrontés à la question de la centralité du salaire sur les conditions de travail, et le rapport à l'argent des catégories sociales défavorisées se fait au détriment de leur bien-être physique et mental. Cette forme de servitude au travail et la centralité de l'argent peuvent donner lieu à des formes déviantes et illicites du comportement social. Deux exemples peuvent être donnés : le premier concerne l'informalisation et la criminalisation des activités socio-économiques dont la femme est la principale victime. Le second exemple est la prostitution considérée ici comme un revenu complémentaire dans un monde de plus en plus marchand. Cette disponibilité à travailler plus accule aussi la femme à une forme de « nomadisme salarial »<sup>1</sup>, courant d'une entreprise à l'autre à la recherche des heures complémentaires. En l'occurrence, l'activité des jeunes femmes peut tour à tour signifier la capacité de « triompher » de sa journée, de s'impliquer dans les activités citadines, de gagner sa vie sans faire la quête. Le travail féminin est rarement pensé par les intéressées elles-mêmes en termes d'épanouissement, mais résulte d'un impératif économique : subvenir à ses besoins vitaux, aider sa famille. La précarisation des jeunes femmes dans le milieu du travail s'accompagne d'un processus de

désaffiliation sociale et de vulnérabilité relationnelle. Il est indéniable que dans le contexte marocain, la famille joue un rôle de rempart à cette forme de précarité polymorphe. Aussi, la centralité de la famille cèderait-elle la place progressivement à la centralité du travail.

### Des jeunes diplômées dans le marché du travail : et la brèche s'ouvrit...

La société change depuis qu'elle est dite « composite »<sup>2</sup> : scolarisation généralisée des jeunes filles, urbanisation accélérée, politisation de la jeunesse et internationalisation des pratiques culturelles sont des faits sociaux marquants de ces dernières décennies. L'accès des jeunes filles à l'enseignement supérieur et l'excellence qu'elles y déploient continûment les prédisposent à occuper des postes de responsabilité et à exercer des activités plus valorisantes : que ce soit dans les professions libérales (avocates, architectes pour ne citer que les plus en vue), de la santé publique (pharmaciennes, chirurgiennes...) ou dans le domaine de l'éducation comme la profession d'ingénieure. Nombre de jeunes filles s'engagent aussi dans l'économie solidaire ou à travailler à leur compte en montant leur propre entreprise. Tout cela est de bon augure, mais le « plafond de verre », entendu comme l'ensemble des pesanteurs qui entravent l'ascension des femmes vers des hiérarchies professionnelles socialement consacrées, guette cette mobilité méritée des jeunes filles, plus discriminées, mais sans doute mieux armées pour faire valoir la nécessaire équité qu'elles peuvent judicieusement réclamer et conquérir, grâce notamment à cette société civile transnationale qui combat en faveur de l'universalité des droits – professionnels – des femmes ■

1. Labari, B. (2007). La fabrique du nomadisme salarial par l'économie-monde. Remarques à partir du cas marocain. In Jean-Pierre, Gérald (dir.) *Travailler plus, travailler moins, travailler autrement*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
2. Pascon, P. (1986). La nature composite de la société marocaine. *BESM*, n° 155-156, janvier.

# DÉFIS DES JEUNES OUVRIERS AGRICOLES

Pendant les dernières décennies, les dynamiques agraires dans la plaine du Saïss ont contribué à une demande croissante de la main-d'œuvre. De jeunes hommes et de plus en plus de jeunes femmes s'y engagent tout en rêvant d'autre chose, que ce soit d'ouvrir un atelier de couture ou de faire du commerce.

Lisa Bossenbroek

Sociologue, CRESC - EGE Rabat, associée au Cesem-HEM ;

Fadma Aït Mous

Professeur-chercheur à la faculté des Lettres et des Sciences Humaines Aïn Chok -Casa

**D**urant les trois dernières décennies, la plaine du Saïss dans laquelle s'est déroulée notre étude a connu des dynamiques agraires qui ont fortement modifié les rapports de travail. L'agriculture s'est « modernisée » et demande plus de main-d'œuvre. L'augmentation de cette demande de main-d'œuvre, en quantité et en qualité, s'explique principalement par les nouveaux modes d'irrigation et les récentes politiques foncières (Bossenbroek et al. *À paraître*).

Cette main-d'œuvre est constituée par une grande diversité d'ouvriers : des paysans sans terre, des jeunes qui travaillent pendant la période des vacances, ou encore des ouvriers qui viennent d'autres régions du Maroc. Mais



DR

*La quête d'une autonomie par le travail est particulièrement explicite dans les propos des jeunes ouvrières.*

ce qui est maintenant particulièrement remarquable est la présence très visible de la femme dans le travail agricole. Alors que Pascon et Ennaji (1986) illustraient dans leur étude, qui portait sur les paysans sans terre au Maroc, que la femme était uniquement salariée à l'occasion, cette situation aujourd'hui a complètement changé. En l'absence de chiffres officiels, vu que cette activité se fait dans la plupart des cas dans « l'informel », la visibilité des femmes ouvrières dans le *mouqef* (lieu physique de recrutement dans les petits centres agricoles) devient aujourd'hui un fait bien réel, comme l'illustre le témoignage d'un jeune ouvrier : « En 1993/1994 au "mouqef", il y avait très peu de femmes. Par exemple, tu trouvais 50 hommes et 10 femmes. Alors que maintenant, c'est le contraire, tu trouves 50 hommes et 800 femmes ». Ces chiffres ne sont pas forcément réels, mais indiquent tout de même l'arrivée massive des femmes dans ce domaine. Beaucoup d'entre elles sont jeunes et leur entrée dans le travail agricole illustre des transformations sociétales.

Afin de mieux comprendre ces mutations qui caractérisent la société rurale du Saïss, nous chercherons, au cours de cet article, à mieux comprendre la signification et la valeur du travail agricole et comment ce travail est vécu de manière différenciée selon le genre. Cette étude s'appuie sur une série d'entretiens réalisés dans le cadre du projet SAHWA.

## La valeur du travail

Le quotidien des jeunes ouvriers illustre la complexité du rapport au travail et montre qu'il est vécu différemment par les jeunes hommes et par les jeunes femmes.

Le travail est d'abord perçu comme une valeur économique et une nécessité pour survivre. La célèbre étude de Pascon et Bentahar (1969) illustre déjà que pour les jeunes ruraux le travail était « *par-dessus tout un moyen d'avoir de l'argent* » (p. 185). Dans le contexte des

mutations rurales rapides qui affectent la situation socio-économique de certaines familles, de plus en plus de femmes font leur entrée sur le marché du travail par nécessité, pour faire face aux aléas de la vie et à la pauvreté. Nadira (27 ans) a « *besoin* » de travailler pour faire face aux dépenses de la famille que le père n'arrive plus à assumer. Étant l'aînée, elle travaille avec sa sœur. Ses deux frères ont seulement 12 et 6 ans et ne peuvent donc travailler. Zoubida (23 ans), de la même manière, explique : « *J'ai commencé de travailler pour aider mes parents. [...] Ceux-ci étaient divorcés, mes frères encore jeunes, j'ai donc commencé à travailler pour aider ma mère.* » Les jeunes mères divorcées expriment clairement, quant à elles, que le travail est un moyen pour assurer à leurs enfants un meilleur avenir afin « *qu'ils ne subissent pas le même sort* » qu'elles. Si les jeunes hommes contribuent aussi aux dépenses du foyer, leur argumentaire ne donne pas la même place à l'idée de « *travailler pour aider les parents* ».

Le travail est ensuite un moyen pour acquérir une certaine autonomie et s'émanciper de la tutelle des parents. Dans son travail sur les jeunes, Hassan Rachik (2006) explique comment l'accès progressif à des emplois dans la ville donne aux jeunes la possibilité de travailler loin de la tutelle du père. La quête d'une liberté via le travail rémunéré est aussi évoquée par les jeunes ouvriers agricoles interrogés dans cette étude. Grâce à cette nouvelle autonomie financière, ils conquièrent une certaine liberté. Souvent, les jeunes femmes, elles, commencent de travailler en secret, sans l'accord de leur père, parfois sous l'œil consentant ou encourageant de la mère qui voit dans le travail de sa fille une nouvelle source de revenus.

La quête d'une autonomie par le travail est particulièrement explicite dans les propos des jeunes ouvrières lorsqu'elles évoquent les raisons les ayant poussées à travailler. Elles mettent d'abord en avant l'aspect altruiste de leur activité (pour aider la famille, les parents, subvenir aux besoins des frères et sœurs,

etc.). Et juste après, elles évoquent des raisons plus personnelles (achat de vêtements, bijoux, etc.). Au-delà, c'est l'indépendance financière qui est mise en avant, dans la mesure où elles n'attendent plus d'être prises en charge par leur famille : « *Mes parents ne peuvent pas m'acheter les choses ni les habits que je veux. En plus, je les aide à subvenir aux besoins du foyer* », dit Nadira.

## **Pour les jeunes femmes, le travail devient une activité sociale, de retrouvailles, d'échanges, voire une occasion de faire de nouvelles connaissances et amitiés**

La quête de l'autonomie se manifeste aussi dans le propos des jeunes femmes lorsqu'elles évoquent leur désir de travailler plutôt que de rester à la maison où « *on s'ennuie* ». Dans une société rurale où il y a peu de lieu de rencontres pour les jeunes femmes en dehors du foyer, le travail devient alors une activité sociale, de retrouvailles, d'échanges, voire une occasion de faire de nouvelles connaissances et de nouer de nouvelles amitiés.

### **Apprendre par le travail pour des opportunités d'évolution professionnelle différenciées**

Les opportunités de formations professionnelles sont rares dans le monde agricole. Le travail permet d'acquérir, sur le tas, de nouvelles connaissances et savoir-faire. Alors que les jeunes hommes mobilisent leurs acquis pour évoluer professionnellement, les jeunes femmes

ont plus de difficultés. Leur travail agricole est socialement peu valorisant, et elles ont peu de possibilités de monter dans la hiérarchie du travail agricole. Ceci a des répercussions sur leur rapport au travail et assombrit leur quotidien, comme l'illustrent les différentes trajectoires suivantes.

Rachid (29 ans) commence à travailler comme cordonnier à Fez à l'âge de 13 ans, mais inspiré et encouragé par ses cousins qui gagnaient plus d'argent dans le travail agricole, Rachid décide de quitter Fez et de les accompagner au *mouqef*. Le premier jour, réveillé à cinq heures du matin et nouveau dans le domaine, il s'interroge sur la nature du travail qui l'attend et sur ses capacités. « *Quand le client est arrivé, mes cousins l'ont informé que je viendrais avec eux et que c'était la première fois que je faisais un travail agricole. Ce dernier a répondu qu'il me trouverait quelque chose de simple à faire. [...] Ma tâche consistait à porter les plateaux d'emballage des pêches. Nous avons commencé à 7h et nous avons terminé à 12h30 avec une pause pour le petit-déjeuner. J'ai gagné 80 dhs. J'étais heureux.* » Depuis, Rachid a fait du chemin. Cela fait maintenant quatorze ans qu'il travaille dans l'agriculture. Il a acquis des savoir-faire, des connaissances et un capital social important : « *Je connais maintenant beaucoup de monde. Les clients ont confiance en moi puisque je travaille avec eux chaque année. Parfois, je n'ai même pas besoin d'aller au "mouqef", ils me téléphonent pour m'informer qu'il y a du travail* ». De cordonnier à ouvrier débutant, il est maintenant devenu « *cabran* » (responsable de la gestion et mobilisation des ouvriers), l'agriculteur lui donne une tâche dont il a l'entière responsabilité. « *Au début, j'étais un simple ouvrier. Il y a quatre ans, je suis devenu caporal "cabran". Je travaille chez un agriculteur qui a plusieurs fermes. Dès qu'on termine le travail dans une ferme, on passe à une autre.* »

Les jeunes ouvrières agricoles font le même type d'expérience. En observant les autres ouvrières travailler, elles apprennent les tâches agricoles,

maîtrisent de nouveaux savoir-faire et savent mobiliser leurs réseaux pour trouver des emplois. Mais, leur possibilité d'évolution professionnelle est plus faible que celle de leurs collègues masculins, ce qui modifie leur rapport au travail lui-même. Si les jeunes hommes perçoivent souvent le travail agricole comme « passage », ou comme tremplin pour s'assurer d'un meilleur avenir professionnel, les jeunes femmes ne s'identifient pas au travail qu'elles associent à une « corvée » (*tamara*). Avec peu de reconnaissance sociale, la pénibilité du travail domine leurs expériences et réussites. Ainsi, Nadira a su épargner de l'argent tout en travaillant et a décidé de prendre un micro-crédit. Avec ce crédit, elle a acheté une vache, qui a donné naissance à un veau. Pour sécuriser la situation de sa famille, elle a vendu le veau et a acheté un lopin de terre. Habitant dans la propriété de l'agriculteur où son père travaillait, sa famille risquait en effet de se faire expulser dès l'instant où le père cessait de travailler pour le propriétaire. Malgré cela elle acquiert peu de fierté. « *Le travail est pénible « fih tamara* », fatiguant, et offre peu de possibilité d'évolution professionnelle.

L'absence d'une reconnaissance sociale doublée d'une possibilité d'évolution de carrière aléatoire marque fortement la vision du futur chez les jeunes femmes ouvrières. Elles rêvent d'une nouvelle identité reposant sur le mariage, qui leur offrirait une certaine reconnaissance sociale. Lorsque Nadira évoque le cas de sa sœur mariée, elle précise : « *Elle est mariée, elle n'a pas besoin de travailler, son mari travaille* ». Le mariage est ainsi perçu comme un refuge, une sorte de « *repos du guerrier* », après le labeur agricole. Nadira continue en évoquant son aspiration au mariage : « *On veut quelqu'un qui nous soulage de cette corvée, yhenina men tamara* ». Parce que le mariage offre une identification sociale viable, il est ainsi perçu comme une valeur plus « émancipatrice » socialement que le travail.

Pourtant, même si les jeunes ouvriers arrivent à se professionnaliser, ils

souffrent de l'insécurité qui accompagne le travail agricole et alternent périodes d'emploi et de chômage. Rachid explique par exemple qu'il doit bien gérer son argent, car le travail agricole est irrégulier. En l'absence de travail, il doit vivre de ses économies, voire chercher un autre travail provisoire (par exemple serveur dans un café) en attendant les récoltes saisonnières. Ses cousins ont quitté le travail agricole pour s'adonner au commerce : « *Ils ont leur propre véhicule et vendent les fruits sur les marchés de gros* ».

## Les jeunes femmes ne s'identifient pas au travail qu'elles associent à une « corvée » (*tamara*). Elles rêvent d'une nouvelle identité reposant sur le mariage

Ainsi, le travail agricole est-il vécu d'une manière paradoxale par les jeunes ouvriers. D'un côté, cela leur offre une certaine liberté et autonomie mais, d'un autre côté, le travail est dur, pénible et sans garantie, en particulier pour les jeunes femmes qui le jugent socialement peu valorisant. Hommes ou femmes, ces jeunes s'y engagent cependant en rêvant toujours d'autre chose, que ce soit d'ouvrir un atelier de couture, de faire du commerce ou encore d'échapper au travail en se mariant ■

- Bossenbroek, L., Zwartveen, M., and Errahj, M. *Forthcoming*. "Agrarian change and gendered wage-work in the Saïss, Morocco" (*Journal of Development and Change*).
- Pascon, P. et Bentahar M. (1969). Ce que disent 296 jeunes ruraux. In Khatibi, A (dir.). *Études sociologiques sur le Maroc*. Tanger : Éditions marocaines et internationales.
- Pascon, P. et Ennaji, M. (1986). *Les paysans sans terre au Maroc*. Casablanca : Les éditions Toubkal.
- Rachik, H. (2006). Jeunesse et changement social. In *50 ans de développement humain au Maroc et perspectives 2025*. Rabat : Centre national de documentation.

# JEUNES RURAUX AU CHEVET DU TERRITOIRE\*

« La jeunesse est-elle l'avenir du territoire » ? L'article ci-dessous décrit et analyse la manière dont les jeunes ruraux s'impliquent dans le développement de leur territoire. À travers un profil et un itinéraire, nous découvrons l'émergence d'un prototype du jeune rural pragmatique qui progresse à petits pas, et tire des leçons de ses échecs, en allant toujours de l'avant.

Hind Ftouhi

Doctorante sociologie rurale, Institut Agronomique et Veterinaire Hassan II, CRESC - EGE Rabat

Mohamed Mahdi

Sociologue, École Nationale d'Agriculture de Meknès, CRESC - EGE Rabat

Zakaria Kadiri

Sociologue, Université Hassan II Casablanca, CRESC - EGE Rabat

**L**es dynamiques des jeunes ruraux au sein de leurs territoires sont de plus en plus tangibles (Kadiri et *al.*, 2015 ; Ftouhi et *al.*, 2015), et révèlent des profils de jeunes qui tranchent avec le stéréotype du jeune rural largement admis, qualifié d'attentiste, comptant sur l'État pour améliorer ses conditions de vie et ne prenant jamais d'initiatives (Pascon et Bentahar, 1969).

Le jeune rural tente de s'autonomiser en s'affranchissant du statut d'aide familiale en allant travailler ailleurs (Pascon et Bentahar, 1969). L'autonomisation est également recherchée à travers l'éducation. Les jeunes ruraux justifient de plus en plus d'un certain niveau de formation formelle ou informelle, et certains d'entre eux sont diplômés.



Les dynamiques des jeunes ruraux au sein de leurs territoires sont de plus en plus tangibles.

L'autonomisation est enfin recherchée à travers la migration définitive ou saisonnière, nationale ou internationale. Nombre de jeunes ruraux retournent chez eux, au village, après l'expérience migratoire, et tentent de se faire une place dans leur territoire, prendre des initiatives et cesser de vivre au crochet des parents (Bossenbroek et al., 2015). Ils se saisissent de toutes les opportunités pour monter des projets individuels ou collectifs dans le cadre de programmes de développement tels que le Plan Maroc Vert (PMV) ou l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH). Des jeunes ruraux s'inscrivent ainsi dans une dynamique locale de développement.

## **Abdallah est informé et s'informe sur toutes les structures d'opportunités susceptibles d'être mobilisées : l'INDH, le PMV, les agences de développement, le privé, les établissements de formation agronomique...**

Ces constats confirment la conviction de Gambineau (2011) qui estime que « *la jeunesse est l'avenir du territoire* » et justifient l'intérêt de l'étude du rapport des jeunes à ce dernier dans un contexte où le sens du territoire est remis en question à cause de la mondialisation et du développement des moyens de transport et de communication (Garneau, 2003).

Cet article décrit et analyse la manière dont les jeunes ruraux s'impliquent dans le développement de leur territoire à travers la présentation du profil et de la trajectoire d'Abdallah Lagnaoui, âgé de 37 ans, né au village Ait M'hand

dans le Saïss et de ses stratégies pour développer un projet personnel, familial et communautaire.

### **De la soumission au leadership**

*Abdallah a vécu son enfance au sein d'une famille rurale élargie, dirigée par son oncle. Durant toute sa scolarité, Abdallah travaillait, les week-ends et les vacances, comme aide familiale dans l'exploitation. Il a échoué au bac et est retourné vivre chez ses parents, se consacrant entièrement à l'agriculture. Il a suivi une formation agricole organisée par un centre de qualification agricole au profit des fils d'agriculteurs.*

*Son statut d'aide familiale, fournissant énormément d'effort sans contrepartie monétaire ni de reconnaissance, et l'injustice de son oncle qui favorisait sa petite famille au détriment des autres membres de la grande famille, l'ont révolté et l'ont décidé à émigrer. Il est parti travailler à Tanger dans une entreprise d'électricité, comme chauffeur d'abord, puis comme chef de chantier. Pendant ce temps, il mûrissait le projet d'émigration à l'étranger avec son frère cadet.*

*Il est retourné au Douar accomplir les formalités administratives de l'émigration et s'est consacré, en parallèle, à la création d'une association de développement dont il est toujours président. Dans ce cadre, Abdallah a mobilisé la population pour récupérer une terre Habous<sup>1</sup> accaparée par « un investisseur » et a élaboré un projet d'engraissement des ovins au profit de quinze bénéficiaires, financé par l'Agence de Développement Social.*

*Ces actions ont contribué, au fil du temps, à le faire connaître auprès des autorités locales, de l'administration de l'agriculture et lui ont permis de tisser des liens avec de nombreuses associations. Abdallah est parti enfin travailler en Europe (France, Italie et Espagne) où il est resté de 2007 à 2013. Mais, il a continué à avoir un regard sur l'association grâce à des retours*

*fréquents au pays qui lui ont permis de participer à la création de l'Association des usagers des eaux agricoles dont il est devenu le président.*

*En 2013, il s'est marié avec une fille de la région et s'est installé définitivement au Douar où il a construit sa propre maison. Il s'est impliqué dans la gestion de l'exploitation familiale qu'il a entreprise de moderniser, malgré les réticences de son père. Il s'est engagé politiquement en adhérant à un parti politique et s'est présenté aux élections de la chambre d'agriculture, puis aux élections communales qu'il a perdues contre son propre oncle.*

*À partir de mai 2015, il a créé, avec d'autres agriculteurs, une coopérative dont il devient président. La coopérative réussit à installer le système de goutte à goutte sur 27 hectares profitant à 8 adhérents dont le père d'Abdallah. Le projet est entièrement subventionné par l'État dans le cadre du Plan Maroc Vert (PMV). C'est une réussite qui changera définitivement la nature des rapports entre Abdallah et son père. Le père commence, contraint, à reconnaître les efforts d'Abdallah et à l'intégrer dans la prise de décision et la gestion de l'exploitation familiale.*

*Il travaille en ce moment sur la deuxième tranche du projet d'irrigation localisée sur 50 hectares profitant à 10 agriculteurs et sur un projet d'élevage bovin de race. Abdallah et la coopérative ambitionnent maintenant de postuler aux appels d'offre lancés par l'Agence de Développement Agricole pour louer des terres domaniales dans le cadre de partenariat public-privé.*

## **Un nouveau regard sur le monde rural**

L'itinéraire et le profil d'Abdallah sont l'archétype de nombreux jeunes ruraux en quête d'autonomisation dans le Maroc actuel. Dans cette quête, les jeunes ruraux luttent d'abord pour se libérer du poids de la famille patriarcale élargie et de l'autorité exercée sans partage par le patriarche. L'individualité du jeune rural

est complètement dissoute dans ce type de famille. Le jeune n'a d'alternatives que de s'accommoder de son statut d'aide familiale, exécutant des tâches agricoles ou pastorales décidées par le chef de la famille, selon une division stricte du travail entre les membres de la grande famille. Le jeune se trouve ainsi enfermé dans cette structure familiale cadenassée qui lui obstrue les horizons, et entrave toute velléité de mobilité sociale.

## **Les multiples casquettes d'Abdallah lui ont permis de constituer un réseau social dense et de conforter son leadership**

Abdallah, et beaucoup d'autres comme lui, sont passés par l'école. Ils retournent chez eux transformés et plus exigeants car ayant acquis des compétences ailleurs, des expériences de vie autres que celles vécues en famille. Ils réclament que leur contribution par le travail à l'exploitation familiale soit reconnue, leur avis concernant sa gestion écouté et pris en compte. Des mésententes surgissent entre les jeunes ruraux et leurs aînés, et finissent par dégénérer en conflit générationnel. C'est ce processus qui conduit Abdallah à s'engager dans le travail associatif. L'expérience de président d'association et de meneur de mouvement social et d'actions collectives de développement agricole le consacrent comme jeune leader local, le dotent d'un capital social, et lui confèrent une position sociale dans la communauté.

Par ailleurs, la mobilité d'Abdallah, aussi bien vers Tanger que vers l'étranger, lui permet d'acquérir une indépendance financière. De plus, l'expérience migratoire est un voyage initiatique qui forge davantage le caractère de tels profils qui, et c'est leur particularité majeure, demeurent attachés à leur milieu d'origine par des retours très fréquents.

Le vécu d'Abdallah énonce ce processus laborieux par lequel tout jeune rural d'aujourd'hui devrait passer pour négocier son nouveau statut social d'individu autonome et de l'imposer à sa famille et à sa communauté. Ce nouveau statut est porteur d'une nouvelle vision du monde rural et de son avenir et d'un nouveau rapport à l'agriculture. Ce profil de jeunes ruraux n'est pas en rupture de banc avec la tradition dont ils restent très respectueux, mais tentent d'en opérer le changement dans la continuité. Ces jeunes ne rejettent pas non plus l'agriculture, mais souhaitent la pratiquer autrement. Ils se réclament même d'une identité de *fellah* mais un *fellah* qui vit – et pas seulement survit – de cette agriculture. La modernisation de l'exploitation agricole familiale, par l'introduction du système d'irrigation par goutte à goutte, a été un parcours de combattant, dont Abdallah est sorti victorieux, gagnant du coup la reconnaissance et l'estime du père. C'est une preuve par l'œuvre. Cette modernisation profitera à d'autres exploitations agricoles de la communauté d'appartenance d'Abdallah.

## La valorisation des ressources territoriales

C'est à l'étranger que, paradoxalement, Abdallah a pris conscience de la richesse de son territoire, de ses terres fertiles, de son eau relativement abondante et des nouvelles structures d'opportunités mobilisables pour l'accomplissement des projets de développement agricole collectif et personnel.

Durant ses pérégrinations, Abdallah a pu acquérir des savoirs et savoir-faire à travers les formations et les différentes activités économiques et associatives qu'il a exercées, des compétences techniques et linguistiques, des capacités managériales, administratives et financières et de montage de projets.

Les multiples casquettes d'Abdallah en tant que président de plusieurs associations, de militant de parti politique, de candidat aux élections

lui ont permis de constituer un réseau social dense et de conforter son leadership. Abdallah est informé et s'informe sur toutes les structures d'opportunités susceptibles d'être mobilisées : l'INDH, le PMV, les agences de développement, le privé, les établissements de formation agronomique. Il n'hésite pas à y recourir pour s'enquérir des avantages qu'il peut en tirer. L'ensemble de ces atouts renforce ses capacités de négociation avec les autorités politiques, administratives et techniques et décide de l'issue de ses projets personnel et collectif.

Abdallah est le prototype du jeune rural pragmatique. Il progresse à petits pas, et tire des leçons des échecs, en allant toujours de l'avant. La réussite du projet d'irrigation de goutte à goutte l'a convaincu d'avoir enfin trouvé sa vocation d'agriculteur-entrepreneur et renforce sa conviction que tout reste possible, et qu'il peut jouer dans la cour des grands comme le montre son projet de monter un partenariat public-privé sur des terres domaniales ■

## Note

1. Un bien foncier qui ne peut être ni vendu ni offert, et dont l'usufruit finance les lieux de culte islamique.

## Références

- Bossenbroek, L., Van der Ploeg, JD., Zwartveen, M. (2015). Broken dreams? Youth experiences of agrarian change in Morocco's Saïs region. *Cahiers Agricultures 24*.
- Ftouhi, H., Kadiri, Z., Abdellaoui, EH., Bossenbroek, L. (2015). Partir et revenir au village Mobilité non permanente des jeunes ruraux dans la région du Saïs (Maroc). *Cahiers Agricultures 24*.
- Gambino, M. (2011). Pratiques de jeunes et participation à la vie locale : regards croisés France Irlande.
- Garneau, S. (2003). La mobilité géographique des jeunes au Québec : la signification du territoire. *Recherches Sociographiques 44*, 93.
- Kadiri, Z., Tozy, M., Mahdi M. (2015). Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc. *Cahiers Agriculture 24*.
- Pascon, P., et Bentahar, M. (1969). Ce que disent 298 jeunes ruraux. In : *Étude sociologique sur le Maroc*. Publication du bulletin économique et social au Maroc. pp 145-287.

# JEUNES TEXTILIENNES : EXPLOITATION OU ÉMANCIPATION ?

L'accès des jeunes filles au statut d'ouvrières est-il un vecteur d'autonomisation ou bien est-il, au contraire, un signe de relégation sociale et de dépendance ? L'analyse suivante porte sur une enquête menée en 2014 par questionnaires auprès de 350 ouvrières casablancaises du secteur textile.

Kamal Mellakh  
Sociologue, FLSH Mohammeda, Université Hassan II-Casablanca

L'industrie de textile au Maroc emploie majoritairement une main-d'œuvre féminine composée essentiellement de jeunes filles. Le taux de féminisation de l'emploi dans ce secteur s'élève à 75%. Notre enquête menée à Casablanca auprès de ces ouvrières révèle que 43,9% d'entre elles ont moins de 25 ans, que 62,1% sont célibataires et que 60,1% vivent avec leurs parents ou un proche<sup>1</sup>. Pourquoi donc ce secteur emploie-t-il essentiellement des ouvrières jeunes et célibataires ? L'accès de ces filles au statut de jeunes ouvrières est-il un vecteur d'autonomisation ou bien est-il, au contraire, un signe de dépendance ? Ces questions sont cruciales pour comprendre les enjeux liés à la féminisation de l'emploi et à la présence significative des jeunes filles dans plusieurs secteurs d'activités industrielles et de services, formels ou informels (textile, câblage automobile, restauration et hôtellerie...). Il semble bien qu'au Maroc, la féminisation et le rajeunissement des populations actives dans certains secteurs et segments d'activités, dans un contexte de crise d'emploi et de recul du travail féminin, est plus un indicateur de fragilité pour ces jeunes filles. Notre contribution se focalisera sur le cas des jeunes ouvrières du textile. L'analyse proposée prend appui sur les données d'une enquête menée



DR

*L'accès au travail se révèle juste un moyen pour négocier une liberté de mouvement.*

par questionnaires auprès de 350 de ces ouvrières casablancaises. Ce sont essentiellement les jeunes ouvrières de moins de 25 ans qui seront au centre de notre analyse. L'objectif est de donner un aperçu sur leur profil, les conditions de leur entrée dans le monde de la confection et les modalités d'exercice de leur activité, et d'éclairer les paradoxes inhérents à leur statut de jeunes ouvrières.

### **Profil des ouvrières casablancaises de textile : une forte présence des jeunes filles célibataires**

La plupart des ouvrières de textile vivent avec leurs parents et sont issues de milieux sociaux défavorisés. L'insuffisance de sources de revenus pour la famille les pousse à chercher un emploi qui leur permet de soutenir leurs parents, parfois même d'assurer à elles seules la survie du ménage. En effet, 71,2% des ouvrières de moins de 25 ans ont déclaré qu'elles contribuent à prendre en charge leurs familles, et 26,1% se trouvent dans une situation où elles sont les seules pourvoyeuses de revenus pour le ménage. Ces ouvrières ont également en commun une sortie précoce du système scolaire, et l'entrée prématurée et sans qualification dans la vie active. Elles ont quitté l'école soit au cours, soit juste après l'école primaire. En effet, 77,5% ont quitté les études avant la fin du premier cycle des études secondaires (le collège). Ces ouvrières sont en majorité jeunes et célibataires. Ces deux caractéristiques de la main-d'œuvre, prédominantes dans le secteur du textile, peuvent laisser supposer qu'il s'agit du profil le plus recherché par les employeurs à l'embauche. Les employeurs de ce secteur préfèrent recruter les jeunes filles célibataires pour des raisons d'efficacité économique. Elles sont perçues comme étant économiquement plus rentables pour les entreprises. Les employeurs de ce secteur qui travaillent souvent au rythme de la fluctuation des commandes ont besoin d'une main-d'œuvre féminine flexible, disponible et complètement dédiée au travail à l'usine. Pour cette raison, ils préfèrent recruter des jeunes filles célibataires plutôt que mariées, ces

dernières étant moins disponibles à cause de leurs charges domestiques et leurs obligations familiales. La forte présence des jeunes filles célibataires dans ce secteur découle également des inégalités basées sur le genre face au marché du travail. Les jeunes filles s'adonnent plus au travail dans l'industrie de textile parce que, d'une part, c'est ce secteur-là qui leur offre le plus d'opportunité d'emploi dans des conditions souvent difficiles et que, d'autres part, elles se trouvent désavantagées quand elles cherchent à accéder à des emplois plus valorisants ailleurs. La sur-représentativité des jeunes filles dans ce secteur serait ainsi plus un signe de précarisation. Elle montre que la dynamique économique et industrielle de ce secteur repose en grande partie sur l'exploitation de la force de travail des jeunes filles (Bourqia, 1999). Soumis à une forte concurrence internationale, le secteur de textile tend à surexploiter une main-d'œuvre féminine assez jeune et à compresser les salaires pour rester compétitif (Belghazi, 2000).

### **Fragilité de l'insertion des jeunes ouvrières dans le travail**

Le recrutement et les conditions d'embauche sont les premiers signes de la fragilité de l'insertion socio-économique de ces jeunes filles par le travail. L'écrasante majorité de ces jeunes ouvrières a été recrutée en se présentant à la porte, soit 85,6%. Le recrutement à la porte des usines permet aux employeurs d'avoir une large possibilité de manœuvre pour la durée d'embauche et d'opter pour une politique de bas salaire. En effet, les revenus salariaux des jeunes ouvrières sont faibles et irréguliers. 62,7% ont déclaré qu'il arrive souvent que leur salaire diminue à cause de la baisse des commandes, et 37,7% ont considéré que leur salaire ne correspond pas toujours aux nombres d'heures travaillées. Mais ces revenus, même faibles et irréguliers, sont vitaux pour la survie de la famille, ce qui explique en partie l'attachement de ces jeunes filles ouvrières à leur travail souvent exercé dans des conditions difficiles. D'ailleurs, 83,5% ont déclaré qu'elles ne possèdent pas une carte de travail. Les difficultés

rencontrées liées à la surcharge de travail ou aux horaires supplémentaires non payés, la courte durée de travail offert, la fatigue engendrée par les longs trajets à parcourir pour se rendre au travail sont autant de facteurs d'insatisfaction qui provoquent chez les jeunes ouvrières un rapport désenchanté au travail. Elles présentent systématiquement leur travail à l'usine comme étant « pénible » et « épuisant » mais « nécessaire » et « obligatoire » pour aider la famille en attendant un autre travail moins fatiguant et mieux rémunéré. 72,1% ont déclaré qu'elles éprouvent souvent la fatigue au travail, et 54,1% souffrent souvent de maux de tête. 74,8% rapportent qu'elles ont été au moins une fois victimes d'agression verbale dans leur travail (insultes, injures...), et 32,4% disent avoir été victimes de harcèlement sexuel. Ces conditions provoquent chez les jeunes ouvrières un rapport ambivalent au travail. Pour échapper à des conditions d'emploi précaires et peu valorisantes, les jeunes ouvrières affichent souvent un fort désir de se retirer du travail contraignant à l'usine pour se replier sur l'espace domestique. Mais elles sont en même temps attachées à leur travail et pas seulement par nécessité économique.

### Être jeune ouvrière : une liberté sous la contrainte

Malgré les différentes contraintes professionnelles, les jeunes ouvrières cherchent activement à se maintenir au travail. Ce qu'elles apprécient plus en se rendant à l'usine, c'est « sortir de la maison ». Le travail leur permet de « bouger et de se débrouiller dans la vie », disent-elles. Pour ces jeunes ouvrières célibataires, qui vivent en majorité avec leurs parents comme déjà souligné, le travail leur donne les moyens pour que leur sortie de la maison soit plus légitime que clandestine. L'accès au travail se révèle ainsi un moyen pour négocier une liberté de mouvement. Il arrive souvent que ces jeunes ouvrières simulent à leurs parents qu'elles se rendent à l'usine même en cas d'arrêt momentané du travail à cause de l'absence des commandes. Elles peuvent ainsi s'absenter toute la journée de la maison

sans obstacles. Ce phénomène est assez révélateur de la valeur émancipatrice du travail pour ces jeunes filles ouvrières. Elles doivent pourtant faire face à des injonctions contradictoires. En accédant au travail rémunéré, elles entrent dans l'âge adulte (Galland, 2011). Mais elles demeurent, compte tenu de leur situation de jeunes filles célibataires vivant avec les parents ou un proche, sous l'autorité familiale. L'accès au travail leur permet de se soustraire au contrôle direct de la famille et d'accéder un peu à l'autonomie. Mais, elles demeurent dépendantes du monde des adultes.

Les jeunes filles ouvrières vivent ainsi dans des situations contradictoires où se conjuguent autonomie et dépendance. L'entrée précoce sur le marché du travail n'exclut pas l'obligation de rester dans une situation de subordination à la famille. Mais, ces jeunes filles parviennent tant bien que mal à saisir toutes les opportunités d'autonomie offertes par le travail à l'usine et à s'adapter aux contraintes qui conditionnent leur statut de jeunes travailleuses. Au Maroc, l'accès des jeunes filles au travail constitue une condition nécessaire, mais paradoxalement insuffisante, à leur émancipation. ■

### Note

1. Notre enquête s'est déroulée en 2014 auprès d'un échantillon aléatoire constitué de 350 ouvrières de textile dans les zones industrielles de Ain Sbaa, Hay Mohammedi et Sidi Moumen à Casablanca. Le questionnaire a été notre outil principal de recueil des données. Sa passation a été assurée par les étudiants du Département de sociologie de la Faculté des lettres et sciences humaines de Mohammedia dans le cadre du module « Enquêtes et méthodes quantitatives en sociologie ».

### Bibliographies

- Belghazi, S. (2000). Structures de la filière textile habillement au Maroc. *Cahiers du Haut Commissariat au Plan*, n°4.
- Bouasria, L. (2013). *Les ouvrières marocaines en mouvement. Qui paye ? Qui fait le ménage? et qui décide ?* Paris : Éditions L'harmattan.
- Bourqia, R. (1999). *Genre et emploi dans l'industrie marocaine de textile*. Genève : Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement (UNRID).
- Gillot, G. (2014, avril). Espace public et ouvrières marocaines de textile : accès sous contrainte ? *Economia*, n°20.
- Olivier, G. (2011). *Sociologie de la jeunesse*. Paris : Armand Colin, 5ème édition.

# QUÊTE IDENTITAIRE DES JEUNES ET AVENIR DU MONDE RURAL

En quête de nouvelles identités, les jeunes reconfigurent « le rural » en un territoire fluide, où les identités et les espaces ne sont pas exclusifs et peuvent être combinés ; l'urbain fusionne avec le rural et l'identité de *fellah* avec celle d'entrepreneur. Ils aspirent à rester à la campagne et à s'y investir. Toutefois, dans un contexte où l'identité de *fellah* et surtout masculine, les jeunes femmes arrivent difficilement à développer de nouvelles identités qui ne sont pas systématiquement agricoles.

Lisa Bossenbroek  
Sociologue, CRESC - EGE Rabat, associée au Cesem-HEM

Zakaria Kadiri  
Sociologue, Université Hassan II - CRESC - EGE Rabat

« **J**e peux avoir votre compte facebook ? ». Un jeune homme d'une vingtaine d'années avec une clé 3G attachée à un câble qui pend de la fenêtre pour avoir une meilleure connexion, aime, comme beaucoup de jeunes ruraux, se connecter le soir pour discuter avec des amis ou pour faire de nouvelles connaissances. Aujourd'hui, la société rurale du Saïss au Maroc est en forte mutation et grâce à l'internet, à des programmes télévisés diffusant des séries égyptiennes, indiennes, ou encore turques, grâce au téléphone et à quelques nouvelles infrastructures de transport, les douars sont intégrés dans un univers plus étendu et mondialisé. En parallèle, l'agriculture a connu, depuis les années 1980, une accélération des



Les jeunes ne se voient pas pratiquer l'agriculture de la même façon que leurs parents.

dynamiques agraires, se manifestant entre autres par une intensification de l'accès aux eaux souterraines, par des changements dans les systèmes de production, par une augmentation de nouveaux projets agricoles « modernes » à haute valeur ajoutée, une utilisation de nouvelles technologies et une intégration aux nouveaux marchés dans un contexte de politique plus libérale. Les jeunes sont interpellés par ces changements et cherchent à développer de nouvelles activités et à se forger de nouvelles identités (Bossenbroek et al. 2015, Kadiri et al. 2015). Dans cet article, nous illustrerons comment cette quête identitaire contribue aux mutations rurales.

### **Dynamiques agraires et nouvelles possibilités d'identifications**

Les différentes dynamiques agraires et l'installation de grands projets agricoles « modernes » dans la région offrent aux jeunes hommes la possibilité de travailler en dehors de l'exploitation agricole parentale, d'accroître leur expérience professionnelle et de gagner de l'argent. Ces acquis sont importants pour le développement de leur propre projet agricole. L'exemple de Driss<sup>1</sup> illustre bien comment à travers ses expériences il obtient non seulement un nouveau savoir-faire, mais se familiarise aussi avec de nouvelles pratiques agricoles, de nouvelles technologies et cultures. Tout en suivant une formation professionnelle agricole, il entreprend différents stages dans des grandes fermes de la région. Fort de ses nouveaux acquis, il rentre chaque week-end et participe aux activités de la ferme familiale, qui s'étend sur 45 hectares. L'exploitation est caractérisée par une combinaison d'élevage et de production de céréales, en pluvial, de pommes de terres et d'oignons. La terre appartient à son grand-père. Celui-ci gère l'exploitation avec ses quatre fils, dont le père de Driss. Toutefois, Driss ne se voit pas pratiquer l'agriculture de la même façon que son grand-père. Tout en suivant des stages, il a développé le désir de s'engager dans une nouvelle forme d'agriculture,

plus « moderne », ne souhaitant pas reproduire les mêmes identités paysannes que les anciennes générations, qui « travaillaient dur sous le soleil brûlant, de l'aube au coucher du soleil ». Driss se voit plutôt comme un agriculteur propre, à l'image d'un entrepreneur qui maîtrise les technologies les plus récentes, produit des cultures « modernes », connaît le marché et dirige les ouvriers.

### **Entre fellah et rajal aâmal**

Alors que les aînés détiennent les ressources de production (la terre et l'eau), grâce à de nouvelles opportunités (études, stages professionnels, réseaux professionnels, etc.) Driss mobilise différents moyens pour négocier et convaincre son père et, par la suite, ses oncles et grand-père de son projet. Il réussit à développer un business plan et fait appel à ses réseaux professionnels pour obtenir différents matériaux (les plants d'oliviers et gaines de goutte à goutte). Ainsi, il peut développer les composantes techniques de son projet et réaliser, avec l'appui financier de son père, sa pépinière, avec 200 000 boutures d'oliviers et 50 000 boutures d'autres arbres fruitiers, qui s'étendent sur quelques hectares de l'exploitation familiale.

**Driss rêve de se marier avec « “Farissat al ahlam”, quelqu'un qui s'associerait avec moi dans mon projet, avec qui je construirais mon succès professionnel et qui me pousserait à aller plus loin »**

Après quelques années, Driss s'associe à un ami qui a longuement travaillé

dans les serres de la région du Souss et lance la plantation de salades et d'autres légumes sous serre. La salade est une nouvelle culture dans la région qu'ils comptent vendre à de grands hôtels dans la ville d'Ifrane, et livrer à domicile à de grandes villas de Meknès. Mais, le projet salade ne dure pas, Driss rencontre des problèmes de commercialisation et met ce projet en attente. Entre temps, il décide de se lancer avec son cousin dans la fabrication des poteaux pour clôturer les fermes. « *Ce projet est un projet de niche* », explique Driss. De nouveaux entrepreneurs, venant de la ville, s'installent dans la région et optent plutôt pour la plantation d'arbres fruitiers et raisins de table et commencent par clôturer les terres. Les poteaux sont aussi utilisés dans les plantations de raisins de table.

En retrouvant Driss sur son projet, ses deux téléphones n'arrêtent pas de sonner, il gère ses différentes activités, reflétant ainsi la pluriactivité de la jeunesse rurale aujourd'hui. Driss discute avec ses clients, contrôle la marchandise et la livraison, suit le projet de poteaux, et se rend à la pépinière qui se situe à 25 kilomètres de la maison familiale, vérifie le système de goutte à goutte, supervise de temps en temps les ouvriers et discute avec les *cabrans* - les chefs ouvriers - pour voir ce qu'il reste à faire. Parfois, ayant terminé son travail, il part en ville pour prendre un café avec ses amis, vêtu d'une veste sport en cuir.

En marge de l'exploitation familiale, Driss, en s'appuyant sur les expériences polyvalentes de ses amis et en forgeant des alliances avec eux, et riche de ses expériences précédentes, développe une nouvelle identité d'agriculteur. Driss se voit quelque part entre *fellah* et *rajajl aâmal*. Pas le même fellah que son arrière-grand-père, son grand-père ou père mais il parle de l'agriculture comme eux : « *C'est elle qui nous fait travailler* ». Il se voit aussi comme *rajajl aâmal*, un businessman avec de nouvelles idées, une bonne connaissance du marché et à la hauteur des technologies les plus avancées. Pour Driss, l'agriculture et le rural changent et ne sont plus les

mêmes qu'avant : « *Il y a beaucoup de changements, la mécanisation et de nouveaux matériaux et techniques* ». Le rural, pour lui, est presque comme la ville : « *On a l'eau, l'électricité, les routes, la technologie* ». À travers sa propre mobilité en ayant un pied en ville et l'autre dans la campagne, grâce aussi à son esprit d'entrepreneur, Driss contribue aux transformations rurales. Il reconfigure « le rural » en un territoire fluide, où les identités et les espaces ne sont pas exclusifs et peuvent être combinés ; l'urbain fusionne avec le rural et l'identité de *fellah* avec celle d'entrepreneur.

### La femme idéale ? « *Farissat al ahlam* », mon associée

Les transformations qui marquent la société rurale sont aussi accompagnées de nouvelles idées sur le mariage et « l'épouse idéale ». Aujourd'hui, Driss a divorcé après six mois de mariage avec une jeune femme de la région : « *Après notre voyage de noces, nous sommes revenus dans le douar et je devais reprendre le travail. Mais, elle ne me poussait pas dans le travail. Elle préférerait rester à la maison. Une fois, nous sommes partis sur l'exploitation et je l'ai mise sur un tracteur, mais elle n'a pas du tout aimé. J'avais beaucoup de projets pour elle en tête, comme un projet laitier ou un projet d'élevage de lapins* ». Driss rêve de se marier avec « *"Farissat al ahlam", quelqu'un qui s'associerait avec moi dans mon projet, avec qui je construirais mon succès professionnel et qui me pousserait à aller plus loin* ».

La volonté de Driss d'associer sa femme au projet agricole reflète bien la quête des jeunes hommes ruraux vers de nouvelles aspirations et identités. Toutefois, les désirs et perceptions des jeunes femmes rurales changent aussi. D'ailleurs, on constate que les jeunes femmes aimeraient aussi lancer leurs propres projets mais pas systématiquement autour de l'activité agricole. En effet, dans un domaine agricole, perçu comme une activité masculine, la contribution des femmes



DR

*Les jeunes femmes rurales aimeraient combiner l'identité d'épouse avec une autonomie financière ou une activité plus valorisante que le travail agricole.*

dans l'exploitation agricole est peu valorisée et elles préfèrent étendre et professionnaliser leurs activités domestiques. Elles aimeraient par exemple lancer une pâtisserie, une entreprise laitière, ou un atelier de couture. Certaines parmi elles aspirent à lancer une association pour les cours d'alphabétisation et aimeraient par exemple combiner cette activité avec celle d'une crèche. *« Cela permettrait à de jeunes mères de continuer à apprendre et une crèche faciliterait leur participation et leur engagement »*, explique par exemple une jeune femme non mariée de 30 ans.

Les aspirations des jeunes femmes sont aussi accompagnées de l'envie de se distinguer des identités féminines plus « traditionnelles », celles de la mère et de l'épouse. Alors que beaucoup de jeunes femmes aspirent au mariage, elles aimeraient combiner l'identité d'épouse ou de mère avec une autonomie financière ou avec une activité productive plus valorisante que le travail agricole. Toutefois, les nouveaux modèles d'identités féminines sont rares et les projets féminins dans la plaine du

Saïss sont souvent limités à des cours d'alphabétisation et d'études coraniques. Alors que beaucoup de jeunes femmes souhaitent rester dans le rural, le manque d'occasions et de possibilités pour se développer ou pour se professionnaliser, conduisent certaines d'entre elles à rêver de quitter la campagne pour aller en ville. L'apparition de cette tendance est inquiétante car elle met en danger la reproduction sociale, culturelle et économique d'une forme d'agriculture familiale caractérisée par une mixité de cultures qui semble plus viable que les nouveaux projets agricoles de monoculture et forts consommateurs en eau, qui sont actuellement mis en place ■

### Note

1. Pour préserver l'anonymat des personnes que nous avons interviewées, nous utilisons des prénoms fictifs.

### Références

- Bossenbroek L, van der Ploeg JD, Zwarteveen M, (2015). Broken dreams? Youth experiences of agrarian change in Morocco's Saïs region. *Cahiers Agricultures* 24.
- Kadiri, Z., Tozy, M., Mahdi M. (2015). Jeunes fellahs en quête de leadership au Maroc. *Cahiers Agricultures* 24.

# FOCUS SUR L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES AU MAROC

L'intention entrepreneuriale chez les jeunes marocains est, en général, élevée ; mais, sur le terrain, les facteurs de blocage sont nombreux. Les structures de soutien à l'entrepreneuriat sont peu coordonnées au niveau national. Les jeunes entrepreneurs se sentent différents du reste de la jeunesse de leur pays, tout en étant des membres à part entière de la jeunesse mondiale. Paradoxal ?

Hammad Sqalli  
Enseignant-chercheur, Cesem-HEM

Caroline Minialai  
Chercheure associée au Cesem-HEM

## Ê

tre un entrepreneur, dans la vision schumpetérienne, c'est être capable de prendre des risques dans un environnement incertain. Au Maroc, la transition

vers l'âge adulte s'effectue de manière incertaine et précaire<sup>1</sup>, mais les jeunes entrepreneurs observés dans le cadre du projet SAHWA<sup>2</sup> contredisent cette tendance en accentuant encore plus la prise de risque et le degré d'incertitude. Quelles sont les caractéristiques de ces jeunes entrepreneurs et dans quels contextes économiques, sociaux et culturels évoluent-ils ? Telles sont les questions centrales auxquelles notre étude a tenté de répondre. Ce papier reprend notamment les principaux éléments d'analyse et résultats y afférents.



DR

*74% des étudiants du cycle supérieur ont une idée de création d'entreprise.*

Deux focus group organisés, l'un avec divers jeunes entrepreneurs, l'autre avec des acteurs institutionnels ; deux entrepreneurs que l'on a suivis régulièrement pendant deux mois ; une immersion dans l'enseignement de l'entrepreneuriat en université ; des observations d'un jeune groupe de leaders marocains qui incluait des jeunes porteurs de projets sur une année, nous ont permis d'extraire l'ADN de ces jeunes, leurs visions, leurs peurs ou leurs attentes. Les populations sondées nous ont également permis de mettre en lumière le contenu et la nature de la chaîne de valeur entrepreneuriale au Maroc pour les jeunes évoluant dans un contexte difficile malgré une amélioration du climat des affaires.

### Contexte entrepreneurial au Maroc

Lancer une activité business au Maroc comprend en moyenne quatre étapes, dure dix jours, coûte 9,1% du revenu par habitant et n'exige aucun capital minimum à verser. Ces indicateurs demeurent plus encourageants en moyenne que dans les autres pays de la région, où dix-neuf jours sont nécessaires pour le lancement d'une activité commerciale avec un coût de 26% du revenu par habitant. En revanche, le Maroc est classé 109<sup>e</sup> lorsqu'il s'agit de l'obtention d'un crédit de financement.

L'entrepreneuriat constitue le pivot des dynamiques sociales d'un pays (Fayolle, 2012). Cependant, le développement entrepreneurial demeure relativement faible dans le pays, et ce, malgré plusieurs initiatives nationales (Binkkour, 2012). Une des rares études portées sur l'intention entrepreneuriale au Maroc montre que 74% des étudiants du cycle supérieur ont une idée de création d'entreprise, et 35% d'entre eux considèrent l'entrepreneuriat comme potentiellement un revenu stable. Une étude menée par Fondapol en 2011 a souligné le fait que les jeunes marocains (16-29 ans) espèrent d'ici quinze ans créer leur propre entreprise. Nous pouvons déduire à travers ces

éléments que l'intention entrepreneuriale au Maroc est élevée, surtout si elle est supportée par un environnement favorable (université, famille, amis...) (Koubba & Sahibeddini, 2012). En dépit d'une orientation et d'une intention entrepreneuriale suffisamment élevées, les démarrages d'entreprise restent faibles et concentrés pour la plupart chez les jeunes ayant un niveau d'éducation élevé. Deux raisons principales expliquent cet état de fait : la difficulté d'accès au financement et la localisation des structures accompagnatrices trop centralisée sur l'axe Rabat-Casablanca. À ces faits s'ajoute l'importance du secteur informel dans l'économie marocaine, préjudiciable au développement de l'entrepreneuriat formel. Cependant, les efforts de structuration de l'entrepreneuriat marocain, même s'ils demeurent disparates, pourraient trouver dans la création du statut d'auto-entrepreneur et la recrudescence du e-business<sup>3</sup> des leviers non négligeables.

### Acteurs institutionnels et entrepreneurs

Si certains axes de structuration augurent des améliorations possibles quant au développement de l'entrepreneuriat au Maroc marqué par une intention entrepreneuriale plutôt élevée, notre étude ethnographique permet de toucher du doigt certaines réalités utiles à la compréhension du phénomène dans sa globalité. En ce sens, le choix a été porté sur l'étude des actions, des moyens et des objectifs des cibles « structure accompagnatrice » et « jeunes entrepreneurs ».

**Pour la plupart des jeunes sondés, le désir de s'affranchir de l'autorité est élevé mais suppose beaucoup de négociations**



*L'orientation entrepreneuriale est favorisée par des microenvironnements.*

Les ONG dont la mission est de développer l'entrepreneuriat, ses compétences et le mentorat, les fondations affiliées aux banques, les plateformes de financement participatif (*crowdfunding*) partagent la même mission fondamentale, à savoir inspirer les jeunes à devenir entrepreneur. Ces acteurs axent en premier leurs efforts sur l'inspiration avant même d'apporter des conseils pratiques et managériaux, tout en pointant les dérives du système scolaire, inapte à créer des conditions favorables à l'éclosion de futurs entrepreneurs. Les jeunes interrogés rejoignent ces derniers en mettant l'accent sur une culture « fonctionnaire » effaçant d'emblée les compétences, la posture et l'esprit nécessaires à adopter pour l'orientation entrepreneuriale. La transmission des valeurs entrepreneuriales et la formation spécifique à ce type d'activités ressort en effet de notre étude comme un point focal s'insérant dans un problème systémique découlant par ailleurs des environnements économiques, sociaux, culturels et familiaux handicapants. Somme toute, tant au niveau des acteurs accompagnateurs que des jeunes entrepreneurs, il est reconnu que l'intention et l'orientation entrepreneuriale est favorisée par des micro-environnements (amis, existence de structures accompagnatrices type ONG dans le cycle supérieur), ou que des jeunes entrepreneurs lancent de

nouvelles activités alors qu'ils ne sont pas issus d'une famille d'entrepreneurs. Nous sommes en prise avec un « patchwork entrepreneurial » difficile à cerner, mais qui dénote d'une difficulté d'arrimage des jeunes porteurs d'idée, brimés par une incertitude grandissante, et des lacunes au niveau des compétences managériales (business plans, marketing, communication, finance, savoir-faire technologique, etc.).

Le volontarisme émerge comme une composante essentielle de notre étude, tant au niveau des structures entrepreneuriales qui s'efforcent de connecter les entrepreneurs entre eux ou aux réseaux, que des jeunes entrepreneurs qui développent beaucoup de patience dans l'affranchissement des contraintes institutionnelles ou de la vie quotidienne et privée. Ces derniers sont plus animés par un grand besoin d'indépendance et de réalisation, deux finalités qui exercent un effet d'entraînement auprès d'autres jeunes désirant emprunter la voie entrepreneuriale. Ce qui nous amène à cette dimension particulière de l'entrepreneuriat au Maroc qui ressort de notre étude, celle de l'aspect collectiviste de cette population. En effet, le jeune entrepreneur en général n'entreprend pas seul : il a un besoin d'assistance, de coaching, de mentorat de la part des acteurs institutionnels, d'amis, d'associés ou de la famille. La famille joue ici

un rôle prépondérant dans l'évolution de la trajectoire entrepreneuriale du jeune marocain. Pour la plupart des jeunes sondés, le désir de s'affranchir de l'autorité est élevé mais suppose beaucoup de négociations, voire de tensions. Se surpasser, réaliser ses projets, ne pas échouer, se délester de l'autorité parentale<sup>4</sup> ou de celle du patron, tels sont les leitmotivs des jeunes entrepreneurs.

## Jeunes entrepreneurs et le reste de la jeunesse marocaine

À travers leurs expériences, visions et filtres de perception, les jeunes entrepreneurs interrogés nous renseignent sur le découplage qui existe entre eux et le reste de la jeunesse marocaine. Ils se sentent à ce propos différents du reste de leurs congénères, état corroboré par les structures accompagnatrices qui confirment ces dissensions. « *Nous n'avons pas les mêmes activités que les personnes de notre âge : nous ne sortons pas, nous ne restons pas tard à ne rien faire, et nous ne pensons pas à nos prochaines vacances.* »

La sociologie de ces jeunes entrepreneurs issus de différents milieux est bien particulière en effet. Ils s'accordent sur leurs visions et ambitions. « *J'essaie de convaincre mes collègues à l'université qu'ils devraient sortir de leur zone de confort.* » « *J'ai compris que je pouvais être un initiateur du changement.* »

Ils ressentent expressément l'envie de changer leur pays par leurs actions entrepreneuriales, d'inspirer à leur tour de nouvelles générations à accomplir de grandes choses. Sauter la barrière du conformisme devient un gage de réussite malgré les contraintes. Cela n'empêche pas, bien entendu, qu'ils écoutent la même musique ou partagent les mêmes vidéos que le reste de la jeunesse, mais ils se reconnaissent entre eux sur bien des points et se sentent appartenir à un groupe partageant les mêmes valeurs qui dépasse les frontières de la jeunesse marocaine.

La peur de l'échec, les barrières familiales, les freins psychologiques, le manque de formation entrepreneuriale dès le plus jeune âge, et le manque de coordination entre les différents acteurs institutionnels restent les principaux handicaps au développement personnel dans la réalisation du jeune entrepreneur. Cependant, il a été noté que le volontarisme et l'enthousiasme des personnes interrogées, malgré le haut degré d'incertitude, rééquilibre quelque peu les enjeux de l'entrepreneuriat des jeunes vers une dynamique plus prometteuse ■

## Notes

1. Étude préalable interne menée par Caroline Minialai et Leila Bouasria sur le contexte marocain des jeunes entrepreneurs.
2. SAHWA est un projet de recherche sur les jeunes arabes et méditerranéens. Il est partiellement financé par l'Union européenne et regroupe 15 laboratoires de recherche, dont le Cesem, centre de recherche de HEM, du Maroc. SAHWA s'inscrit, au Cesem, dans le cadre de ses cellules de recherche dédiées à « Entreprise, entrepreneuriat et innovation » et à « Classes moyennes et mobilité sociale », (voir <http://economia.ma/content/sahwa>).
3. Le manque d'études et de données à ce sujet constitue un frein pour une analyse précise du phénomène. Cependant, nos observations sur le terrain nous amènent à émettre l'hypothèse selon laquelle le développement de nouvelles activités sur Internet est globalement du ressort des jeunes ayant un niveau d'éducation élevé.
4. Surtout pour les femmes entrepreneurs.

## Références

- Binkour, M. (2012). La promotion de l'entrepreneuriat au Maroc : rôle de l'État et perception des entrepreneurs. *Proceedings of the Colloquium Business and Entrepreneurship in Africa*, 17-19 mai 2012, Université Laval.
- Fayolle, A. (2012). *Entrepreneuriat. Apprendre à apprendre*. Deuxième édition Paris : Dunod.
- FONDAPOL (2011). *2011 World Youths*, [www.fondapol.org](http://www.fondapol.org)
- Koubaa, S. & Sahib Eddine, A. (2012). L'intention entrepreneuriale des étudiants au Maroc : une analyse PLS de la méthode des équations structurelles. *Actes du 11<sup>ème</sup>*. Brest : CIFEPME.
- Martin, I. et Bardak, U. (2013). Union pour la Méditerranée, étude régionale de l'employabilité le défi de l'emploi des jeunes dans la Méditerranée. *Fondation européenne pour la formation*.

# JEUNES ACTIFS AU SOUK CULTUREL DE BAB EL HAD

Les jeunes qui animent le marché des biens culturels de Bab el Had ont adopté un domaine particulier de l'économie informelle au Maroc. Ils sont le plus souvent l'illustration de l'échec du système éducatif à assurer son rôle dans l'intégration sociale et l'expression des moyens de substitution que la société a développés pour faire face à cet échec.

Driss Ksikes

Écrivain-chercheur, Cesem-HEM

**L**orsque mon amie, Fatéma Mernissi, qui habitait le quartier Agdal à Rabat, voulait en savoir plus sur les jeunes, elle affectionnait traverser le fleuve du Bouregreg pour aller à leur rencontre à Salé, dans le marché à ciel ouvert du quartier pauvre de Hay Karima. Il m'est arrivé de l'accompagner pour voir comment elle posait simplement, subtilement, des questions d'apparence naïves aux vendeurs ambulants. *Où est-ce que vous vivez ? Que vendez-vous ? Les types en uniforme vous gênent-ils ? Arrivez-vous à vous en sortir avec ça ?*

Comparée à celle de Hay Karima, la jouteya de Bab El Had, située à proximité du centre-ville de Rabat, paraît comme un marché informel majeur et plus structuré. C'est le lieu où convergent toutes les classes sociales, des diplomates et fonctionnaires de haut rang aux vendeurs ambulants. C'est aussi le plus grand marché, après celui de Derb Ghallef à Casablanca, où circulent les biens culturels. Toutes ces raisons, ajoutées à mon habitude de m'y rendre quasiment un dimanche sur quatre, m'ont convaincu d'en faire un terrain d'observation privilégié. Je cherche depuis à relever comment s'y comportent les jeunes, qu'ils soient vendeurs ou consommateurs, mais aussi ce qui s'y passe, par-delà les transactions commerciales, eu égard aux tendances et nouveautés culturelles mondiales qui s'y échangent.

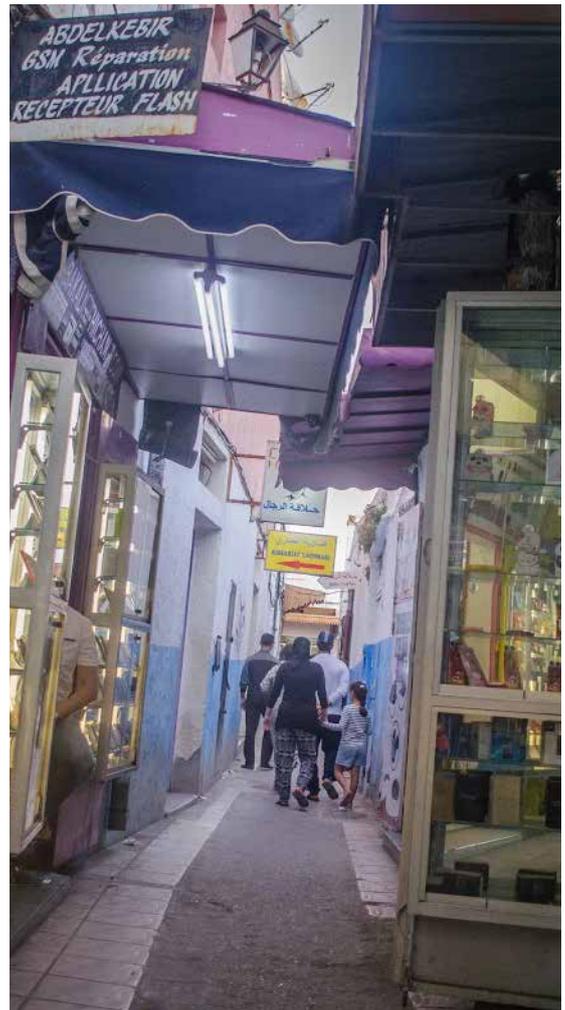


Photo soufyane Fares

*S'auto-former dans des domaines techniques de pointe, uniquement disponibles sur le terrain de l'informel, peut valoir bien plus qu'un diplôme !*

## L'économie informelle

Si ce papier focalise sur le marché de Bab El Had, c'est en tant que métonymie du secteur informel dans sa globalité, qui est loin d'être homogène. Jetons un coup d'œil sur quelques chiffres globaux. Ainsi, les activités informelles évaluées par le Haut-Commissariat au Plan (HCP) rapporteraient 14,3% du PIB, tout en contribuant à hauteur de 37,4% à l'emploi non agricole<sup>1</sup>. Si l'on considère le taux de chômage des jeunes diplômés qui atteint les 19%, nous en déduisons que le nombre de jeunes employés par l'informel est très élevé. S'il est impossible de calculer à l'unité près le taux, sans même y inclure les activités illégales ou criminelles (dealers, contrebandiers, etc.), cela nous renseigne sur le rôle que joue ce secteur comme amortisseur qui maintient en l'état une stabilité sociale précaire.

Mais alors qu'est-ce qui encourage les jeunes à investir et/ou travailler dans l'informel ? Le théoricien Fernando De Soto assure, dans le cas du Maroc, que c'est le manque de capital, et donc le faible accès aux crédits bancaires qui justifie le recours à l'informel. De son côté, l'économiste Mohamed Jellal rajoute une explication culturelle. Certains peuvent dire, argue-t-il : « *J'ai un talent mais je ne fais pas confiance au modèle de management qui prévaut dans les organisations marocaines.* » Cette tendance, vérifiée sur le terrain, se renforce encore plus, par la propension des patrons de l'informel à employer des membres de leur famille, pour une question de confiance, justement.

En plus de ces interprétations et considérant les 40 000 unités informelles créées chaque année, trois tendances se dégagent à partir des recherches antérieures menées par les équipes du Cesem, à Derb Ghallef en 2008<sup>2</sup> et Bab El Had même en 2012<sup>3</sup>. La première est que l'informel n'est pas synonyme d'anormal, parce que même des entreprises et administrations dites formelles, dans les normes, pratiquent des transactions et adoptent des comportements de type informel. Du coup, ce qui différencie le formel de l'informel ne se résume pas à des

considérations légales ou morales mais englobe des opportunités économiques et des contraintes sociales. La seconde leçon nous dit que l'économie informelle n'est pas à représenter en noir et blanc. C'est une zone grise où cohabitent des aspects formels (taxes communales, locations immobilières, etc.) et d'autres informels (y compris les pots-de-vin aux *mokhaznis*) (agents publics de sécurité). Enfin, le marché de l'informel englobe un spectre assez large d'acteurs, de revenus et de capitaux, allant d'activités de survie de *ferracha* (vendeurs qui squattent la voie publique) aux investisseurs qui tiennent plusieurs unités en dur.

La socio-économiste Rajaa Mejjati nuance quelque peu la signification de ces chiffres. Pour elle, « *si 70% des personnes actives dans l'informel sont dans l'auto-emploi, cela veut dire que la majorité d'entre eux travaillent dans la rue. Ceux qui travaillent dans des magasins ou des points fixes sont une minorité.* »<sup>4</sup>

## La jeune population active de Bab El Had

À Bab El Had, les jeunes vendeurs exposant leurs marchandises par terre ne sont qu'une minorité. Le coût d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat, dans ce marché, est assez élevé. Et la population des vendeurs et employés est sociologiquement hétérogène. Exclusivement de sexe masculin, leur âge varie selon la nature des activités (antiquités, habillement, paraboles et autres accessoires de chaînes satellitaires, jeux vidéo, logiciels, DVD, etc.) entre 20 et 70 ans.

Côtés revenus, explique un des participants à notre focus group, « *nous sous-estimons parfois les montants gagnés au sein de ces marchés. Même si la majorité touche à peine de quoi vivre, quelques personnes très talentueuses ou ayant une expertise assez rare peuvent recevoir des émoluments assez élevés.* ». Ainsi Ahmed, 29 ans, qui tient une petite boutique d'à peine 2m2 où il emploie un assistant et paie sa taxe communale et son loyer, parvient en vendant de nouveaux CD, en faisant des mixages à la demande

et en animant des parties, à gagner une moyenne de 18 000 dhs par mois. La vente de films en DVD, aux côtés de logiciels et jeux vidéo piratés, constitue l'une des activités les plus florissantes du marché.

Loin d'être uniquement un espace commercial, Bab El Had est également un espace de vie et d'échange. Salim, 21 ans, vendeur assistant, ayant déjà accumulé cinq années d'expérience, après avoir émigré du village de Biougra (Souss), trouve que le fait d'y travailler lui a permis, par ailleurs, de rencontrer des rappeurs et des techniciens qui lui ont appris comment utiliser le logiciel Photoshop.

Ainsi, être au cœur d'un marché de biens culturels semble être pour ce jeune un moyen d'accélérer son intégration et développer son savoir-faire. Comme l'explique l'économiste Saad Belghazi, dans notre workshop : « *Un jeune rappeur travaille dans une unité informelle à Fès, parce qu'à l'inverse d'une unité industrielle, il peut gagner plus que le SMIG et, en plus, avoir du temps pour pratiquer son activité artistique.* »

## De l'échec scolaire au marché de puce de l'innovation

Quand on écoute le récit de Salim, six ans après avoir quitté l'école, on est confronté, à quelques nuances près, à une trajectoire typique de tant de Marocains qui essaient de se frayer un chemin vers la dignité, à partir de positions sociales marginales.

« *J'ai quitté l'école parce que j'ai vu que cela ne mènerait nulle part. Et puis, ma mère, divorcée et abandonnée par ma semi-fratrie, ne pouvait se permettre d'attendre longtemps. J'ai d'abord travaillé à Agadir dans l'atelier de mon grand frère, tailleur. Je travaillais jusque très tard mais il ne me payait même pas mon dû. Quand j'ai décidé de venir à Rabat, j'ai pensé élire domicile chez mon oncle et travailler dans sa boutique de tailleur également. Mais cela a été frustrant pour moi, et non concluant surtout. J'ai rebroussé chemin à Agadir mais, voyant que je sortais avec une bande de jeunes tentés par le vol, ma mère m'a sermonné et incité à repartir pour sauver ma peau. Je n'avais plus le*

*choix. Depuis, une connaissance de la famille m'a introduit sur ce marché, et j'ai peiné pour me faire une place. C'est une jungle. Chacun a peur de perdre sa place. Aujourd'hui, je m'en sors mieux. Mais ça a été dur.* »

Au-delà du cas de Salim, très parlant en termes de rebondissements, les chiffres sur l'échec scolaire au Maroc sont effrayants. Faut-il pour autant établir une corrélation directe entre échec scolaire et recours à l'informel pour les jeunes ? Comme l'explique Raja Mejjati : « *De prime abord, cette dimension n'apparaît pas comme déterminante, aux côtés de celle de l'exode rural. Mais depuis plus de six ans, avec l'élargissement de l'informel à des secteurs nouveaux, la centralité dans cette économie de jeunes issus de l'abandon scolaire en milieu urbain est devenue patente.* »

Rationnellement, plusieurs jeunes estiment que s'auto-former dans des domaines techniques de pointe, uniquement disponibles sur le terrain de l'informel, peut valoir bien plus qu'un diplôme. Cela nous renseigne, en creux, sur l'indigence des programmes de formation existants et leur incapacité à tenir compte des mutations technologiques et sociales. Et cela montre aussi que Bab el Had peut potentiellement se transformer en « *innovation land* » (*la terre de l'innovation*), un peu comme en Inde, notait Fatéma Mernissi. Il est en tout cas clair, au vu des pratiques existantes, que Bab el Had est un lieu où de jeunes néo-travailleurs sont en connexion avec leurs pairs à Dakar, Tanger ou ailleurs, à la recherche de solutions optimales et conjoncturelles à des problèmes de piratage satellitaire ou de détournement de logiciel, qui constituent le cœur de la demande qui y afflue. Même s'il faut savoir raison garder, Raja Mejjati prévient que, sans formation, il serait trompeur de confondre « *le fait d'être ingénieur et d'avoir la maîtrise de l'ingénieur* » ■

1. Haut-Commissariat au Plan (2009). *Enquête nationale sur le secteur informel*.
2. Mejjati Alami, R. et Khalil, J. (2008). Derb Ghallef, le bazar de l'informel. *Economia*, n°2.
3. Peraldi, M. (2012). Ces informalités que cache l'informel. *Economia*.
4. Mejjati Alami, R. (2014). *Le secteur de l'informel au Maroc*. Éditions. Presses Économiques du Maroc.

# ENACTUS<sup>1</sup>, INSUFFLER LE GOÛT DE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL AUX ÉTUDIANTS

Dans quelle mesure les jeunes étudiants peuvent-ils devenir les acteurs d'un progrès sociétal en s'engageant dans l'action entrepreneuriale ? Enactus est une ONG qui milite pour un monde où les jeunes, particulièrement les étudiants, travaillent avec des leaders du monde académique et économique pour se forger une trajectoire entrepreneuriale avec un ancrage sociétal durable.

Manal El Abboubi

Professeur à l'Université Mohamed V, chercheure associée au Cesem-HEM et au EGID-l'Université de Liège

**E**t si une des stratégies pour (sur)vivre et pour se construire un avenir plus sûr pour les jeunes était l'entrepreneuriat social ?

Les jeunes universitaires

marocains, de disciplines différentes, ont été traditionnellement orientés vers le salariat public ou privé, quand bien même ceci s'avère limité, saturé, pas toujours prometteur et surtout de plus en plus difficile d'accès. Dès lors, plusieurs initiatives associatives innovantes trouvent un écho favorable auprès des étudiants, dans la mesure où elles décomposent les perceptions négatives du risque et de l'entrepreneuriat et ouvrent aux étudiants des horizons nouveaux, accessibles et rentables.

Enactus est une de ces initiatives dont les activités connaissent un grand afflux de participants étudiants. Lancé au Maroc en 2003, Enactus se fixe comme mission la favorisation du progrès social à travers l'action entrepreneuriale au profit des 18-25 ans dans les milieux post-baccalauréat et universitaires, et ce, à travers des



DR

*La mise en œuvre des solutions communautaires s'est avérée un excellent moteur pour favoriser l'innovation sociale.*

événements, des formations et des concours nationaux et internationaux afin de développer des projets à fort impact social adressant les principales problématiques sociales du pays en leurs trouvant des solutions entrepreneuriales et durables. L'enjeu principal est de leur insuffler le goût du risque et de l'entrepreneuriat, et de les outiller en savoirs et savoir-être en les faisant travailler en communauté. Entraînés par des universitaires et des hommes ou femmes d'affaires, les étudiants Enactus entreprennent et mettent en œuvre des projets communautaires au niveau local, en fonction de leurs disciplines de formation créant des emplois et de la richesse au niveau local et se transformant en entreprises sociales pour les plus porteurs d'entre eux. On y trouve des étudiants ingénieurs, gestionnaires, économistes et autres, issus d'établissements d'enseignement supérieur publics ou privés. Le challenge est de trouver les bons mécanismes pour orienter les étudiants dans le développement de leurs propres projets socioprofessionnels en commençant d'abord par leur donner le goût du risque et de l'entrepreneuriat social.

### Des étudiants en communauté

Un des leviers de développement d'Enactus est sa force à unir et à faire travailler les jeunes étudiants en communauté, avec des universitaires et des business leaders. Ce lien communautaire utilise une plate-forme d'échange, sous la forme de rencontres stimulantes, afin de donner une puissance à l'action entrepreneuriale. Cette mise en œuvre des solutions communautaires s'est avérée un excellent moteur pour favoriser l'innovation sociale et faire émerger des réponses espérées durables aux défis sociaux et environnementaux.

L'expérience Enactus est stimulante et a un double impact : d'une part, elle permet aux jeunes étudiants de gagner en confiance à travers le développement de leur leadership et de leurs compétences managériales et entrepreneuriales, pour devenir des leaders engagés et responsables ; d'autre part, elle développe

l'employabilité des jeunes, favorise leur inclusion sociale et leur autonomisation, et participe ainsi à la création d'emploi.

### De l'inspiration à la réalisation

L'action d'Enactus est articulée pratiquement autour de quatre grands axes. Cela commence avec des activités de sensibilisation et d'inspiration à travers l'organisation d'une série d'évènements dans tout le Maroc, aussi bien urbain que rural. L'objectif est de montrer les ouvertures socio-économiques que pourrait proposer l'entrepreneuriat social aux jeunes étudiants. Ensuite, Enactus organise des Hackathons et Boot Camps<sup>2</sup> thématiques tout au long de l'année pour ses membres afin de les aider à développer les compétences nécessaires pour la mise en place de leurs projets, allant de la détection du besoin de la communauté, jusqu'à la concrétisation effective du projet. Par ailleurs, les projets profitent d'un programme ciblé de mentoring, d'audit et de suivi sur terrain afin de garantir un bon fonctionnement et un large impact, dans l'optique de transformer les projets en entreprises et créer plus d'emplois et d'impact durable. Vient enfin la phase de la compétition dans laquelle Enactus crée un espace d'échange, d'émulation et de challenge à forte valeur ajoutée. Ces compétitions commencent d'abord par le niveau régional, national, puis international. Les équipes d'étudiants Enactus sont préparées, conseillées, coachées et suivies pendant un an afin de gagner la prestigieuse place de finaliste national et gagner ainsi le ticket de participation à la *World Cup Enactus*. Cette finale mondiale est le rendez-vous annuel international qui regroupe les équipes championnes nationales des 36 pays où Enactus est présente pour trois jours d'échange et de compétition. Cet événement réunit plus de 3000 étudiants et leaders du monde académique et professionnel qui tâchent de représenter leur pays en exposant les impacts de leurs projets sur la communauté.

Une des expériences stimulantes de cette *World Cup Enactus* est la participation d'une équipe de jeunes étudiants de

l'École Mohammadia des Ingénieurs (EMI) de Rabat à la finale mondiale qui s'est déroulée en octobre 2015 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Cette douzième édition de la *World Cup Enactus* a rassemblé plus de 3000 participants représentant l'élite de plus de 1700 universités et écoles d'enseignement supérieur à travers le monde, pour trois jours d'exposition, d'innovations et d'impacts. L'équipe des jeunes étudiants de l'EMI était accompagnée par des professeurs, coachs et business leaders pour les suivre et les conseiller en temps réel aux préparatifs de la compétition.

### Des projets concrets à fort impact sociétal

En 2014, une équipe d'étudiants ingénieurs a développé le Projet « Access Water » qui vise à instaurer une entreprise sociale dont l'activité est la fabrication et la commercialisation de produits pour filtrer l'eau et la purifier, et ce, au profit des populations rurales marocaines démunies et n'ayant pas accès à l'eau potable. Le projet est implanté à Tighza dans la région de Khenifra et Thnin El Gharbia dans la province de Sidi Bennour. Ce projet se devait d'être commercialement rentable et socialement accessible aux populations ciblées. Il a été le champion de la compétition nationale et classé au deuxième rang dans le monde entier lors de la 2014 *World Cup Enactus*, en Chine.

L'année 2015 a été, à son tour, couronnée par une participation remarquable d'étudiants d'Enactus Maroc aux finales mondiales à Johannesburg, en Afrique du Sud, et ce, avec un projet intitulé « Breathe » mis en œuvre à Sidi Yahya El Gharb, et qui propose deux solutions : « Boron », une unité de transformation des déchets en briquettes écologiques destinées à la production d'énergies propres ; et « Kanoun », un fourneau à isolation thermique et aération optimale pour une combustion complète.

### L'entrepreneuriat social des jeunes : un renouveau ?

Pourquoi donc notre jeunesse resterait-elle menacée par le chômage et les emplois

précaires ou temporaires ? Est-ce que le modèle du salariat public ou privé est encore celui à espérer ou à réclamer ? Quels scénarios innovants sont à explorer par nos jeunes pour se forger un avenir qui sera le leur ?

Autant d'interrogations qui remettent en question les modèles classiques d'employabilité et d'intégration des jeunes dans la vie économique et sociale. Le modèle de l'entrepreneuriat social serait une de ces pistes dont un avenir prometteur se dessine. Il n'est pas à confondre avec un activisme social ou environnemental dénudé de profit économique, c'est bien le contraire. Il s'agit d'une manière de placer le progrès, la croissance et l'efficacité économique au cœur des préoccupations sociales et sociétales, voire de l'intérêt général, et d'en faire un moyen et non une fin.

Ce modèle prend tout son sens dans les pays en développement comme le Maroc, dans lesquels la crise économique et la montée du chômage menacent l'avenir des jeunes. L'exemple des activités d'Enactus Maroc en témoignent, dans la mesure où elles arrivent à inculquer chez les jeunes étudiants l'esprit d'entreprendre et de se prendre en charge, de créer et de travailler en communauté et de s'entourer d'experts. Il s'agit d'un point de départ pour créer et nourrir le goût du risque et de l'entrepreneuriat auprès des jeunes, qu'il faudra sans doute soutenir avec des programmes d'accompagnement des entrepreneurs afin de garantir la viabilité et la durabilité de leurs entreprises ■

1. Enactus est une ONG internationale qui œuvre dans le domaine de l'entrepreneuriat social étudiant et le développement durable. Elle a été créée en 1975, et basée à Missouri (USA). Enactus développe des partenariats entre le monde des affaires et celui de l'enseignement supérieur afin de préparer les étudiants à contribuer substantiellement au développement de leur pays en tant que futurs leaders entrepreneurs, éthiques et socialement responsables.  
Source : <http://www.enactus-morocco.org/>
2. Types de réunion impliquant des personnes ressources dans la réflexion concernant les projets lors de rencontres limitées (deux jours en général) et visant à mettre en exergue les difficultés et les solutions éventuelles des startups ou entreprises en présence des initiateurs.

# L'UBER-ÉCONOMIE : LEVIER DE L'ENTREPRENARIAT MAROCAIN ?

Une économie digitale s'est depuis quelques années installée au Maroc, via une Uber-économie impliquant surtout les jeunes. Comment expliquer un tel phénomène ? Outre l'ambition et la maîtrise des facteurs clés de succès de l'économie digitale, c'est surtout la personnalité de ces jeunes, la force de leur réseau de contacts et l'originalité de leur business model qui ont été les gages de leur réussite.

Amira Benyaddine

Consultante en marketing et en communication digitale, Professeur à HEM

**A**u cœur des débats, l'Uber-économie, et l'une de ses composantes le cyber-entreprenariat, cristallise aujourd'hui un certain nombre d'enjeux économiques, sociaux et politiques. Elle semble convertir de plus en plus d'adeptes, en particulier des jeunes qui voient dans les TIC le moyen privilégié de concrétiser leurs ambitions d'entreprenariat. Quel sont les principaux business models déployés par ces cyberentrepreneurs ? Quels sont les facteurs clés de succès et les écueils qu'ils rencontrent ?

## Le Maroc, un écosystème favorable

La disruption<sup>1</sup> provoquée par l'essor de l'économie *on-demand* est amplifiée par trois dynamiques : sociétale, technologique et économique. "What's mine is yours"<sup>2</sup>: dans un contexte économique, où la crise de 2008 a poussé les consommateurs à se tourner vers des modes de consommation alternatifs axés sur le partage, la valeur d'usage prime désormais sur la valeur de propriété, qui n'est plus révélatrice du statut social. Au Maroc également, la consommation collaborative est désormais largement ancrée dans les mœurs comme en témoigne l'essor de plateformes telle que Avito.ma (sites de petites annonces).



Des cyberentrepreneurs marocains ont réussi à ubériser plusieurs marchés institutionnalisés.

Bien que l'échange soit au cœur de nos civilisations depuis la nuit des temps, la disruption suscitée par l'émergence de la consommation collaborative est intimement liée au fait que la plateforme numérique a rendu archaïques les façons plus traditionnelles d'échanger, permettant de transcender les frontières géographiques et temporelles, ainsi que celles entre fournisseur et consommateurs. Sur le continent africain, les infrastructures se multiplient : généralisation du haut débit, de l'internet mobile, des smartphones et de la géolocalisation, web social, communautés d'intérêt. Les transactions électroniques sont dignes de confiance et l'attrait croissant des Marocains pour les services numériques en ligne favorise l'émergence et l'essor de l'économie *on-demand* et des opportunités d'entrepreneuriat qu'elle offre aux jeunes.

Le Maroc s'est doté d'un plan numérique 2020 qui a l'ambition d'activer le potentiel d'entrepreneuriat des jeunes marocains, permettant ainsi de tirer bénéfice du dividende démographique à travers la création d'un écosystème favorable. Ces cyberentrepreneurs ont même réussi à ubériser plusieurs marchés institutionnalisés grâce à l'adoption de nouveaux business models permettant de dépasser les traditionnelles barrières à l'entrée et de bouleverser les règles de succès.

### Le cas des *marketplaces* : Kaymu.ma

Créé il y a trois ans, Kaymu.ma se positionne comme le marché virtuel des bonnes affaires au Maroc avec pour ambition de devenir la première *marketplace* du pays pour les échanges entre particuliers et entreprises. À l'exception de la logistique, les fonctions primaires de la chaîne de valeur sont externalisées aux clients. Kaymu.ma contrôle les colis envoyés par les vendeurs avant leur expédition aux acheteurs, et ce, afin de garantir la fiabilité et la qualité de son service, en contrepartie du prélèvement d'une commission de 7% sur chaque transaction effectuée.

La réussite de ce business model repose sur le soutien que propose la plateforme commerciale à ses trois catégories de

### ENCADRÉ

#### « Ubérisation de l'économie », quelques précisions étymologiques :

« Économie du partage », « économie demand », « économie peer-to-peer » ou tout simplement « économie collaborative » sont des oxymores souvent utilisés pour désigner l'Ubérisation de l'économie, du nom de l'entreprise Uber, un concept protéiforme dont les contours restent difficiles à cerner. Le néologisme d'Ubérisation est généralement employé pour désigner le phénomène par lequel une start-up, par le biais d'un nouveau business model lié à l'économie digitale, permet de mettre en contact direct les professionnels et les clients, ou encore les consommateurs entre eux, et ce, de manière quasi instantanée, via une plateforme numérique ou une application.

vendeurs en termes de formation au métier d'e-commerçant, d'expertise marketing et logistique, ainsi que l'accompagnement lors du processus de transformation (le commerce physique devient virtuel) ou de migration (vente à partir du site web personnel vers la vente via Kaymu.ma) afin de dynamiser la plateforme globale du site et d'assurer la meilleure expérience client possible. Kaymu.ma est également adossé à l'incubateur *Rocket Internet*<sup>3</sup>, ce qui lui permet d'accéder plus facilement au financement, mais surtout de bénéficier du soutien opérationnel et des compétences de l'incubateur sur le plan marketing et logistique.

### Le marché marocain présente des contraintes spécifiques :

L'infrastructure du pays est encore insuffisante, il manque des ressources humaines qualifiées avec un esprit « start-up ». En outre, les intervenants externes de l'écosystème Kaymu.ma peuvent freiner la croissance et le développement

de ce type de plateformes commerciales. Les contraintes de paiement, tant pour les vendeurs qui refusent d'expédier leurs produits sans paiement préalable, que pour les acheteurs qui manquent de confiance dans le paiement en ligne, jugé insuffisamment sécurisé, sont encore très fortes. De plus, les difficultés logistiques perdurent, générées par un taux encore important de non-conformité des colis expédiés par les vendeurs, malgré les efforts investis par Kaymu.ma afin d'améliorer son processus de sélection des vendeurs, d'où l'importance de la e-réputation.

### **Le cas des achats groupés : Hmizate.ma**

Hmizate.ma, superdeal.ma, mydeal.ma, marocdeal.com : parmi tous ces précurseurs marocains des achats groupés, seul le premier a su asseoir son leadership sur le marché local, grâce à un business model original adossé à une stratégie marketing savamment orchestrée. Créé en 2011, le concept Hmizate, « les bonnes affaires » en arabe, repose comme ses concurrents sur la technique des achats groupés pour négocier des réductions auprès des commerçants.

Dès son lancement, le site a misé sur les deals « petites sommes » afin de changer graduellement les habitudes et les perceptions des consommateurs encore frileux face aux achats en ligne. La confiance est donc la clé de voûte d'un tel modèle, d'où le rôle déterminant d'un bouche-à-oreille positif. Ainsi, la plupart des sites de deals ont misé sur le web marketing (emailing, Google Adwords, Facebook Ad, retargeting...) pour faire connaître leurs services. Hmizate a choisi, en plus, de lancer une campagne d'affichage ambitieuse afin de gagner rapidement en notoriété, en crédibilité et de créer une image de marque forte. En 2014, Hmizate.ma a dégagé plus 40 millions de dirhams de chiffre d'affaires.

Le site propose, par ailleurs, une assistance téléphonique pour les achats en ligne avec un service client toujours

accessible et réactif. C'est sur la transparence et une différenciation par les services que repose la proposition de valeur de Hmizate. La réussite de ce type de business model s'appuie également sur le recrutement et la fidélisation de partenaires de qualité afin de capter les offres les plus attractives permettant d'atteindre rapidement un volume de vente suffisant. Cette dernière condition est en fait nécessaire pour réussir à attirer des investisseurs potentiels qui sont plus confiants dans le cas des business model permettant déjà de dégager des revenus, gage d'une rentabilité à court terme. Tous ces facteurs conjugués expliquent la capacité de Hmizate à avoir levé récemment 1,6 million de dollars auprès de deux fonds d'investissement.

### **Le cas des sites de petites annonces : Avito vs Marocannonces**

Le marché des petites annonces en ligne a connu de son côté un mouvement de concentration et une série de fusion-acquisition afin de faire face à la multiplication des acteurs (plus de 250 sites à l'époque). Aujourd'hui, Marocannonces, le pionnier du secteur – lancé par Tajdine Filali en 2000 et qui n'a fait appel à aucun financement extérieur –, est le seul site marocain qui continue à faire face aux scandinaves Avito.ma et Bikhir.ma, qui ont créé une situation de quasi-monopole depuis leur fusion.

Malgré 3000 visites par jour, Marocannonces.ma n'a pas su capitaliser sur sa position de premier entrant pour verrouiller le marché et créer des barrières à l'entrée efficaces. Soutenu dès son lancement par un groupe profitable, Avito.ma a bénéficié d'un budget marketing conséquent lui permettant de déployer une large campagne publicitaire pour la télévision afin de créer une marque forte et crédible et de conquérir le plus de parts de marché possibles.

Avito.ma a été le premier à réinventer son business model en proposant les annonces payantes dès 2014, alors que

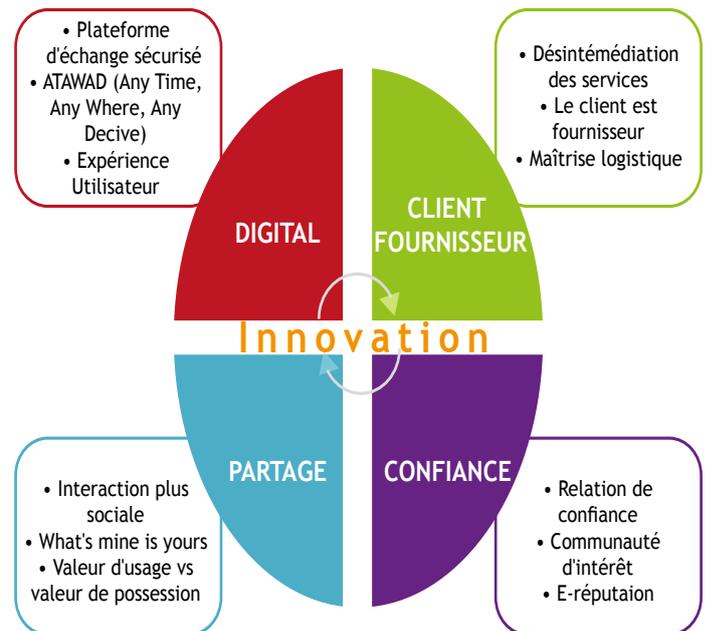
Marocannonces se contente des revenus issus de la vente d'espace publicitaire sur le site. Le business model de la plateforme repose sur le modèle de mise en relation directe, ce qui ne permet pas la perception d'une commission et limite pour les usagers les possibilités de transaction à leur périmètre géographique.

## Quels sont les facteurs clés de succès?

Le nouveau paradigme à la base de l'Ubérisation de l'économie repose sur un modèle disruptif permettant d'organiser, susciter et faciliter toutes formes de partages et cela touche tous les secteurs économiques, B2C et B2B. La désintermédiation et la quasi-instantanéité des services, ainsi que la mutualisation des ressources, combinées à la maîtrise des outils numériques et à des infrastructures lourdes réduites au maximum, voire inexistantes, permettent de réduire le coût de revient des nouveaux opérateurs et d'améliorer l'expérience utilisateur, deux sources d'avantages concurrentiels remettant en cause radicalement les anciens modèles de l'économie « traditionnelle ». C'est donc un écosystème favorable à l'entreprenariat, en ce sens qu'il repose sur un modèle où un cyberentrepreneur peut bouleverser les facteurs clés de succès au niveau d'un marché brusquement et rapidement, en intégrant la filière par l'aval contournant ainsi les traditionnelles « barrières à l'entrée », en particulier celles liées à l'intensité capitalistique et au coût de transfert, ubérisant de fait les acteurs traditionnels.

L'analyse de la stratégie et du parcours de ces différents cyberentrepreneurs a permis d'identifier une multitude de business model et de trajectoires possibles afin de voir émerger des start-ups du web. Bien qu'ils ne soient pas encore totalement connus et documentés, ils se construisent pour la plupart par tâtonnement, ils se « bricolent » autour de cinq fondamentaux : le client qui devient fournisseur, le partage, la relation de confiance, l'intégration du digital et de l'innovation.

## Les fondements des nouveaux business model disruptifs<sup>4</sup>



Il ressort également de cette analyse qu'il est difficile d'accélérer dans un premier temps et de pérenniser par la suite l'essor de ces plateformes commerciales sans bénéficier des appuis financiers et de l'accompagnement par des incubateurs. Le plus souvent, ces investisseurs apportent du capital, mais aussi une expertise et un accompagnement à long terme. Outre l'ambition certaine de ces jeunes entrepreneurs marocains et leur maîtrise des facteurs clés de succès de l'économie digitale, c'est surtout leur personnalité, la force de leur réseau de contact et l'originalité de leur business models qui sont les meilleurs gages de réussite ■

1. La disruption est une méthode pour élaborer une stratégie publicitaire. Elle est fondée sur une démarche qui permet de : 1) recenser les conventions sur un marché ; 2) trouver des idées non conventionnelles et fortement créatives pour créer cette rupture (disruption) afin de permettre à la marque (et/ou au produit) de se différencier. (Voir : <http://www.mercator-publicitor.fr/lexique-publicite-definition-disruption#sthash.JxjtGPUu.dpuf>).
2. Botsman, R., Roo, R. (2010). *What's Mine Is Yours: The Rise of Collaborative Consumption*. New York : HarperCollins.
3. Le groupe Rocket Internet est un incubateur de start-up d'e-commerce à destination du marché africain, asiatique et du Moyen-Orient.
4. Étude Deloitte (juillet 2015). *Ubérisation, partager ou mourir ?* Voir : [http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fr/Documents/strategy/deloitte\\_etude-economie-on-demand\\_juillet-15.pdf](http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/fr/Documents/strategy/deloitte_etude-economie-on-demand_juillet-15.pdf)

# PARTAGER ET COLLABORER POUR ENTREPRENDRE L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU PARADIGME

Le *coworking* et le *crowdfunding* sont des alternatives qui constituent aujourd'hui une solution empruntée par des jeunes marocains pour répondre aux déficiences de l'accompagnement et de l'aide au développement de l'emploi et de l'économie. Le *coworking*, espace de travail partagé, permet de réduire de près de 50% les coûts d'installation d'une startup par rapport aux alternatives actuelles. Le *crowdfunding*, ou financement participatif, permet une levée de fonds. Une des conditions du développement de ces nouvelles activités est la maîtrise des risques, une sécurisation et une normalisation des transactions.

Arnaud Pinier

Consultant en management et organisateur, co-fondateur de Smala & Co,  
1<sup>re</sup> plateforme de crowdfunding au Maroc

**D**epuis la crise de 2008, une nouvelle vague d'entrepreneurs et d'initiatives a submergé les États-Unis, puis très rapidement l'Europe : celle de l'économie du partage et de l'économie collaborative. Portée haut et fière par ses fleurons, les célèbres « licornes » (Uber, Airbnb), elle a permis le développement d'une nouvelle économie alternative, fondée sur un paradigme de la propriété et des échanges, qui diffère sensiblement de l'approche néoclassique et de la réalité du capitalisme vivant :



*Coworking et crowdfunding offrent de nouvelles « façons de faire ».*

- une économie est collaborative quand les individus qui la composent et la définissent ont des intérêts tels qu'ils choisissent systématiquement, comme dans le célèbre cas du dilemme du prisonnier, la solution de coopération.
- Dans une économie de partage, l'exclusivité associée à la notion de droit de propriété est remise en question au profit d'une conception des biens et savoirs qui est ouverte et commune (on pourrait parler d'un communisme 2.0).

Parmi les nombreuses activités qui ont émergé, nous porterons une attention plus particulière au *coworking* qui change la façon de travailler, et au *crowdfunding* qui change la façon de se financer. Nous tenterons de comprendre pourquoi ces « alternatives » constituent aujourd'hui une solution crédible, empruntée par les jeunes marocains pour répondre aux déficiences actuelles du pays dans l'accompagnement et l'aide au développement de l'emploi et de l'économie, notamment par l'entrepreneuriat.

### Ainsi par la vertu de la collaboration et du partage

*Coworking* et *crowdfunding* offrent de nouvelles « façons de faire », et présentent de très nombreux points communs dans ces nouveaux paradigmes (notamment dans leur ambition d'être des leviers à l'entrepreneuriat marocain), dont :

- **Frugalité** : les nouveaux modèles ont pour principe commun la minimisation des ressources matérielles et financières consommées dans la production de leur activité, et ont de plus en plus recours au DIY<sup>1</sup> et à l'upcycling<sup>2</sup>. Dans le cas du *coworking*, l'entrepreneur peut partager l'investissement et les coûts récurrents du local, et profite de services complémentaires. Dans le *crowdfunding*, les techniques et moyens de communication d'une campagne permettent de s'exonérer

de toutes les charges liées à la communication, tout en s'assurant un financement.

- **Écologie** : le principe de réduction des ressources consommées dans la production a un impact positif sur l'environnement. L'émergence de nouveaux modèles de financement transactionnels plus justes et équitables permet un financement écologique, sans impact durable sur le compte de résultat ou le compte de capital de l'entreprise.
- **Socialités** : ces nouveaux dispositifs de travail ou de financement offrent un terrain favorable (pour la définition même de leur principe de réalisation) à l'émergence de nouveaux liens sociaux, de nouvelles sociabilités, à la construction de nouvelles dynamiques collectives, et répondent aux aspirations des nouvelles générations.

Les nouveaux modèles de financement collaboratif ou les nouvelles conceptions des espaces de travail permettent de lever des freins traditionnels à un développement « populaire » de l'entrepreneuriat :

- L'émergence de plateformes de *crowdfunding* permet désormais de s'affranchir de cette barrière à l'entrée du financement dès lors qu'un porteur de projet a un projet viable et une implication personnelle suffisante pour atteindre ses objectifs. Airmote, startup marocaine innovante, a mis au point une télécommande intelligente pour smartphones. Elle a lancé sa campagne de *crowdfunding* sur le modèle de la prévente. Dans ce modèle, un porteur de projet vend aujourd'hui son produit, mais ne le livre qu'après avoir collecté tous les fonds qui lui ont permis de produire ce produit. Dans cet exemple, la startup a pu collecter en prévente plus de 240 000 dirhams et bénéficier ainsi de fonds en avance de phase. Seule avance nécessaire dans ce modèle, les fonds pour la production du prototype support de la campagne de communication.

- Héberger une startup à son lancement est souvent très compliqué et nécessite des garanties importantes, de la trésorerie, un investissement pour l'installation. Le premier avantage des espaces *coworking*, c'est qu'ils permettent aux entrepreneurs de s'exonérer de ces charges d'installation au lancement d'un projet, et réduire donc le budget initial du projet. À Rabat, des espaces de *coworking* comme Dare Space (programme réalisé par MCISE) proposent des solutions d'espace de travail pour le mois à 1100 dirhams. Ces tarifs peuvent baisser de manière significative si le porteur de projet contribue à faire vivre l'espace (formation, participation à des programmes,...) De plus, la facturation dépend du temps passé par l'entrepreneur. À titre de comparaison, pour un espace similaire, les pépinières d'entreprise proposent des tarifs startup à 1000 dirhams par mois pendant les deux premières années d'existence, après les tarifs doublent. Dans ce scénario, l'entrepreneur n'a pas de flexibilité, il s'engage sur un bail locatif standard et doit également payer une caution, des assurances. Quant à l'option qui consisterait à louer un espace à usage bureau, même en partageant l'espace dans une logique de colocation, le tarif minimum tourne autour de 2000 dirhams par mois, et oblige les entreprises à faire des avances de trésorerie pour la caution, les frais d'agence et d'installation. On voit donc ici que le *coworking* permet de réduire de près de 50% les coûts d'installation d'une startup par rapport aux alternatives actuelles, tout en offrant par ailleurs de nombreuses opportunités de synergie et de développement.

En 2016, au Maroc, ces activités sont encore embryonnaires. En effet, en 2015, le marché du *crowdfunding* au Maroc représente 4,5 millions de dirhams contre 3 millions en 2014. Seules deux plateformes sont installées juridiquement au Maroc et deux autres opèrent de l'étranger. Au delà, les

porteurs de projet marocains utilisent majoritairement des plateformes de *crowdfunding* à dimension internationales basées en France ou aux États-Unis.

Les espaces de *coworking* se développent progressivement. Début 2016, Rabat en compte quatre répartis sur l'ensemble du territoire de la ville, qui sont tous issus d'initiatives locales. Casablanca en compte environ dix qui se polarisent dans la majorité sur deux zones d'activité : le centre-ville et le quartier des affaires. Parmi ces espaces de *coworking*, il est important de noter que tous proposent des programmes d'animation et de formation, et que certains d'entre eux ont également développé des programmes d'incubation et d'accélération (dans une moindre mesure, certains proposent des solutions de financement). Une grande majorité de ces espaces dépendent de soutiens institutionnels pour se financer.

### Une réelle alternative ?

La première question posée par l'émergence de ces nouvelles initiatives collaboratives de la multitude est : « *En quoi doivent-elles répondre aux déficiences des fonctions qui relèvent traditionnellement de l'État ?* ». L'entrepreneuriat est une des réponses actuelles aux déficiences du système scolaire marocain dans le primaire et le secondaire. Par l'autonomisation des trajectoires individuelles, les jeunes prennent en main leur destin en se lançant dans l'entrepreneuriat.

## En 2015, le marché du *crowdfunding* au Maroc représentait 4,5 millions de dirhams contre 3 millions en 2014

Les nouveaux modèles de financement collaboratif, n'ayant pas encore atteint leur maturité, se développent dans

des univers peu régulés dans lesquels il n'existe pas encore ou très peu de mécanismes de sauvegarde et de maîtrise des éventuelles crises qui pourraient survenir. Les pistes offertes par les nouvelles technologies, notamment le *blockchain*<sup>3</sup>, offrent déjà des réponses partielles à ces nouveaux enjeux et ces nouveaux risques. Il en reste encore sans doute beaucoup. Mais, une des conditions du développement de ces nouvelles activités est la maîtrise des risques, une sécurisation et une normalisation des transactions.

## Les espaces marocains de *coworking* proposent des programmes d'animation et de formation. Certains d'entre eux ont également développé des programmes d'incubation et d'accélération

Nous disposons de moins de dix ans de recul d'historique sur ces activités. Néanmoins, certaines mutations apparaissent déjà en matière de régime salarial et de conditions de travail. À l'exemple de Uber (célèbre société de transport de personnes), ce qu'on appelle l'ubérisation est en réalité une précarisation du statut des travailleurs. En effet, dans ce nouveau modèle, le risque initialement porté par l'employeur de l'entreprise (de l'aléa d'activité) s'engageant à payer un salaire est désormais reporté sur le salarié en le faisant devenir indépendant tout en maintenant une relation commerciale privilégiée ; le risque du salaire est donc porté par le salarié devenu indépendant.

Par ailleurs, les business models de l'économie collaborative sont encore à améliorer pour assurer une pérennité à ces dispositifs. La question de la taille du marché local ou régional marocain pourrait aussi être posée. Un des principaux défis pour la pérennisation de ces dispositifs serait la création d'une relation de confiance continue, transposable, transférable et catalysatrice d'activités entre les opérateurs et les utilisateurs des plateformes.

Grande tendance depuis 2013, l'entrepreneuriat version startup répond à de nombreux défis au Maroc. L'État commence à assister le développement de l'entrepreneuriat, y voyant non seulement un élément de réponse à la problématique du chômage des jeunes, mais également un enjeu d'avenir en lien avec l'innovation.

*Coworking* et *crowdfunding* offrent désormais de multiples opportunités aux jeunes entrepreneurs qui n'ont pas ou peu de moyens en leur offrant des leviers de développement. Par certains aspects, ces nouvelles activités pourraient être assimilées à du service public, tant leur offre de service est non rivale et non exclusive, et contribue effectivement au développement de l'entrepreneuriat ■

### Notes

1. *Do it yourself* (DIY) est une appellation, dont la traduction littérale en français serait « Faites-le par vous-même », qui désigne à la fois : certains musiciens ou mouvements culturels ; des activités visant à créer des objets de la vie courante, des objets technologiques ou des objets artistiques, généralement de façon artisanale. Pour en savoir plus : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Do\\_it\\_yourself](http://fr.wikipedia.org/wiki/Do_it_yourself)
2. L'*upcycling* est une tendance de l'économie circulaire qui consiste à lutter contre l'obsolescence programmée en transformant des déchets en produits de bien meilleure qualité, auxquels l'on a même ajouté une certaine plus-value. Pour en savoir plus, voici une communauté d'*upcyclers* : <http://www.upcyclethat.com/>
3. Une chaîne de blocs (en anglais le *blockchain*) est une technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle. Pour en savoir plus : <https://blockchainfrance.net/decouvrir-la-blockchain/c-est-quoi-la-blockchain/>

# JEUNES FRANÇAIS ET ENTREPRENEURIAT, MARIAGE D'AMOUR OU DE RAISON ?

L'article qui suit s'inscrit en contrepoint de la réflexion sur l'intégration des jeunes du Maghreb dans le monde du travail, abordée dans ce dossier d'*Economia*. L'analyse interrogera essentiellement l'entrepreneuriat envisageable pour les jeunes dans la société française, et la manière dont cet entrepreneuriat évoluera au cours des années à venir.

Alain Fayolle

Professeur et Directeur du centre de recherche en entrepreneuriat, EM Lyon

**S**'intéresser à l'entrepreneuriat des jeunes revient à se poser des questions sur nos sociétés, ce qu'elles valorisent, les problèmes et transformations auxquels elles sont confrontées, les systèmes politiques, économiques, sociaux et éducatifs qu'elles mettent en place pour se développer ou pour survivre.

Si le thème de ce dossier porte principalement sur l'activité professionnelle des jeunes dans la région du Maghreb et leur intégration dans le monde du travail, il nous a semblé néanmoins important d'apporter en contrepoint un regard sur ce qui se passe dans une autre région du monde, la France. Le propos qui va



DR

*Le comportement entrepreneurial est-il appelé à se substituer progressivement au diplôme ?*

suivre est essentiellement centré sur l'entrepreneuriat en tant qu'activité professionnelle envisageable pour chacun d'entre nous en général et pour les jeunes en particulier. Les questions que nous nous posons dans cet article peuvent être résumées ainsi : comment évolue l'entrepreneuriat concrètement dans notre environnement, essentiellement français, et comment va-t-il évoluer dans les années futures ?

La relation qu'entretient la société française avec l'entrepreneuriat (mais on pourrait dire la même chose pour les sociétés du Maghreb !) est paradoxale. D'un côté, ce que valorise notre société est fort éloigné du comportement entrepreneurial : il s'agit essentiellement de reconnaître la méritocratie scolaire, le parcours éducatif réussi et sanctionné par les meilleurs diplômes délivrés par les établissements les plus prestigieux. D'un autre côté, le discours public, politique, élitiste n'a jamais autant promu, encouragé et, d'une certaine façon, aidé l'entrepreneuriat qu'aujourd'hui. Alors, que se passe-t-il vraiment ? Les transformations que nous vivons – mondialisation, économie des connaissances, numérisation, montée en puissance des pays en développement – contribuent-elles à casser des codes anciens et des normes sociales bien établies ? Le comportement entrepreneurial est-il appelé à succéder au salariat et à se substituer progressivement au diplôme, considéré comme marqueur d'une réussite sociale ? Ou bien n'est-il qu'un remède, facile à prescrire par nos élites politiques, au problème récurrent du chômage qui touche toutes les strates de la société et plus particulièrement les jeunes ? Peut-on parler, au sujet de l'entrepreneuriat dans nos sociétés, d'une véritable relation d'amour ou, plus prosaïquement, d'un mariage de raison ? Entrepreneuriat d'opportunité ou de nécessité ? Dans le contexte de la société française, le système éducatif est le pilier fondamental sur lequel repose toute transformation réussie des structures politiques, économiques et sociales. Ceci explique la place que nous lui accordons dans notre développement.

## L'entrepreneuriat en mouvement : vague de fond ou mirage ?

L'entrepreneuriat en tant que phénomène économique et social connaît actuellement un très fort engouement. Ceci n'est pas nouveau ; mais ce qui semble l'être, c'est l'évolution des mentalités et des comportements chez les jeunes et plus particulièrement chez les étudiants et les jeunes diplômés. Les changements sont d'une telle ampleur qu'ils ont conduit un professeur d'une grande école de management française à déclarer : « *Avant, nos diplômés qui ne trouvaient pas d'emplois salariés créaient leurs entreprises ; aujourd'hui, c'est ceux qui ne peuvent pas créer des entreprises qui deviennent salariés* »<sup>1</sup>.

## Le comportement entrepreneurial est-il appelé à se substituer progressivement au diplôme, considéré comme marqueur d'une réussite sociale ?

Nous constatons, dans les écoles de commerce en particulier, que de plus en plus de jeunes s'intéressent à l'entrepreneuriat, suivent des cours, développent des projets et intègrent les incubateurs d'écoles. On peut expliquer ces changements de différentes manières. Il y a vraisemblablement un effet génération Y, et le fait que cette génération porte des valeurs et des aspirations en lien avec le comportement entrepreneurial. Il y a aussi le sentiment que la promesse d'employabilité attachée au statut du diplôme et à la notoriété des établissements d'enseignement supérieur ne tient plus et ne résiste pas aux expériences malheureuses souvent vécues par les parents diplômés. Dans le meilleur des cas, la fenêtre d'employabilité s'est considérablement réduite : on est jeune de plus en plus vieux et on est vieux de

plus en plus jeune ! Toujours relié au point précédent, le chômage des jeunes à plus de 25%, y compris au niveau des diplômés de l'enseignement supérieur, laisse penser que, finalement, créer son entreprise et être son propre patron, ce n'est pas si mal, d'autant plus que l'État a sorti en avril de cette année, de son chapeau de magicien, le statut d'étudiant entrepreneur ! Enfin, les nouvelles technologies et la révolution numérique rendent accessibles les opportunités de création de nouvelles applications, de nouveaux services, de nouveaux produits. Le champ du possible s'est considérablement élargi pour les jeunes.

### **L'entrepreneuriat en tant que discipline académique : de plus en plus de rigueur, de moins en moins de pertinence ?**

L'entrepreneuriat en tant que discipline académique surfe sur l'intérêt et l'importance que les sociétés des pays développés et en développement accordent aujourd'hui à l'entrepreneuriat perçu partout comme de nature à favoriser l'innovation, la création d'emplois et de richesses économiques et sociales. Autant dire que la discipline se porte bien et suit un processus d'institutionnalisation qui la positionne remarquablement bien dans le concert des disciplines académiques relevant des sciences humaines et sociales. Les enseignements en entrepreneuriat explosent dans le monde entier, de même que les conférences, les journaux spécialisés, les chaires et autres centres de recherche ou d'entrepreneuriat.

Les journaux spécialisés sont devenus très sélectifs, publient des travaux de chercheurs qui appartiennent à d'autres disciplines et les chercheurs en entrepreneuriat publient leurs travaux dans les grandes revues de management, d'économie, de sociologie, de psychologie, etc. L'article de Shane et Venkataraman<sup>2</sup> publié dans *Academy of Management Review* en 2000 a été l'article le plus cité de cette revue dans la décennie 2000-2010.

L'institutionnalisation de la discipline et la logique du « *Publish or Perish* »<sup>3</sup>, qui ont envahi le monde entier, enferment de plus en plus les chercheurs dans leur tour d'ivoire et les éloignent des acteurs économiques et sociaux. Des tentatives (trop peu fréquentes) de rapprocher ces deux mondes se développent : la *Revue Entreprendre & Innover* en est un exemple. Dans ces conditions, on peut se demander si la recherche contribue réellement au transfert des connaissances vers l'enseignement et la pratique. En quoi permet-elle d'aider efficacement les porteurs de projet et les jeunes entrepreneurs ?

### **Comment devrait s'organiser et se financer l'enseignement et l'accompagnement de l'entrepreneuriat dans nos institutions d'enseignement supérieur ?**

La difficulté principale de l'enseignement et, à un degré moindre, de l'accompagnement dans des institutions d'enseignement et de recherche réside, de mon point de vue, dans la pénurie de ressources professorales qualifiées. J'entends par là que les professeurs en entrepreneuriat devraient avoir une connaissance actualisée des études, résultats de recherche et théories du domaine (un peu comme les médecins) et une connaissance pratique des situations et problématiques des acteurs de terrain (un peu comme les médecins). Aujourd'hui, nous avons soit de bons chercheurs totalement déconnectés du terrain, soit des praticiens qui se désintéressent des recherches en cours et les ignorent largement.

## **Le système éducatif est en France le pilier fondamental sur lequel repose toute transformation réussie des structures politiques, économiques et sociales**



DR

*La France est encore trop prisonnière de son histoire, de ses traditions, de ses castes et corporatismes.*

Ceci étant, enseignement et accompagnement suivent des objectifs et des logiques différentes, qui devraient conduire à des postures (notamment éthiques et philosophiques au sens large) tout aussi différentes. Il y a là un chantier à ouvrir si l'on souhaite (peut-être !) améliorer la qualité et l'impact de nos interventions.

L'enseignement devrait être financé pour partie par l'État et par les étudiants pour le reste. L'accompagnement devrait être financé par les parties prenantes régionales et nationales de la création d'entreprise et par les participants. Les modèles et modalités restant à définir.

Les évolutions que nous venons d'évoquer changent-elles fondamentalement la nature des choses et peut-on dire que la culture en France est devenue plus entrepreneuriale ? Cela reste une question importante, pour laquelle on peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Un changement de valeurs et de culture ne peut se faire qu'avec le temps et le renouvellement des générations. Il doit être accompagné par une transformation des systèmes éducatifs, bien au-delà d'une très timide prise de conscience. Si, comme nous venons de le voir, l'enseignement supérieur s'est saisi à bras le corps de l'entrepreneuriat pour en faire un objet de recherche et une discipline d'enseignement, tous les problèmes sont loin d'être résolus : manque de ressources qualifiées, de théories sur les contenus et les pédagogies, légitimité insuffisante. Dans le même temps,

les systèmes éducatifs primaire et secondaire qui pourraient jouer un rôle essentiel dans la diffusion des valeurs entrepreneuriales et la transformation d'une culture encore trop peu favorable à l'entrepreneuriat, restent très peu concernés par ce type d'enseignement, jugé trop libéral.

En ce qui me concerne, je reste encore sur l'idée que la plupart des initiatives gouvernementales sont conçues pour apporter des solutions au problème du chômage et non pour transformer la France et la doter d'un esprit de conquête, d'innovation et d'entreprendre. Notre pays est encore trop prisonnier de son histoire, de ses traditions, de ses castes et corporatismes. Après le choc de la simplification, il faudrait sérieusement envisager un choc culturel qui pourrait démarrer avec une prise de conscience réelle du monde dans lequel on vit et de la place actuelle de notre pays. Il suffit de consulter les enquêtes internationales GEM<sup>4</sup> et GUESSS<sup>5</sup> pour se convaincre de ce qu'est véritablement la relation que la France entretient avec la prise de risque et l'entrepreneuriat ■

## Notes

1. Philippe Silberzahn, professeur à EMLYON Business School.
2. Shane, S. and Venkataraman, S. (2000). The promise of entrepreneurship as a field of research. *Academy of Management Review*, vol. 25, n° 1, pp. 217-226.
3. Trad : « Publier ou périr ».
4. GEM. Global Entrepreneurship Monitor ([www.gemconsortium.org](http://www.gemconsortium.org)).
5. GUESSS. Global University Entrepreneurial Spirit Students' Survey ([www.guesssurvey.org](http://www.guesssurvey.org)).

# LE MAROC AU PRÉSENT

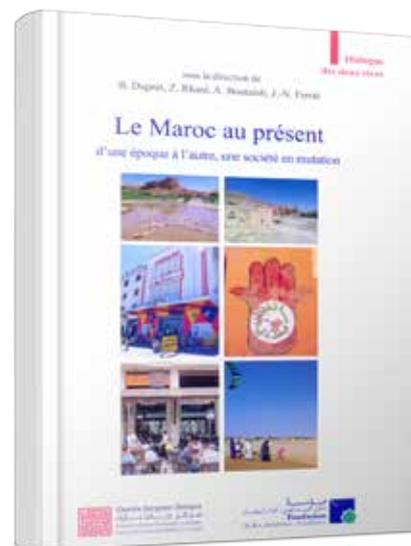
## FORCÉMENT UN MAROC DE JEUNES

De par la pluralité disciplinaire des contributeurs et la diversité des terrains explorés, *Le Maroc au présent* présente un état de la recherche sur le Maroc contemporain en sciences humaines, fait à partir du Maroc. Comment se présentent les jeunes dans ce travail global ? Ils y sont partout, soulignant que le chemin d'un Maroc de demain passe inéluctablement par eux.

### Synthèse

Bachir Znagui

Journaliste-consultant, Cesem-HEM



DR

**S** Sommes-nous une société en mutation ? Ce n'est presque plus une question à se poser désormais ; mille mutations et transitions s'opèrent chaque jour chez nous et ailleurs dans ce monde bouleversé par les acquis du savoir et les nouvelles technologies de communication.

### ***Le Maroc au présent : d'une époque à l'autre, une société en mutation***

Sous la direction de Baudouin Dupret, Zakaria Rhani, Assia Boutaleb et de Jean-Noël Ferrié, ed. Centre Jacques-Berque / Fondation du Roi Abdul-Aziz Al Saoud. (1017 pages). (Prix au Maroc 300 dhs)

Le village planétaire vit une mutation rapide et sans précédent. Reste que les changements subis ou voulus ne produisent pas partout les mêmes effets. Le volumineux ouvrage réalisé par le centre Jacques Berque à Rabat et la fondation Al Saoud à Casablanca correspond à cette ambition d'offrir une vue dynamique sur le Maroc des trente dernières années. Une ambition qui comble un vide certain en la matière. Même si, par domaine, il y a parfois une activité de recherche indéniable, il n'y a pas beaucoup de travaux de synthèse convergents.

Cet ouvrage peut servir de livre de chevet pour tous les adeptes des sciences humaines au Maroc. *Le Maroc au présent* opère à travers deux niveaux : le premier est celui de la profondeur portant sur les thématiques générales – relatives à l'économie, le politique, le droit, le social, la religion, le territoire, la culture, les langues... Le second, celui des arrêts sur image, qui correspondent à des éclairages spécifiques et ponctuels. La combinaison des deux aspects a un effet d'ouverture particulièrement enrichissant.

L'ouvrage expose les multiples facettes des tensions qui traversent la société marocaine, notamment à partir d'observations de terrain, et analyse les transformations qui se sont produites au cours de ce dernier quart de siècle, à tous les niveaux. Pour donner à connaître, du plus près possible, le Maroc d'aujourd'hui, l'ouvrage propose une variété de regards croisés, souvent personnalisés, sur les processus sociaux, dans leurs expressions les plus variées. Un ouvrage d'exploration autant qu'un livre de synthèse. De par la pluralité disciplinaire des contributeurs et la diversité des terrains explorés, il présente un état de la recherche sur le Maroc contemporain, fait à partir du Maroc.

Réparti en huit parties, l'ouvrage comprend les contributions de quatre-vingt-quatre spécialistes de la recherche en sciences humaines au Maroc, dont certains font autorité dans leur domaine. Une lecture étoffée de cette formidable diversité pourrait verser dans

l'épuisant et risquerait de dénaturer les contributions des auteurs. À l'occasion du dossier *Economia* sur les jeunes, on a choisi un angle plus restreint pour rendre compte de ce travail : celui d'interroger *Le Maroc au présent* sur la place qu'il a réservée aux jeunes dans sa riche matière. Comment sont représentés les jeunes dans ce travail ? Mais, il est utile de reconnaître qu'au niveau générique, ceux-ci sont déjà là, à travers la contribution de jeunes chercheurs aux différents chapitres.

D'une manière transversale, en termes de thématiques et questions relatives aux jeunes, on retrouve également ces derniers partout. Dès la première partie intitulée « Espace, villes et territoire », qui fait le tour de la plupart des questions de l'aménagement du territoire et des politiques publiques mises en œuvre, on découvre l'article consacré aux projets d'irrigation à l'épreuve des dynamiques territoriales où les auteurs relèvent l'émergence de jeunes leaders ruraux qui saisissent les nouvelles structures d'opportunités dans le paysage du leadership local au Moyen-Sebou. Le chapitre « L'urbanisation en steppe » rapporte l'expérience de jeunes formant une troupe musicale pour les fêtes de la localité d'Ain Beni Mathar. Il illustre l'urbanisation en cours d'une localité grâce à ses enfants émigrés en Europe. On retrouve les jeunes aussi dans l'article intitulé « De la Kissaria au Mega Mall », où sont évoquées les coprésences juvéniles et féminines dans les espaces des nouveaux Mall considérés comme des nouveaux lieux de sociabilité des jeunes, qui leur permettent d'éprouver des formes de côtoiement inédites.

Dans la deuxième partie, consacrée aux dynamiques et relations sociales, une bonne partie des articles se trouve dominée directement ou indirectement par la jeunesse à travers leur quotidien en prenant compte des différenciations sociales qui marquent cette jeunesse. On citera à ce propos le chapitre « Des supporters dans la ville », où sont racontées les violences symboliques et physiques liées aux matchs du foot

(toujours d'actualité), mais on ne peut omettre le chapitre sur les inégalités d'apprentissage des élèves, qui prennent leur source à la maison et dont la responsabilité échoie aux parents plutôt qu'au type d'école fréquentée (publique ou privée). Le travail des jeunes femmes à Casablanca offre, à travers le prisme de la marginalité sociale, un regard sur le travail domestique des jeunes femmes pauvres, souvent de la campagne. Ce chapitre illustre comment l'éducation des filles et l'attention des médias sur l'abus des jeunes femmes a reconfiguré le travail domestique et les rapports de pouvoirs donnant aux jeunes femmes une certaine marge pour refuser des comportements abusifs.

Dans la partie réservée aux rapports sociaux de genre, tous les articles mettent en exergue des questions qui concernent la jeunesse en général et féminine plus particulièrement (laquelle est démographiquement déjà majoritaire au sein des jeunes). C'est le cas des études ou enquêtes sur des ouvrières chefs de foyer, la maternité célibataire, le travail agricole, le mariage, le sida, la polygamie, la prostitution ou l'économie intime. Ce chapitre illustre bien comment, à travers le prisme genre et jeunesse, une nouvelle génération de femmes et d'hommes reproduisent de nouveaux arrangements sexuels et déstabilisent les « traditions », devenant les acteurs principaux des mutations socioculturelles et des relations de genre que connaît le Maroc au présent.

La quatrième partie est consacrée aux cultures et langues. On citera le passage sur les nouvelles expressions culturelles des jeunes dans l'article consacré aux langues, l'article consacré à l'expérience de Daba teatr de Rabat, et l'Amun Style de la musique amazigh réfractaire du Sud-Est.

La partie relative à la politique et aux relations internationales croise la jeunesse à travers trois articles. Le premier est consacré au mouvement des diplômés chômeurs, et relate le processus revendicatif de ce mouvement de jeunes, né d'abord d'une demande d'intégration

dans la fonction publique, puis durcissant de plus en plus ses revendications, jusqu'à l'émergence du Mouvement du 20 février. Le deuxième article évoque justement la rencontre entre cette dynamique protestataire et les réseaux sociaux, puis la manière dont certains réseaux sociaux se sont greffés dessus. Le troisième article examine, quant à lui, le Mouvement du 20 février à travers la grille des relations intergénérationnelles en son sein.

Dans la sixième partie portant sur la diversité et les contrastes religieux, l'article sur l'espace public et les croyances religieuses décrit les évolutions de cet espace à travers les aspects religieux et politiques qui ont marqué les trente dernières années. Son auteur évoque une période caractérisée par la pluralisation des croyances et des pratiques. On peut citer aussi l'article sur « Darwin au Maroc », une enquête auprès des élèves d'une grande école qui traite de la perception de ces jeunes étudiants sur des questions relatives à l'origine des espèces.

Dans la septième partie consacrée aux questions du droit et des lois, nous apprenons que des jeunes, imprégnés de pensées extrémistes religieuses, regroupés en milice chargée de veiller à la moralité des populations, font la loi à Ain Leuh.

Nous découvrons dans la dernière partie sur les tendances économiques et pratiques du travail, des passages consacrés à la situation de la jeunesse qui nous révèle notamment qu'un jeune a deux fois plus de chances qu'un adulte de se retrouver au chômage. On peut concevoir aisément que le dernier article de ce chapitre sur l'informel de Casablanca relatant le cas de ce cordonnier devenu un entrepreneur informel rappelle aussi la situation des jeunes. En effet, son usine clandestine emploie sept jeunes personnes ne bénéficiant d'aucune prévoyance sociale.

Dans ce *Maroc au présent*, les jeunes sont présents partout, soulignant que le chemin d'un Maroc de demain passe inéluctablement par eux ■

EN PARTENARIAT AVEC IFC-BANQUE MONDIALE

**NOUVEAU À TANGER**

**JE CHOISIS  
MON MÉTIER  
AVEC  
MED UNIVERSITÉ**

**BAC  
+3**

**INCLUS**  
COURS INTENSIFS  
FRANÇAIS / ANGLAIS

FACULTÉ DES MÉTIERS  
DE LA LOGISTIQUE

FACULTÉ DES MÉTIERS  
DE L'INDUSTRIE

FACULTÉ DES MÉTIERS  
TECHNICO-COMMERCIAUX

FACULTÉ DES MÉTIERS  
COMPTABLES ET FINANCIERS

INSCRIPTIONS OUVERTES

[WWW.MEDUNIVERSITE.AC.MA](http://WWW.MEDUNIVERSITE.AC.MA)

0539.30.20.00

0539.30.21.00

AUTORISATION EN COURS

GROUPE HEM

 **Med  
Université**

L'UNIVERSITÉ DES MÉTIERS

L'accès  
pour tous  
à la qualité

# CONCOURS

## Programme Grande École

### 1<sup>ère</sup> année



**IFC - BANQUE MONDIALE**  
ACTIONNAIRE DE **HEM**  
POUR ACCOMPAGNER SON DÉVELOPPEMENT

**Business School N°1 au Maroc**

#### JUIN 2016

#### JUILLET 2016

##### DATE LIMITE DU DÉPÔT DE DOSSIER

Lundi 27 juin  
avant 15h

Samedi 23 juillet  
avant 12h

##### ÉPREUVES ÉCRITES (Maths, culture générale, français)

Mardi 28 juin

Lundi 25 juillet

##### ÉPREUVE ORALE

Mercredi 29 &  
Jeudi 30 juin

Mardi 26 &  
Mercredi 27 juillet

##### PROCLAMATION DES RÉSULTATS

Samedi 2 juillet  
à 13h

Vendredi 29 juillet  
à 13h

*UNE DERNIÈRE SESSION EST PROGRAMMÉE EN SEPTEMBRE 2016*

#### CAMPUS CASABLANCA

Californie  
0522 52 52 52  
hem@hem.ac.ma

#### CAMPUS RABAT

Souissi  
0537 65 26 26  
hem.rabat@hem.ac.ma

#### CAMPUS MARRAKECH

Agdal  
0524 38 17 17  
hem.marrakech@hem.ac.ma

#### CAMPUS TANGER

Route de Malabata  
0539 30 19 19  
hem.tanger@hem.ac.ma

#### CAMPUS FÈS

Oued Fès Golf City  
0535 64 73 73  
hem.fes@hem.ac.ma

#### CAMPUS OUJDA

Al Qods  
0536 50 32 32  
hem.oujda@hem.ac.ma